101e ANNÉE
VOL. 101

No 20
2771

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 17 mai 1969

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, May 17, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon; if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $3 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 50 cents chacun.

Feuilles volantes: $2 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 13 mars 1968

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $3 per 100 words.

Single copies: 50 cents each.

Slips: $2 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, March 13, 1968

27440 — 1-52-o

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes

Action Photo Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1969, constituant en corporation: Allan Leishman, 8757, rue Dubé, LaSalle, Gilles Corbeil, 151, rue Galt, Verdun, tous deux photographes, et David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Entreprendre tous genres de travaux photographiques, sous le nom de « Action Photo Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 151, rue Galt, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1059-69

Aerodoo Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de mars 1969, constituant en corporation: Léger Chenard, industriel, 60, Willowdale, Pierre Guay, comptable, 5596, Canterbury, tous deux d'Outremont, Réal Mainville, comptable agréé, 6370, 3e avenue, Lisette Lampron, 928, Cherrier, app. 2, tous deux de Montréal, et Micheline Beaulieu, 361, Paquin, LaSalle, ces deux dernières, secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Letters Patent

Action Photo Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Allan Leishman, 8757 Dubé Street, LaSalle, Gilles Corbeil, 151 Galt Street, Verdun, both photographers, and David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To engage in all types of photography work, under the name of "Action Photo Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 151 Galt Street, Verdun, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1059-69

Aerodoo Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Léger Chenard, industrialist, 60 Willowdale, Pierre Guay, accountant, 5596 Canterbury, both of Outremont, Réal Mainville, chartered accountant, 6370, 3rd Avenue, Lisette Lampron, 928 Cherrier, Apt. 2, both of Montreal, and Micheline Beaulieu, 361 Paquin, LaSalle, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Aerodoo Holdings Ltd. », avec un capital-actions divisé en 440,000 actions catégorie « A » sans valeur au pair et 130,000 actions catégorie « B » sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 59, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1077-69

Aerodoo Montreal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Edmond J. Albrechtson, gérant, Carol Albrechtson, ménagère, épouse dudit Edmond J. Albrechtson, tous deux de 11666, St-Germain, app. 509, Montréal, Eric Albrechtson, gérant, et Denise Albrechtson, ménagère, épouse dudit Eric Albrechtson, ces deux derniers du chemin de la rivière Simon, Saint-Sauveur-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils à coussin d'air, bateaux, automobiles, avions et véhicules et voitures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « Aerodoo Montreal Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1401-69

Agenda téléphonique (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Pierre Martin, 265, des Lilas ouest, Robert Morisset, 945, Bougainville, tous deux de Québec, et Germain Dumas, 821, Rougemont, Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la distribution d'un agenda téléphonique commercial, sous le nom de « Agenda téléphonique (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 144, chemin Tournelle, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1647-69

Aidex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Ginette Leroux, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Ayotte, 2022, Daniel, Jacques-Cartier, Hilda Frances Conners, ménagère, épouse séparée de biens de Edmund T. Asselin, route rurale No 1,

To carry on the business of a holding company, under the name of "Aerodoo Holdings Ltd.", with a capital stock divided into 440,000 class "A" shares without par value and 130,000 class "B" shares without par value.

The head office of the company is at 59 St. James Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1077-69

Aerodoo Montreal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edmond J. Albrechtson, manager, Carol Albrechtson, housewife, wife of the said Edmond J. Albrechtson, both of 11666 St. Germain, Apt. 509, Montreal, Eric Albrechtson, manager, and Denise Albrechtson, housewife, wife of the said Eric Albrechtson, the latter two of Simon River Road, Saint-Sauveur-des-Monts, for the following purposes:

To deal in and with hovercraft, boats, automobiles, airplanes and vehicles and conveyances of all kinds and descriptions, under the name of "Aerodoo Montreal Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1401-69

Agenda téléphonique (Montréal) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Martin, 265 des Lilas West, Robert Morisset, 945 Bougainville, both of Québec, and Germain Dumas, 821 Rougemont, St. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the distribution of a commercial telephone agenda, under the name of "Agenda téléphonique (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 144 Tournelle Road, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1647-69

Aidex Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Leroux, secretary, wife separate as to property of Pierre Ayotte, 2022 Daniel, Jacques-Cartier, Hilda Frances Conners, housewife, wife separate as to property of Edmund T. Asselin, Rural Route No. 1, Hudson, and Rolland

Hudson, et Rolland Pépin, avocat, 11254, rue Belleville, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Aidex Inc. », avec un capital divisé en 30,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1403-69

Ameublement de bureau M. Edery ltée
M. Edery Office Furniture Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1969, constituant en corporation: Messod Edery, homme d'affaires, Benida Marrache, coiffeuse, épouse dudit Messod Edery, tous deux de 22, Fountain Drive, Dollard-des-Ormeaux, et Mario Edery, homme d'affaires, 978, Edward, Laval, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes ainsi que des meubles de bureaux, sous le nom de « Ameublement de bureau M. Edery ltée — M. Edery Office Furniture Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1432, rue St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 767-69

Anclo Amusements Inc.
Les Amusements Anclo inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Sol Apel, 2657, rue Ekers, Harry Blank, 4625, avenue Miller, tous deux avocats, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427, avenue Macdonald, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce qui consiste à fournir des distractions au public, sous le nom de « Anclo Amusements Inc.— Les Amusements Anclo inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1407-69

L'Association d'entraide des Amis de St-Ulric inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Auguste D'Astous, rentier, Marie-Anna Sirois, ménagère, épouse dudit J.-Auguste D'Astous, Élise Sirois, ménagère, épouse de Roland La-

Pépin, advocate, 11254 Belleville Street, Montreal North, for the following purposes:

To manufacture and deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Aidex Inc.", with a capital stock divided into 30,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1403-69

Ameublement de bureau M. Edery ltée
M. Edery Office Furniture Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Messod Edery, businessman, Benida Marrache, hairdresser, wife of said Messod Edery, both of 22 Fountain Drive, Dollard-des-Ormeaux, and Mario Edery, businessman, 978 Edward, Laval, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and novelties of all kinds as well as office furniture, under the name of "Ameublement de bureau M. Edery ltée — M. Edery Office Furniture Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 1432 St. Lawrence Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 767-69

Anclo Amusements Inc.
Les Amusements Anclo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sol Apel, 2657 Ekers Street, Harry Blank, 4625 Miller Avenue, both advocates, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 Macdonald Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Anclo Amusements Inc.— Les Amusements Anclo inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1407-69

L'Association d'entraide des Amis de St-Ulric inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: J.-Auguste D'Astous, annuitant, Marie-Anna Sirois, housewife, wife of the said J.-Auguste D'Astous, Elise Sirois, housewife, wife of Roland

marre, et Alphonsine Sirois, ménagère, épouse de Philippe Gagné, tous de Saint-Ulric, pour les objets suivants:

Fins philanthropiques, charitables, patriotiques et de bienfaisance, sous le nom de « L'Association d'entraide des Amis de St-Ulric inc. »

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Ulric, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 806-69

Association Moto-Neige Papineau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Campeau, 878, Notre-Dame, Ghislain Lauzon, 11, Chénier, Claude Blanchette, 6, Dupuis, tous trois vendeurs, Carol Campeau, 872, Notre-Dame, Patrick Powers, 48, Lorrain, tous deux électriciens, Roland Demers, instituteur, 1, Honoré, Yvan Tessier, entrepreneur, 24, Mitchell, François Leclerc, imprimeur, 885, Notre-Dame, tous huit de Templeton, John Carey, étudiant, Oakley Carey, entrepreneur, tous deux de Perkins, Claude Lafortune, hôtelier, Angers, et J.-Claude Maisonneuve, commis de bureau, 243, Broadway, Gatineau, pour les objets suivants:

Exploiter un club sportif, sous le nom de « Association Moto-Neige Papineau inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est 855, rue Notre-Dame, Templeton, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1087-69

A. T. C. Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Stephen Harper, avocat, 3250, Forest Hill, Gilda Abrams, 4947, Coronation, et Judy MacLeay, 4640, Bourret, app. 164, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois deMontréal, pour les objets suivants:

Posséder, exploiter, louer et acquérir autrement des ateliers de réparation de carrosserie pour tous genres de véhicules, sous le nom de « A. T. C. Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1405-69

Les Ateliers roulants Bonaventure ltée
Bonaventure Shops-on-Wheels Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

Lamarre, and Alphonsine Sirois, housewife, wife of Philippe Gagné, all of Saint-Ulric, for the following purposes:

To work towards philanthropic, charitable, patriotic and welfare purposes, under the name of "L'Association d'entraide des Amis de St-Ulric inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Ulric, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 806-69

Association Moto-Neige Papineau inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jacques Campeau, 878 Notre-Dame, Ghislain Lauzon, 11 Chénier, Claude Blanchette, 6 Dupuis, all three salesmen, Carol Campeau, 872 Notre-Dame, Patrick Powers, 48 Lorrain, both electricians, Roland Demers, professor, 1 Honoré, Yvan Tessier, contractor, 24 Mitchell, François Leclerc, printer, 885 Notre-Dame, all eight of Templeton, John Carey, student, Oakley Carey, contractor, both of Perkins, Claude Lafortune, innkeeper, Angers, and J.-Claude Maisonneuve, office clerk, 243 Broadway, Gatineau, for the following purposes:

To operate a sports club, under the name of "Association Moto-Neige Papineau inc.".

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at 855 Notre-Dame Street, Templeton, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1087-69

A. T. C. Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stephen Harper, advocate, 3250 Forest Hill, Gilda Abrams, 4947 Coronation, and Judy MacLeay, 4640 Bourret, Apt. 164, the latter two secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To own, operate, lease and otherwise acquire body repair shops for all types of vehicles, under the name of "A. T. C. Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1405-69

Les Ateliers roulants Bonaventure ltée
Bonaventure Shops-on-Wheels Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: George Whelan, 201, Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 2370, Noël, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Phyllis Narvey, secrétaire, célibataire, 2725, place Darlington, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et refrigération, sous le nom de «Les Ateliers roulants Bonaventure ltée — Bonaventure Shops-on-Wheels Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 675, Montée de Liesse, Saint-Laurent, diatrict judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1415-69

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation: Guy-Bernard Baillargeon, industriel, 586, Côte St-Antoine, Westmount, Gilles Filion, avocat, 11645, Guertin, Montréal, et Micheline Desmarteaux, secrétaire, fille majeure, 908, Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de toutes sortes de véhicules servant au transport, sous le nom de « A. F. Baillargeon Location de camions et remorques inc.— A. F. Baillargeon Truck & Trailer Rental Inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1260-69

La Boutique Pop'In inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4957, Isabella, Elayne P. Felix, secrétaire, épouse séparée de biens de Dudley Felix, 10630, place de l'Acadie, app. 17, tous deux de Montréal, et Louis Schiff, avocat, 5747, Blossom, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

La confection et le commerce d'articles vestimentaires, merceries et textiles, sous le nom de « La Boutique Pop'In inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1328-69

the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Whelan, 201 Sherbrooke, Beaconsfield, Morton Bessner, 2370 Noël, Saint-Laurent, both advocates, and Phyllis Narvey, secretary, spinster, 2725 Darlington Place, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Les Ateliers roulants Bonaventure ltée — Bonaventure Shops-on-Wheels Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 675 Montée de Liesse, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1415-69

A. F. Baillargeon Location de camions et remorques inc.
A. F. Baillargeon Truck & Trailer Rental Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy-Bernard Baillargeon, industrialist, 586 Côte Saint-Antoine, Westmount, Gilles Filion, advocate, 11645 Guertin, Montreal, and Micheline Desmarteaux, secretary, spinster of the full age of majority, 908 Marie-Victorin, Boucherville, for the following purposes:

To deal in and to rent all kinds of transport vehicles, under the name of "A. F. Baillargeon Location de camions et remorques inc.— A. F. Baillargeon Truck & Trailer Rental Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1260-69

La Boutique Pop'In inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, advocate, 4957 Isabella, Elayne P. Felix, secretary, wife separate as to property of Dudley Felix, 10630 Place de l'Acadie, Apt. 17, both of Montreal, and Louis Schiff, advocate, 5747 Blossom, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of wearing apparel, haberdashery and textiles, under the name of "La Boutique Pop'In inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Westmount, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1328-69

Boutique Week-End Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 5367, avenue Westmore, Earl S. Cohen, 5475, Rosedale, tous deux de Montréal, et Douglas Pascal, 6525, Côte Saint-Luc, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une ou des boutiques d'accessoires vestimentaires, sous le nom de « Boutique Week-End Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 340, boulevard Lebleau, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1392-69

Boutique Week-End Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry H. Shapiro, 5367 Westmore Avenue, Earl S. Cohen, 5475 Rosedale, both of Montreal, and Douglas Pascal, 6525 Côte St. Luc, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To own and operate a wearing apparel shop or shops, under the name of "Boutique Week-End Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 340 Lebeau Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1392-69

Norman A. Brady, R. Riopelle & Associates Inc.
Norman A. Brady, R. Riopelle & associés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Lise Quesnel, Margot Cajolet, et Céline Trudeau, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, de 4, Place Ville Marie, suite 514, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'administration d'affaires et de la finance, sous le nom de « Norman A. Brady, R. Riopelle & Associates Inc.— Norman A. Brady, R. Riopelle & associés inc. », avec un capital total de $105,000, divisé en 2,500 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 2,500 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 100,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, Place Ville Marie, suite 2421, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1351-69

Norman A. Brady, R. Riopelle & Associates Inc.
Norman A. Brady, R. Riopelle & associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Lise Quesnel, Margot Cajolet, and Céline Trudeau, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To act as counsellors in the health, education, business administration and finance fields, under the name of "Norman A. Brady, R. Riopelle & Associates Inc.— Norman A. Brady, R. Riopelle & associés inc.", with a total capital stock of $105,000, divided into 2,500 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 2,500 class "B" shares of a nominal value of $1 each and into 100,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 2421, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1351-69

M. Brissette Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Marcel Brissette, homme d'affaires, Estelle Meunier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Marcel Brissette, tous deux de 339, Calixa-Lavallée, et Jean-Marc Brissette, contremaître, 51, Bousquet, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « M. Brissette Auto Parts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions

M. Brissette Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Brissette, businessman, Estelle Meunier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Marcel Brissette, both of 339 Calixa-Lavallée, and Jean-Marc Brissette, foreman, 51 Bousquet, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "M. Brissette Auto Parts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000

ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1355-69

Bumble Bee Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, Melling, Côte Saint-Luc, Joseph Tarasofsky, 3355, Decelles, et W. Robert Golfman, 3505, Sainte-Famille, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes et de toutes descriptions sous le nom de « Bumble Bee Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2205, rue Parthenais, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1410-69

Château Bonavista (Québec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mars 1969, constituant en corporation: Sydney Wolofsky, 166, Wexford Crescent, Hampstead, Hyman Polansky, 5, Manresa Court, Beaconsfield, tous deux administrateurs, Joan Cadley, réceptionniste, célibataire, 4811, Draper, et Sonia Legore, commis, célibataire, 3280, Goyer , ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'acquisition d'un immeuble à appartements, sous le nom de « Château Bonavista (Québec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 984-69

Clinique de Physiatrie de Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1969, constituant en corporation: Paul-A. Lachance, 2390, Power, Sillery, Denys Jobin, 3363, Périgny, et Claude Poudrier, 2670, Liégeois, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois médecins, pour les objets suivants:

Établir maintenir, posséder, administrer et gérer une ou plusieurs cliniques médicales et centres de médecine générale, sous le nom de « Clinique de Physiatrie de Laval inc. », avec un

common shares of a nominal value of $1 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1355-69

Bumble Bee Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling, Côte Saint-Luc, Joseph Tarasofsky, 3355 Decelles, and W. Robert Golfman, 3505 St. Famille, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in goods, wares, merchandise and products of all kinds or descriptions, under the name of "Bumble Bee Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2205 Parthenais Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1410-69

Château Bonavista (Québec) Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Sydney Wolofsky, 166 Wexford Crescent, Hampstead, Hyman Polansky, 5 Manresa Court, Beaconsfield, both executives, Joan Cadley, receptionist, spinster, 4811 Draper, and Sonia Legore, clerk, spinster, 3280 Goyer, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To acquire an apartment building, under the name of "Château Bonavista (Québec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 984-69

Clinique de Physiatrie de Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-A. Lachance, 2390 Power, Sillery, Denys Jobin, 3363 Périgny, and Claude Poudrier, 2670 Liégeois, the latter two of St. Foy, all three physicians, for the following purposes:

To set up, maintain, own, direct and run one or several medical clinics and general medical practice centres, under the name of "Clinique de Physiatrie de Laval inc.", with a total capital

capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1207-69

Le Club de Hockey National de Rosemont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean Rougeau, homme d'affaires, 10410, Grande-Allée, Fernand Lévesque, avocat, 3655, Papineau, app. 902, tous deux de Montréal, et Isabelle Duchesne, secrétaire, épouse de Paul Blanchard, 2062, Des Cèdres, Saint-Bruno-de-Montarville, pour les object suivants:

Exploiter des clubs sportifs, et en particulier, des clubs de hockey, sous le nom de « Le Club de Hockey National de Rosemont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1494-69

Club Le Concorde

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: André Aubé, 1614, Théodore, Paulin Boivin, 1634, Théodore, tous deux professeurs, Robert Lanctôt, avocat stagiaire, 10372, De Martigny, Georges Raymond, surintendant, 3022, St-Émile, Pierre Gagné, technicien, 6430, Ernest Lavigne, Berthe Matte, ménagère, épouse d'Arthur Matte, 1423, Beaugrand, Jacqueline Tourangeau, ménagère, épouse de Jean-Marc Tourangeau, 8005, Ontario est, tous de Montréal, Gaston Robert, contremaître, 7778, Place Pocé, et Jacques Martin, technicien, 5652, Verneuil,. ces deux derniers d'Anjou, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre de loisirs, sous le nom de « Club Le Concorde ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 1614, rue Théodore, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1342-69

Compagnie Canit investissements ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: John Cerini, 4628, avenue Kensington, Montréal, Norman Souaid, 511, Le

stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1207-69

Le Club de Hockey National de Rosemont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Rougeau, businessman, 10410 Grande-Allée, Fernand Lévesque, advocate, 3655 Papineau, Apt. 902, both of Montreal, and Isabelle Duchesne, secretary, wife of Paul Blanchard, 2062 Des Cèdres, Saint-Bruno-de-Montarville, for the following purposes:

To operate sports clubs, and, in particular, hockey clubs, under the name of "Le Club de Hockey National de Rosemont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1494-69

Club Le Concorde

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: André Aubé, 1614 Théodore, Paulin Boivin, 1634 Théodore, both teachers, Robert Lanctôt advocate on probation, 10372 De Martigny, Georges Raymond, superintendent, 3022 Saint-Émile, Pierre Gagné, technician, 6430 Ernest-Lavigne, Berthe Matte, housewife, wife of Arthur Matte, 1423 Beaugrand, Jacqueline Tourangeau, housewife, wife of Jean-Marc Tourangeau, 8005 Ontario East, all of Montreal, Gaston Robert, foreman, 7778 Place Pocé, and Jacques Martin, technician, 5652 Verneuil, the latter two of Anjou, for the following purposes:

To organize and operate a recreational centre, under the name of "Club Le Concorde".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $10,000.

The head office of the corporation is at 1614 Théodore Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1342-69

Compagnie Canit investissements ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Cerini, 4628 Kensington Ave., Montreal, Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-

Royer, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Sandra Rice, secrétaire, épouse séparée de biens de Brent Broaderip, 85, Brittany, app. 507, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers en investissement, sous le nom de « Compagnie Canit investissements ltée », avec un capital divisé en 10,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1388, Fleury est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1109-69

La Compagnie des Fenêtres du Saguenay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Paul-Émile Tremblay, contremaître, rue Georges-Vanier, Alain Tremblay, commerçant, 937, Comeau, et André Lajoie, courtier d'assurance agréé, 641, des Franciscaines, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de portes, fenêtres, armoires et autres objets semblables, sous le nom de « La Compagnie des Fenêtres du Saguenay inc. », avec un capital total de $90,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 720-69

Le Comptoir du beigne Jérômien ltée St. Jerome Donut Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: Maurice Coutu, commerçant, Denise Berrouard, secrétaire, fille majeure, tous deux de 332, Brière, Saint-Jérôme, et Bernard Gartside, représentant, 2691, Desjardins, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de beignes, bonbons, boissons gazeuses, produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Le Comptoir du beigne Jérômien ltée — St. Jerome Donut Shop Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 320, boulevard Labelle, Saint-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 915-69

Construction Des-Cot limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: André Deslongchamps, 12215, Le Mesurier, Serge Dubé, 4685,

Lambert, both advocates, and Sandra Rice, secretary, wife separate as to property of Brent Broaderip, 85 Brittany, Apt. 507, Mount-Royal, for the following purposes:

To act as investment consultants, under the name of "Compagnie Canit investissements ltée", with a capital stock divided into 10,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at 1388 Fleury east, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1109-69

La Compagnie des Fenêtres du Saguenay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Émile Tremblay, foreman, Georges-Vanier St., Alain Tremblay, trader, 937 Comeau, and André Lajoie, accredited insurance broker, 641 des Franciscaines, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in doors, windows, cupboards and other similar objects, under the name of "La Compagnie des Fenêtres du Saguenay inc.", with a total capital stock of $90,000, divided into 150 common shares of $100 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 720-69

Le Comptoir du beigne Jérômien ltée St. Jerome Donut Shop Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Coutu, trader, Denise Berrouard, secretary, spinster of the full age of majority, both of 332 Brière, Saint-Jérôme, and Bernard Gartside, representative, 2691 Desjardins, Montreal, for the following purposes:

To deal in doughnuts, candies, soft drinks, food, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Le Comptoir du beigne Jérômien ltée — St. Jerome Donut Shop Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 320 Labelle Boulevard, Saint-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 915-69

Construction Des-Cot limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Deslongchamps, 12215 Le Mesurier, Serge Dubé, 4685 Hampton, both of

Hampton, tous deux de Montréal, et Guy Quesnel, 43, 15e rue, Roxboro, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Construction Des-Cot limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 647, Montcalm, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1301-69

Montreal, and Guy Quesnel, 43, 15th St. Roxboro, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Des-Cot limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 647 Montcalm, Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1301-69

La Corporation des Marchands de meubles du Québec
Québec Furniture Retailers Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gérald Meunier, 865, Ste-Catherine est, Roland Gagné, 11790, rue Pasteur, Jean-C. LeBlanc, 10020, Guillaume Chambon, Charles Bigras, 7185, Jean Bourdon, Georges Garand, 12258, Ranger, Gaston Clermont, 12127, Joseph Casavant, Fred Weinstein, 6177, Sherbrooke ouest, Robert Langevin, 510, Ste-Catherine est, tous de Montréal, et André Audet, 865, Wilder, Outremont, tous administrateurs, pour les objets suivants:

Promouvoir et stimuler le commerce et la vente au détail des biens meubles, sous le nom de « La Corporation des Marchands de meubles du Québec — Québec Furniture Retailers Corporation ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1359-69

La Corporation des Marchands de meubles du Québec
Québec Furniture Retailers Corporation

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gérald Meunier, 865 Sainte-Catherine East, Roland Gagné, 11790 Pasteur Street, Jean-C. LeBlanc, 10020 Guillaume Chambon, Charles Bigras, 7185 Jean Bourdon, Georges Garand, 12258 Ranger, Gaston Clermont, 12127 Joseph Casavant, Fred Weinstein, 6177 Sherbrooke West, Robert Langevin, 510 Sainte-Catherine East, all of Montreal, and André Audet, 865 Wilder, Outremont, all administrators, for the following purposes:

To promote and encourage the business and retail sale of movables, under the name of "La Corporation des Marchands de meubles du Québec — Québec Furniture Retailers Corporation".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquire and owned by the corporation is $500,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1359-69

Pierre Côté ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation: Pierre Côté, homme d'affaires, Murielle Farmer, ménagère, épouse dudit Pierre Côté, tous deux de 127, 3e avenue, et Bernard Dagenais, avocat, 159, 2e avenue, tous trois de Gatineau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Pierre Côté ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1063-69

Pierre Côté ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Côté, businessman, Murielle Farmer, housewife, wife of said Pierre Côté, both of 127, 3rd Avenue, and Bernard Dagenais, advocate, 159, 2nd Avenue, all three of Gatineau, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, meats, poultry and breeders' supplies of all kinds, under the name of "Pierre Côté ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Gatineau, judicial district of Hull.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1063-69

La Création Loufra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mai 1969, constituant en corporation: Luigi Petrella, tailleur, Frances Smyth, ménagère, épouse commune en biens dudit Luigi Petrella, tous deux de 5605, Jules Auclair, Montréal-Nord, Andréa Couture, tailleur, et Louise Hervieux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Andréa Couture, ces deux derniers de 5770, Fadette, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication et le commerce de marchandises, articles, effets, produits et fournitures de toutes sortes et descriptions, sous le nom de « La Création Loufra inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1400-69

Darbourg inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Gisèle Miller, secrétaire, épouse de Sarto Poulin, 1251, 3e avenue, Denise Caron, secrétaire, épouse de Paul Nolet, 275, des Lilas ouest, toutes deux de Québec, et Jacques Soucy, notaire, 410, Chomedey, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des salons de barbier, de coiffure et de cirage, sous le nom de « Darbourg inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1563-69

Data Script Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Serge Hamel, technicien, 7398, St-Denis, Lise Fleury, secrétaire, épouse de Réjean Quirion, 8043, Henri-Julien, tous deux de Montréal, et Andrée Lamontagne, secrétaire, fille majeure, 11180, London, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Exploiter des ordinateurs électroniques, sous le nom de « Data Script Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10304, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 803-69

La Création Loufra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Luigi Petrella, tailor, Frances Smyth, housewife, wife common as to property of the said Luigi Petrella, both of 5605 Jules Auclair, Montreal North, Andréa Couture, tailor, and Louise Hervieux, housewife, wife separate as to property of the said Andréa Couture, the latter two of 5770 Fadette, Saint-Léonard, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds and descriptions of goods, wares, merchandise, products and materials, under the name of "La Création Loufra inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1400-69

Darbourg inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gisèle Miller, secretary, wife of Sarto Poulin, 1251, 3rd Avenue, Denise Caron, secretary, wife of Paul Nolet, 275 des Lilas West, both of Québec, and Jacques Soucy, notary, 410 Chomedey, Charlesbourg, for the following purposes:

To operate one or several barber, hairdresser and shoe-shine shops, under the name of "Darbourg inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1563-69

Data Script Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Hamel, technician, 7398 St. Denis, Lise Fleury, secretary, wife of Réjean Quirion, 8043 Henri-Julien, both of Montreal, and Andrée Lamontagne, secretary, spinster of the full age of majority, 11180 London, Montreal-North, for the following purposes:

To operate electronic computers, under the name of "Data Script Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 10304 St. Hubert St., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 803-69

Dave's Transport Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: David McKay Donnachie, Blair McKay Donnachie, tous deux de route rurale No 3, Lennoxville, et John Alexander Donnachie, 55, Vanier, app. 5, Sherbrooke, tous trois camionneurs, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce général de camionnage et transport de marchandises, sous le nom de « Dave's Transport Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1219-69

Dave's Transport Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: David McKay Donnachie, Blair McKay Donnachie, both of Rural Route Number 3, Lennoxville, and John Alexander Donnachie, 55 Vanier, Apt. 5, Sherbrooke, all three truckers, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise, under the name of "Dave's Transport Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Lennoxville, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1219-69

David Campbell & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Brahm L. Campbell, 43, Aldred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920, Côte Saint-Luc, Montréal, et Giacomo Georgio Sand, 211, Dresden, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Se lancer dans toutes sortes de productions, en se servant des moyens d'information populaires comprenant journaux, périodiques, radio, télévisions et autres, sous le nom de « David Campbell & Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1427-69

David Campbell & Associates Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Brahm L. Campbell, 43 Aldred Crescent, Hampstead, Seymour Luterman, 7920 Côte St-Luc, Montreal, and Giacomo Georgio Sand, 211 Dresden, Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To engage in any and all kinds and types of production through the mass media including newspapers, magazins, radio, television and the like, under the name of "David Campbell & Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1427-69

Denis & Robert transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1969, constituant en corporation: Denis Forand, commerçant, Lise Duhamel, ménagère, épouse dudit Denis Forand, tous deux de route rurale numéro 6, et Joseph Duhamel, commerçant, 252, St-Hubert, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Denis & Robert transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 6, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1308-69

Denis & Robert transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1969, uave been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Forand, trader, Lise Duhamel, housewife, wife of the said Denis Forand, both of Rural Route Number 6, and Joseph Duhamel, trader, 252 Saint-Hubert, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Denis & Robert transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divisé en 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Rural Route Number 6, Granby, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1308-69

D.L.M. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Gérard Brisebois, entrepreneur, Rita Bouchard, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Brisebois, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Diane Brisebois, secrétaire, fille majeure, tous trois de 11, 63e avenue, Ile-Perrot, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « D.L.M. Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11, 63e avenue, Ile-Perrot, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1288-69

Domar Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de mars 1969, constituant en corpotarion: Farid A. Cheftechi, 6950, avenue Fielding, Montréal, Michael P. Maloney, 445, Lepage, Dorval, et Frederick K. Anderson, 2, boulevard Crépeau, Saint-Laurent, tous trois clercs, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Domar Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1013-69

Dynamic Signs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Melvin Kronish, 5501, Adalbert, Côte Saint-Luc, Leonard Kliger, et George Kliger, ces deux derniers du 4645, avenue Kent, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes d'enseignes et d'équipement et des pièces qui s'y rattachent, sous le nom de « Dynamic Signs Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5616, avenue Émerald, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1398-69

D.L.M. Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Brisebois, contractor, Rita Bouchard, housewife, wife common as to property of said Gérard Brisebois, and duly authorized by him for the presents, and Diane Brisebois, secretary, spinster of the full age of majority, all three of 11, 63rd Avenue, Ile-Perrot, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "D.L.M. Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 11, 63rd Avenue, Ile-Perrot, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1288-69

Domar Construction Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Farid A. Cheftechi, 6950 Fielding Avenue, Montreal, Michael P. Maloney, 445 Lepage, Dorval, and Frederick K. Anderson, 2 Crépeau Boulevard, Saint-Laurent, all three law clerks, for the following purposes:

To carry on the business of a land and property company, under the name of "Domar Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1013-69

Dynamic Signs Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Melvin Kronish, 5501 Adalbert, Côte Saint-Luc, Leonard Kliger, and George Kliger, the latter two of 4645 Kent Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of signs and equipment and parts thereof, under the name of "Dynamic Signs Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 5616 Émerald Avenue, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1398-69

Dyne Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de mars 1969, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Philip Shugar, 4055, Bourret, tous deux de Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de portefeuille, sous le nom de « Dyne Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1311-69

Dyne Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Philip Shugar, 4055 Bourret, both of Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and holding company, under the name of "Dyne Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1311-69

École de conduite Métro inc.
Metro Driving School Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Gilberte Baron, 5154, Jeanne-Mance, et Gisèle Tourville, 3261, Forest Hill, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une école de conduite, sous le nom de « École de conduite Métro inc. — Metro Driving School Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1453-69

École de conduite Métro inc.
Metro Driving School Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Gilberte Baron, 5154 Jeanne-Mance, and Gisèle Tourville, 3261 Forest Hill, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To operate a driving school, under the name of "École de conduite Métro inc. — Metro Driving School Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1453-69

Écurie G.L. inc.
G.L. Stable Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Gilles Lachance, conducteur et entraîneur, 29, Rang St-Joachim, Saint-Benoit, comté de Deux-Montagnes, Claude Chamberland, représentant de commerce, 25, Terrasse Paquin, Laval, et Raymond Lachance, entraîneur, 275, St-Augustin, Saint-Augustin, comté de Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire l'importation, l'exportation, l'élevage, le dressage, l'entraînement et en général faire le commerce de chevaux de course, sous le nom de « Écurie G.L. inc.— G.L. Stable Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Scholastique, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1318-69

Écurie G.L. inc.
G.L. Stable Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Lachance, driver and trainer, 29 St-Joachim Range, Saint-Benoit, county of Two-Mountains, Claude Chamberland, business representative, 25 Terrasse Paquin, Laval, and Raymond Lachance, trainer, 275 St-Augustin, Saint-Augustin, county of Two-Mountains, for the following purposes:

To import, export, breed, break in, train, and, in general, to deal in race horses, under the name of "Écurie G.L. inc.— G.L. Stable Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Sainte-Scholastique, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1318-69

Eden Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1969, constituant en corporation: Rodrigue Plante, administrateur, 440, Sherbrooke est, app. 1411, Montréal, Denise Plante, ménagère, épouse séparée de biens de Germain Dupont, Saint-Gabriel-de-Brandon, et Lyse Guimond, secrétaire, fille majeure, 1054, Dollard, app. 3, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Eden Holdings Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 700 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 440, rue Sherbrooke est, app. 1411, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1158-69

Les Éditions Algonquin inc. Algonquin Publishing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: James Khazzam, 44, Sunnydise, Westmount, Guy Taillefer, 10152, Christophe-Colomb, tous deux avocats, et Suzanne Pelletier, professeur, fille majeure, 12041, Pasteur, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, libraires et relieurs, sous le nom de « Les Éditions Algonquin inc.— Algonquin Publishing Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1423-69

Les Entreprises Fero ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de mars 1969, constituant en corporation: Fernand Buteau, administrateur, Madame Fernand Buteau, ménagère, épouse dudit Fernand Buteau, tous deux de 660, Richelieu, Québec, et Lucien Couture, administrateur, 1329, Duquet, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Entreprises Fero ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1003-69

Eden Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodrigue Plante, administrator, 440 Sherbrooke east, Apt. 1411, Montreal, Denise Plante, housewife, wife separate as to property of Germain Dupont, Saint-Gabriel-de-Brandon, and Lyse Guimond, secretary, spinster of the full age of majority, 1054 Dollard, Apt. 3, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Eden Holdings Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 700 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 440 Sherbrooke St. East, Apt. 1411, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1158-69

Les Éditions Algonquin inc. Algonquin Publishing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Khazzam, 44 Sunnyside, Westmount, Guy Taillefer, 10152 Christophe-Colomb, both advocates, and Suzanne Pelletier, professor, spinster of the full age of majority, 12041 Pasteur, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, printers, booksellers and book-binders, under the name of "Les Éditions Algonquin inc.— Algonquin Publishing Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 1,350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1423-69

Les Entreprises Fero ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of March, 1969, have been issued by the Government Administrator of the Province, incorporating: Fernand Buteau, administrator, Mrs. Fernand Buteau, housewife, wife of the said Fernand Buteau, both of 660 Richelieu, Québec, and Lucien Couture, administrator, 1329 Duquet, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Entreprises Fero ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1003-69

Les Entreprises Gay-Net inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: André Gauthier, avocat, 1990, des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Ginette Tardif, 3980, Pierre Chevrier, et Lise Marsolais, 2577, Arcand, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Pourvoir à l'entretien d'édifices et/ou de locaux de toute nature comprenant, et non restrictivement, bureaux, ateliers et résidences, sous le nom de « Les Entreprises Gay-Net inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6438, rue Migneault, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1386-69

Les Entreprises Gerle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean Germain, ingénieur, 3475, Beauséjour, Michel Leboeuf, administrateur, 3445, Ridgewood, tous deux de Montréal, et Guy Blanchette, avocat, 305, Continental, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de liqueurs douces, eaux gazeuses et eaux minérales, sous le nom de « Les Entreprises Gerle inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 374, Wellington sud, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1380-69

Entreprises Reno inc.
Reno Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: James Khazzam, 44, avenue Sunnyside, Westmount, Guy Taillefer, 10152, Christophe-Colomb, tous deux avocats, et Suzanne Pelletier, professeur, fille majeure, 12041, rue Pasteur, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tous articles pouvant servir à la décoration, au rajeunissement, à la rénovation, à l'amélioration ou à l'embellissement d'immeubles en général, sous le nom de « Entreprises Reno inc.— Reno Enterprises Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1422-69

Les Entreprises Gay-Net inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Gauthier, advocate, 1990 des Ormes, Saint-Bruno-de-Montarville, Ginette Tardif, 3980 Pierre Chevrier, and Lise Marsolais, 2577 Arcand, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To see to the maintenance of buildings and/or locals of any nature including, not restrictively, offices, workshops and residences, under the name of "Les Entreprises Gay-Net inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 6438 Migneault Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1386-69

Les Entreprises Gerle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Germain, engineer, 3475 Beauséjour, Michel Leboeuf, administrator, 3445 Ridgewood, both of Montreal, and Guy Blanchette, advocate, 305 Continental, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in softdrinks, aerated water and mineral water, under the name of "Les Entreprises Gerle inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 374 Wellington south, Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1380-69

Entreprises Reno inc.
Reno Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Khazzam, 44 Sunnyside Avenue, Westmount, Guy Taillefer, 10152 Christophe-Colomb, both advocates, and Suzanne Pelletier, professor, spinster of the full age of majority, 12041 Pasteur Street, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all articles used in the decorating, renovation, renewal, improvement or embellishing of immovables in general, under the name of "Entreprises Reno inc.— Reno Enterprises Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1422-69

Les Entreprises Vimont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Georges Malenfant, entrepreneur, 1829, Delorme, Laval, Claudette Martel, secrétaire, fille majeure, 648, 12e avenue, et Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, ces deux derniers de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Les Entreprises Vimont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1829, Delorme, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1289-69

Les Entreprises Vimont inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Malenfant, contractor, 1829 Delorme, Laval, Claudette Martel, secretary, spinster of the full age of majority, 648, 12th Avenue, and Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Avenue, the latter two of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Les Entreprises Vimont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1829 Delorme, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1289-69

Fil Drywall & Painting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1969, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, 1411, Carol Crescent, Laval, Leslie I. Notkin, 3742, Le Boulevard, Westmount, tous deux avocats, et Laura Boxer, secrétaire, épouse séparée de biens de Fred Firestone, 10250, Bois de Boulogne, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et d'entrepreneurs sous le nom de « Fil Drywall & Painting Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4613, place Neuilly, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 920-69

Fil Drywall & Painting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice J. Boxer, 1411 Carol Crescent, Laval, Leslie I. Notkin, 3742 The Boulevard, Westmount, both advocates, and Laura Boxer, secretary, wife separate as to property of Fred Firestone, 10250 Bois de Boulogne, Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Fil Drywall & Painting Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 4613 Place Neuilly, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 920-69

Armand Gagnon transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en crporation: Louis Rémillard, 1169, Brown, Québec, Paul Vézina, 7040, Place Montclair, Charlesbourg, tous deux avocats, et Susane Beaulac, secrétaire, fille majeure, 3072, chemin des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Armand Gagnon transport ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1361-69

Armand Gagnon transport ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Rémillard, 1169 Brown, Québec, Paul Vézina, 7040 Place Montclair, Charlesbourg, both advocates, and Susane Beaulac, secretary, spinster of the full age of majority, 3072 des Quatre-Bourgeois Road, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Armand Gagnon transport ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1361-69

Giron Hydro-Électrique Cie ltée
Giron Hydro-Electric Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean-Marie Giron, technicien, 11820, Alfred, Montréal-Nord, Laurent Dubé, mécanicien, 7770, St-André, et Claude Gagnon, commerçant, 708, Jarry est, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Giron Hydro-Électrique Cie ltée — Giron Hydro-Electric Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11820, rue Alfred, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1546-69

Giron Hydro-Électrique Cie ltée
Giron Hydro-Electric Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Giron, technician, 11820 Alfred, Montreal North, Laurent Dubé, mechanic, 7770 St-André, and Claude Gagnon, trader, 708 Jarry East, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Giron Hydro-Électrique Cie ltée — Giron Hydro-Electric Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 11820 Alfred Street, Montreal North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1546-69

G.M.F. & associés inc.
G.M.F. & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Louis-Claude Trudel, 237, Bloomfield, Outremont, Gaston Gamache, 2921, Quévillon, Gaston Nadeau, 8105, Jean-Nicolet, tous deux de Montréal, Yves Bertrand, 190, Poitou, et Mario Létourneau, 522, Lartigue, ces deux derniers de Laval, tous cinq avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « G.M.F. & associés inc.— G.M.F. & Associates Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 185-69

G.M.F. & associés inc.
G.M.F. & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis-Claude Trudel, 237 Bloomfield, Outremont, Gaston Gamache, 2921 Quévillon, Gaston Nadeau, 8105 Jean-Nicolet, both of Montreal, Yves Bertrand, 190 Poitou, and Mario Létourneau, 522 Lartigue, the latter two of Laval, all five advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "G.M.F. & associés inc.— G.M.F. & Associates Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 185-69

Les Granits de Québec (1969) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1969, constituant en corporation: Marcel Painchaud, entrepreneur, 150, de la Falaise, Beauport, Paul-André Morin, conseiller en construction, 257, Darveau, Duberger, et Rosaire LeBlanc, technicien, 162, Mistral, Villeneuve, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des carrières, sous le nom de « Les Granits de Québec (1969) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 162, rue Mistral, Villeneuve, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1284-69

Les Granits de Québec (1969) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Painchaud, contractor, 150 de la Falaise, Beauport, Paul-André Morin, building counsellor, 257 Darveau, Duberger, and Rosaire LeBlanc, technician 162 Mistral, Villeneuve, for the following purposes:

To own and operate quarries, under the name of "Les Granits de Québec (1969) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 162 Mistral Street, Villeneuve, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1284-69

C. J. Gunter & Sons Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: James C. Gunter, 224, Collège, Douglas E. Gunter, 28, 6e avenue, tous deux hôteliers, et Marguerite Bracey, ménagère, veuve de feu Clifford J. Gunter, 431, Collège, tous trois de Richmond, pour les objets suivants:

Exploiter un hôtel, une taverne, une auberge et/ou un restaurant, ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « C. J. Gunter & Sons Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 350 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Richmond, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 168-69

Gycard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Richard Allard, 11555, rue Désy, Montréal-Nord, Denis Richer, 316, rue Montcalm, Salaberry-de-Valleyfield, tous deux techniciens, et Yves Pomerleau, assistant-gérant, 2333, rue Armel, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Gycard inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1373-69

Habitations Montvillage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Moe Ackman, 26, Aldred Crescent, Hampstead, Irwin Gliserman, 5719, Brookside, Côte Saint-Luc, et Jack Boidman, 4875, Dufferin, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Habitations Montvillage inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1369-69

Hahamovitch Kosher Imports Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

C. J. Gunter & Sons Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James C. Gunter, 224 Collège, Douglas E. Gunter, 28, 6th Avenue, both innkeepers, and Marguerite Bracey, housewife, widow of the late Clifford J. Gunter, 431 Collège, all three of Richmond, for the following purposes:

To operate hotel, tavern, public house and/or restaurant or any combination thereof, under the name of "C. J. Gunter & Sons Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each, 1,000 preferred shares class "A" of a par value of $10 each and 350 preferred shares class "B" of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Richmond, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 168-69

Gycard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Allard, 11555 Désy Street, Montreal North, Denis Richer, 316 Montcalm Street, Salaberry-de-Valleyfield, both technicians, and Yves Pomerleau, assistant manager, 2333 Armel Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Gycard inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1373-69

Habitations Montvillage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Moe Ackman, 26 Aldred Crescent, Hampstead, Irwin Gliserman, 5719 Brookside, Côte Saint-Luc, and Jack Boidman, 4875 Dufferin, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Habitations Montvillage inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1369-69

Hahamovitch Kosher Imports Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the

patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Donald E. Hahamovitch, avocat, Tina Weisbrot, ménagère, épouse séparée de biens dudit Donald E. Hahamovitch, tous deux de 5754, avenue Smart, et Lottie Ulenetsky, secrétaire, célibataire, 5720, boulevard Cavendish, app. 504, tous trois de Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre des marchandises, articles et produits de toutes sortes connexes à l'épicerie, en faire le commerce, sous le nom de « Hahamovitch Kosher Imports Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 380 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400-B Montrée-de-Liesse, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1519-69

Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald E. Hahamovitch, advocate, Tina Weisbrot, housewife, wife of the said Donald E. Hahamovitch, both of 5754 Smart Avenue, and Lottie Ulenetsky, secretary, spinster, 5720 Cavendish Boulevard, Apt. 504, all three of Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To import, export, buy sell and deal in goods, wares and merchandise of all kinds connected with groceries, under the name of "Hahamovitch Kosher Imports Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $10 each and 380 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400-B Montrée-de-Liesse, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1519-69

Holiday Import Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de mars 1969, constituant en corporation: Arthur J. Marcovitch, 5525, Trent, Richard S. Gottlieb, 7519, Bailey, tous deux avocats, de Côte Saint-Luc, et Lenora L. Anderson, secrétaire, épouse de Peter J. Anderson, 19, Trésor Caché, LaSalle, pour les objets suivants:

Faire l'importation et l'exportation de marchandises de toutes sortes, et s'établir courtiers, agents et entrepositaires douaniers, sous le nom de « Holiday Import Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions, classe « A », d'une valeur au pair de $100 chacune, 100 actions, classe « B », d'une valeur au pair de $100 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1206-69

Holiday Import Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur J. Marcovitch, 5525 Trent, Richard S. Gottlieb, 7519 Bailey, both advocates, of Côte Saint-Luc, and Lenora L. Anderson, secretary, wife of Peter J. Anderson, 19 Trésor Caché, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as importers and exporters of merchandise of all kinds, and to act as custom brokers, agents and warehousemen, under the name of "Holiday Import Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 class "A" shares of a par value of $100 each, 100 class "B" shares of a par value of $100 each and 100 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1206-69

Immeubles Alaska inc.
Alaska Properties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation: Gaston Tremblay, comptable agréé, 691, Salazar, Nicole Blackburn, 376, Lemieux, et Colette Tremblay, 490, Taché, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Alaska inc. — Alaska Properties Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1180-69

Immeubles Alaska inc.
Alaska Properties Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Tremblay, chartered accountant, 691 Salazar, Nicole Blackburn, 376 Lemieux, and Colette Tremblay, 490 Taché, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Alaska inc. — Alaska Properties Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 9,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1180-69

Immeubles Rapido ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de mars 1969, constituant en corporation: Pierrette Fortin, secrétaire, épouse de Guy Fortin, 431, rue Dolbeau, Arvida, Micheline Girard, secrétaire, épouse de Jean-Guy Nolin, 459, rue Massenet, et Denise Côté, secrétaire, fille majeure, 472, rue Charlevoix, ces deux dernières de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Immeubles Rapido ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $50 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1282-69

Immeubles Rapido ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierrette Fortin, secretary, wife of Guy Fortin, 431 Dolbeau Street, Arvida, Micheline Girard, secretary, wife of Jean-Guy Nolin, 459 Massenet Street, and Denise Côté, secretary, spinster of the full age of majority, 472 Charlevoix Street, the latter two of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Immeubles Rapido ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $50 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1282-69

Institut Capillaire de Québec tée
Québec Hair & Scalp Institute Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Lucien Dansereau, avocat, Béatrice Dubé, et Denyse Bergeron, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de 515 ouest, rue Ste-Catherine, bureau 414, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter la fabrication, le commerce et le négoce de cheveux naturels et artificiels, sous le nom de « Institut Capillaire de Québec ltée — Québec Hair & Scalp Institute Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1255, rue University, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1662-69

Institut Capillaire de Québec ltée
Québec Hair & Scalp Institute Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lucien Dansereau, advocate, Béatrice Dubé, and Denyse Bergeron, the latter two secretaries, filles majeures, all three of 515 Ste. Catherine Street West, Room 414, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with natural and artificial hair, under the name of "Institut Capillaire de Québec ltée — Québec Hair & Scalp Institute Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1662-69

Institut des relations humaines inc.
Institut for Human Relations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Edgar Lefebvre, 425, Walnut, Saint-Lambert, Pierre Desjardins, 614, Chester, Mont-Royal, tous deux notaires, et Gérard Gravel, avocat, 388, Bonair, Beloeil, pour les objets suivants:

Établir, organiser, maintenir, administrer et exploiter une clinique de consultations avec services d'études et de recherches dans tout ce qui concerne les relations humaines, sous le nom de « Institut des relations humaines inc.— Institute for Human Relations Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Institut des relations humaines inc.
Institut for Human Relations Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edgar Lefebvre, 425 Walnut, Saint-Lambert, Pierre Desjardins, 614 Chester, Mount-Royal, both notaries, and Gérard Gravel, advocate, 388 Bonair, Beloeil, for the following purposes:

To establish, organize, maintain, administer and operate a consultation clinic with study and research services in the field of human relations, under the name of "Institut des relations humaines inc.— Institute for Human Relations Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 2120, rue Sherbrooke est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1252-69

Jay Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jacob Genziuk, vendeur, 5431, avenue Victoria, Montréal, A. Arnold Lechter, 5764, Blossom, Côte Saint-Luc, et Norton Segal, 4918, Jean Brillant, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Importer et exporter toutes sortes de marchandises aussi bien qu'agir à titre de consultants en matière de gestion et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Jay Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5431, Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1399-69

Jeune Chambre de la Rive Sud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Lefrançois, comptable agréé, 2035, Bréboeuf, Paul-Emile Burelle, agent d'assurances, 283, Portneuf, et Michel Lamarre, avocat, 869, Noyan, tous trois de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « Jeune Chambre de la Rive Sud inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 752-69

Journal La Santé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Raymond Barbeau, naturopathe, Charlotte Barbeau, naturopathe, épouse dudit Raymond Barbeau, et Denyse Clark, thérapeute, fille majeure, tous trois de 1044, Laurier ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « Journal La Santé inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

The head office of the company is at 2120 Sherbrooke St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1252-69

Jay Enterprises Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacob Genziuk, salesman, 5431 Victoria Avenue, Montreal, A. Arnold Lechter, 5764 Blossom, Côte Saint-Luc, and Norton Segal, 4918 Jean Brillant, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

Importing and exporting of all goods as well as acting as management consultants and dealing in real estate, under the name of "Jay Enterprises Ltd.",with a total capital stock of $40,000, divded into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5431 Victoria, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1399-69

Jeune Chambre de la Rive Sud inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Lefrançois, chartered accountant, 2035 Bréboeuf, Paul-Émile Burelle, insurance agent, 283 Portneuf, and Michel Lamarre, advocate, 869 Noyan, all three of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "Jeune Chambre de la Rive Sud inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $2,000.

The head office of the corporation is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 752-69

Journal La Santé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Barbeau, naturopath, Charlotte Barbeau, naturopath, wife of the said Raymond Barbeau, and Denyse Clark, therapeutist, spinster of the full age of majority, all three of 1044 Laurier west, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, paper-makers, lithographers, engravers, book-binders and book-sellers, under the name of "Journal La Santé inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1044, rue Laurier ouest, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 857-69

Jules rénovation inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Yves-A. Perron, avocat, 3542, Henriette, Laval, Claude Demers, administrateur, 1823, rue Charles, Laflèche, et Lucille Sénécal, secrétaire, fille majeure, 2279, Westgate, Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tout ce qui est nécessaire pour la rénovation et l'étalage, sous le nom de « Jules rénovation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 584-69

Klub Rustik, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Bertrand Lemelin, menuisier, Guy Routhier, acheteur, Carl Munkettrick, garagiste, Raymond Breton, voyageur, et Émilien Lacroix, journalier, tous de Marbleton, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Klub Rustik, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Adolphe-de-Dudswell, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1371-69

Koraen Group Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Mark Rosenstein, 5003, avenue Lacombe, Jacques Lemaître-Auger, 8462, rue Drolet, tous deux de Montréal, Alexander S. Konigsberg, 2378, rue Frenette, Saint-Laurent, et Michel Saint-Aubin, 531, rue Davaar, Outremont, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de produits, outillage et fournitures de toutes sortes, utilisés dans les techniques audio-visuelles, sous le nom de « Koraen Group Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions catégorie « A » de $10 chacune, 1,000 actions catégorie « B » de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at 1044 Laurier St. West, Outremont, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 857-69

Jules rénovation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves-A. Perron, advocate, 3542 Henriette, Laval, Claude Demers, administrator, 1823 Charles St., Laflèche, and Lucille Sénécal, secretary, spinster of the full age of majority, 2279 Westgate, Jacques-Cartier, for the following purposes:

To manufacture and deal in everything necessary for renovations and displays, under the name of "Jules rénovation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Pierrefonds, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 584-69

Klub Rustik, inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Bertrand Lemelin, carpenter, Guy Routhier, purchaser, Carl Munkettrick, garage-keeper, Raymond Breton, traveller, and Émilien Lacroix, labourer, all of Marbleton, for the following purposes:

To organize recreational activities, under the name of "Klub Rustik, inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $20,000.

The head office of the corporation is at Saint-Adolphe-de-Dudswell, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1371-69

Koraen Group Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mark Rosenstein, 5003 Lacombe Avenue, Jacques Lemaître-Auger, 8462 Drolet Street, both of Montreal, Alexander S. Konigsberg, 2378 Frenette Street, Saint-Laurent, and Michel Saint-Aubin, 531 Davaar Street, Outremont, all four advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in audio-visual products, equipment and supplies of all kinds, under the name of "Koraen Group Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 class "A" shares of $10 each, 1,000 class "B" shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est 1396 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1541-69

Paul-Eugène Lachance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Paul-Eugène Lachance, plombier, Gisèle Labbé, ménagère, épouse dudit Paul-Eugène Lachance, tous deux de 135, rue du Temple, Beauport, et J.-Claude Fournier, comptable, 2590, de la Ronde, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et en réfrigération, sous le nom de « Paul-Eugène Lachance inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 135, rue du Temple, Beauport, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1705-69

Lionel La Haye ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de mars 1969, constituant en corporation: Lionel La Haye, fleuriste, Claire Houde, ménagère, épouse dudit Lionel La Haye, tous deux de 1027, 3e Avenue, Québec, et Nicol Henry, avocat, 1319, Preston, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Lionel La Haye ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1314-69

C. G. L. Larouche ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Lionel Larouche, électricien, 117, des Érables, Claude Larouche, entrepreneur électricien, 708, des Érables, Germain Larouche, comptable, 119, des Cormiers, tous trois de Dolbeau, et Jean-Paul Lavoie, électricien, 124, rue Boivin, Mistassini, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'entretien de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « C. G. L. Larouche ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at 1396 St. Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1541-69

Paul-Eugène Lachance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Eugène Lachance, plumber, Gisèle Labbé, housewife, wife of the said Paul-Eugène Lachance, both of 135 du Temple Street, Beauport, and J.-Claude Fournier, accountant, 2590 de la Ronde, Québec, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Paul-Eugène Lachance inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 135 du Temple Street, Beauport, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1705-69

Lionel La Haye ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel La Haye, florist, Claire Houde, housewife, wife of the said Lionel La Haye, both of 1027, 3rd Avenue, Québec, and Nicol Henry, advocate, 1319 Preston, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as florists, nurserymen and seed cultivators, under the name of "Lionel La Haye ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1314-69

C. G. L. Larouche ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Larouche, electrician, 117 des Érables, Claude Larouche, electrical contractor, 708 des Érables, Germain Larouche, accountant, 119 des Cormiers, all three of Dolbeau, and Jean-Paul Lavoie, electrician, 124 Boivin St., Mistassini, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in and repair all kinds of electrical apparatus and appliances, under the name of "C. G. L. Larouche ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1390-69

Laurentian Rodeo Inc.
Rodeo Laurentien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Richard Gareau, avocat, 2255, Benjamin-Sulte, Montréal, Michèle Seigneur, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean-Michel Seigneur, 115, Thompson, Saint-Laurent, et Christa Mukhopadhyay, secrétaire, épouse séparée de bien de Shankar Mukhopadhyay, 9811, boulevard La Salle, Lasalle, pour les objets suivants:

Diriger, présenter et encourager la présentation de rodéos, de « stampedes », de matchs sportifs et autres genres de spectacles, sous le nom de « Laurentian Rodeo Inc.— Rodeo Laurentien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1248-69

Léoneuf inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Alexis Trudel, camionneur, Robert Trudel, Odilon Trudel, tous deux opérateurs, Paul-O. Paquet, commerçant, tous quatre de Saint-Léonard-de-Portneuf, Martin Trudel, technicien, Cap-Santé, Charles Savard, étudiant, 580, Aqueduc, Québec, Edgar Trudel, professeur, Lucien Trudel, ingénieur professionnel, et Carmel Trudel, physiothérapeute, ces trois derniers de 6, rue St-Germain, Neufchatel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Léoneuf inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6, rue St-Germain, Neufchatel, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 926-69

Albéric Levesque ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Albéric Levesque, entrepreneur, Rachelle Tremblay, ménagère, épouse dudit Albéric Levesque, et Pierre Levesque, assistant-contremaître, tous trois de 382, 5e rue, Port-Alfred, pour les objets suivants:

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1390-69

Laurentian Rodeo Inc.
Rodeo Laurentien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gareau, advocate, 2255 Benjamin Sulte, Montreal, Michèle Seigneur, secretary, wife separate as to property of Jean-Michel Seigneur, 115 Thompson, Saint-Laurent, and Christa Mukhopadhyay, secretary, wive separate as to property of Shankar Mukhopadhyay, 9811 Lasalle Boulevard, LaSalle, for the following purposes:

To conduct, hold and promote rodeos, stampedes, athletic and sporting matches, and similar types of spectacles or performances, under the name of "Laurentian Rodeo Inc.— Rodeo Laurentien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1248-69

Léoneuf inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alexis Trudel, trucker, Robert Trudel, Odilon Trudel, both operators, Paul-O. Paquet, trader, all four of Saint-Léonard-de-Portneuf, Martin Trudel, technician, Cap-Santé, Charles Savard, student, 580 Aqueduc, Québec, Edgar Trudel, professor, Lucien Trudel, professional engineer, and Carmel Trudel, physiotherapist, the latter three of 6 St-Germain Street, Neufchatel, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Léoneuf inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 6,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6 St-Germain Street, Neufchatel, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 926-69

Albéric Levesque ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albéric Levesque, contractor, Rachelle Tremblay, housewife, wife of said Albéric Levesque, and Pierre Levesque, assistant-foreman, all three of 382, 5th Street, Port-Alfred, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Albéric Levesque ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1432-69

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Albéric Levesque ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1432-69

Levisco inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Paul-Henri Vallée, notaire, 45, 8e rue, Odette Boulanger, secrétaire, fille majeure, 235, avenue Boulanger, Jean-Marie Proulx, agent d'assurances, 74, de l'Anse, tous trois de Montmagny, Paul Laflamme, 569, La Falaise, Saint-David-de-l'Auberivière, Charles Fortier, Saint-Henri-de-Lévis, Simon Baribeau, 1, Place Baribeau, André Dion, 4, Champagnat, Gérard Bouchard, 6, avenue Tremblay, tous cinq industriels, Gérard Couture, comptable agréé, 45, Trans-Canada, tous quatre de Lévis, et François Béchard, ingénieur, 3046, Raudot, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Levisco inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1421-69

Levisco inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul-Henri Vallée, notary, 45, 8th St., Odette Boulanger, secretary, spinster of the full age of majority, 235 Boulanger Ave., Jean-Marie Proulx, insurance agent, 74 de l'Anse, all three of Montmagny, Paul Laflamme, 569 La Falaise, Saint-David-de-l'Auberivière, Charles Fortier, Saint-Henri-de-Lévis, Simon Baribeau, 1 Place Baribeau, André Dion, 4 Champagnat, Gérard Bouchard, 6 Tremblay Ave., all five industrialists, Gérard Couture, chartered accountant, 45 Trans-Canada, all four of Lévis, and François Béchard, engineer, 3046 Raudot St. Foy, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Levisco inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1421-69

Lofil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: William-G. Phillips, homme d'affaires, Georgette Lauzé, ménagère, épouse séparée de biens dudit William-G. Phillips, tous deux de 6790, 43e avenue, Montréal, et Michael Phillips, homme d'affaires, 7082, rue Lisieux, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Lofil inc. », avec un capital total de $400,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 35,000 actions privilégiées de classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 49,000 actions privilégiées de classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6790, 43e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1310-69

Lofil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William-G. Phillips, businessman, Georgette Lauzé, housewife, wife separate as to property of the said William-G. Phillips, both of 6790 43rd Avenue, Montreal, and Michael Phillips, businessman, 7082 Lisieux Street, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Lofil inc.", with a total capital stock of $400,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 35,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 49,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 6790, 43rd Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1310-69

Marguerite, corsetière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Michel-André De-

Marguerite, corsetière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel-André Demers, André-Marc

mers, André-Marc Dauth, tous deux notaires, de 5014, St-Laurent, et Aliette Muller, secrétaire, fille majeure, 9330, Lille, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de lingerie pour dames, corsets, brassières, gaines et sous-vêtements féminins, sous le nom de « Marguerite, corsetière inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Centre d'Achat Boulevard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1391-69

Dauth, both notaries of 5014 St-Laurent, and Aliette Muller, secretary, spinster of the full age of majority, 9330 Lille, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in lingerie for women, corsets, brassieres and other feminine undergarments, under the name of "Marguerite, corsetière inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Boulevard Shopping Centre, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1391-69

M.D.Q. Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: Hy Shell, courtier, 440, Morrison, Mont-Royal, Norman Goodman, administrateur, et Joyce Goodman, ménagère, épouse séparée de biens dudit Norman Goodman, ces deux derniers de 5575, Borden, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « M. D.Q. Investments Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 555 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1330-69

M.D.Q. Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hy Shell, broker, 440 Morrison, Mount Royal, Norman Goodman, executive, and Joyce Goodman, housewife, wife separate as to property of the said Norman Goodman, the latter two of 5575 Borden, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "M.D.Q. Investments Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 555 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1330-69

Jean Marc Montreuil inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean Marc Montreuil, technicien, Marie-Anna Royer, ménagère, épouse dudit Jean Marc Montreuil, et Michel Montreuil, électricien, tous trois de Saint-Charles, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles, objets mobiliers et appareils électriques de tous genres et les accessoires s'y rapportant, sous le nom de « Jean Marc Montreuil inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Charles, district judiciaire de Montmagny.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1485-69

Jean Marc Montreuil inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Marc Montreuil, technician, Marie-Anna Royer, housewife, wife of said Jean Marc Montreuil, and Michel Montreuil, electrician, all three of Saint-Charles, county of Bellechasse, for the following purposes:

To deal in furniture, movables and electrical appliances of all kinds and the accessories related threto, under the name of "Jean Marc Montreuil inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Charles, judicial district of Montmagny.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1485-69

Nage Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Arthur Clare Schweitzer, 4705, avenue Belmore, John Joseph O'Connor, 462, avenue Lansdowne, tous deux de

Nage Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Clare Schweitzer, 4705 Belmore Avenue, John Joseph O'Connor, 462 Lansdowne Avenue, both of Montreal, Peter

Montréal, Peter Charles Casey, 370, avenue Clarke, tous trois avocats, et Rupert Charles Thomas Harris, avocat et conseil en Loi de la reine, 637, Murray Hill, ces deux derniers de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Nage Corporation », avec un capital-actions divisé en 400 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 2121, rue St. Matthew, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1525-69

National Tool Hardening Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Allan Barry Frank, avocat, Joyce Blond, avocate, épouse dudit Allan Barry Frank, tous deux de 366, Barberry, Dollard-des-Ormeaux, et Francine Turgeon, secrétaire, célibataire, 1217, Beauchamp, Longueuil, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de machineries, outils et équipements, sous le nom de « National Tool Hardening Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1402-69

Nat Tepper inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Nat Tepper, vendeur, Suzanne Tepper, secrétaire, célibataire, tous deux de 1044, Elizabeth, Laval, et Conrad Tepper, manufacturier, 2272, Mantha, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Nat Tepper Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1044, boulevard Elizabeth, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1363-69

Jacques Normand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Raymond Chouinard (Jacques Normand), comédien, 1550 avenue McGregor, Marc Rinfret, administrateur, 2300, rue St-Mathieu, et Henrianne Bond, secrétaire, fille majeure, 6605, 20e avenue, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Charles Casey, 370 Clarke Avenue, all three advocates, and Rupert Charles Thomas Harris, advocate and Queen's Counsel, 637 Murray Hill, the latter two of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Nage Corporation", with a capital stock divided into 400 common shares without par value.

The head office of the company is at 2121 St. Matthew Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1525-69

National Tool Hardening Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Barry Frank, advocate, Joyce Blond, advocate, wife of the said Allan Barry Frank, both of 366 Barberry, Dollard-des-Ormeaux, and Francine Turgeon, secretary, spinster, 1217 Beauchamp, Longueuil, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, tools and equipment, under the name of "National Tool Hardening Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1402-69

Nat Tepper inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Nat Tepper, salesman, Suzanne Tepper, secretary, spinster, both of 1044 Elizabeth, Laval, and Conrad Tepper, manufacturer, 2272 Mantha, Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Nat Tepper Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1044 Elizabeth Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1363-69

Jacques Normand inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Chouinard (Jacques Normand), comedian, 1550 McGregor Ave., Marc Rinfret, administrator, 2300 St-Mathieu St., and Henrianne Bond, secretary, spinster of the full age of majority, 6605, 20th Ave., all three of Montreal, for the following purposes:

Exploiter une agence théâtrale sous toutes ses formes, sous le nom de « Jacques Normand inc. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1550, avenue McGregor, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1446-69

To operate a theatrical agency in all its forms, under the name of "Jacques Normand inc.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at 1550 McGregor Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1446-69

Optilite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de mars 1969, constituant en corporation: François Bourbonnais, 794, 5e rue, Shawinigan, Georges-Étienne Bourbonnais, 5147, Notre-Dame, Trois-Rivières, tous deux opticiens, et Pierre Boulet, administrateur, 668, Shefford, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire affaires comme polisseurs de verre et fabricants de lentilles, sous le nom de « Optilite inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 794, 5e rue, Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 608-69

Optilite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Bourbonnais, 794, 5th Street, Shawinigan, Georges-Étienne Bourbonnais, 5147 Notre-Dame, Trois-Rivières, both opticians, and Pierre Boulet, administrator, 668 Shefford, Ottawa, province of Ontario, for the following purposes:

To carry on business as glass polishers and lens manufacturers, under the name of "Optilite inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 794, 5th Street, Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 608-69

Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem — Lieutenance de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: J.-Antoine Charlebois, administrateur, 311, Riverside Drive, app. 10, J.-Albert Bissonnette, industriel, 61, Riverside Drive, tous deux de Saint-Lambert, Léo Blais, curé, 4311, boulevard de Maisonneuve, Westmount, Eugène Thibault, médecin, 4070, boulevard Lasalle, Lucien-D. Viau, comptable agréé, 6301, boulevard Lasalle, tous deux de Verdun, Jacques Traham, juge 28, avenue Courcelette, Outremont, Arthur Delorme, prêtre, 5400, boulevard Gouin ouest, Wilfrid Girouard, industriel, 1455, Sherbrooke ouest, app. Port-Royal, tous deux de Montréal, Roméo Benoit, administrateur, 7505, boulevard Lasalle, LaSalle, et Charles-A. Cadieux, administrateur, 15, Valecrest Drive, Islington, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Soutenir les droits de l'Église Catholique en Terre Sainte, sous le nom de « Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem — Lieutenance de Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 71-69

Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem — Lieutenance de Montréal

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: J.-Antoine Charlebois, administrator, 311 Riverside Drive, Apt. 10, J.-Albert Bissonnette, industrialist, 61 Riverside Drive, both of Saint-Lambert, Léo Blais, priest, 4311 de Maisonneuve Boulevard, Westmount, Eugène Thibault, doctor, 4070 Lasalle Boulevard, Lucien-D. Viau, chartered accountant, 6301 Lasalle Boulevard, both of Verdun, Jacques Trahan, judge, 28 Courcelette Avenue, Outremont, Arthur Delorme, priest, 5400 Gouin Boulevard West, Wilfrid Girouard, industrialist, 1455 Sherbrooke West, Apt. Port-Royal, both of Montreal, Roméo Benoit, administrator, 7505 Lasalle Boulevard, LaSalle, and Charles-A. Cadieux, administrator, 15 Valecrest Drive, Islington, Province of Ontario, for the following purposes:

To uphold the rights of the Catholic Church in the Holy Land, under the name of "Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem — Lieutenance de Montréal".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $40,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 71-69

Oxford Hardware Ltd.
Ferronnerie Oxford tée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Hamilton Stitt, 712, Desmarchais, Verdun, Russell Stitt, 114, Oakridge Drive, Baie-d'Urfé, tous deux marchands, et Esther Mishkin, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 4101, Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de quincaillerie, sous le nom de « Oxford Hardware Ltd.— Ferronnerie Oxford ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1700, Oxford, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1352-69

Le Petit Séminaire de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: René Malouin, Marcel Drouin, Arthur Jobidon, Louis Dugal, Jean Poulin, Joffre Galarneau, et Louis-Joseph Lépine, tous prêtres, de 1, rue de la Fabrique, Québec, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement de formation générale au niveau secondaire ou collégial, sous le nom de « Le Petit Séminaire de Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $3,000,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1237-69

Pierrel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Pierre Desjardins, couturier, 15, Suzanne, Saint-Henri-de-Mascouche, Henri Bernard, administrateur, 6868, St-Denis, Montréal, et Martha Dol, hôtessse, fille majeure, Les Cèdres, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Pierrel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3466, rue St-Denis, suite 302, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1447-69

Oxford Hardware Ltd.
Ferronnerie Oxford tée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hamilton Stitt, 712 Desmarchais, Verdun, Russell Stitt, 114 Oakridge Drive, Baie-d'Urfé, both merchants, and Esther Mishkin, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 4101 Kent, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hardware merchants, under the name of "Oxford Hardware Ltd.— Ferronnerie Oxford ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1700 Oxford, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1352-69

Le Petit Séminaire de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Malouin, Marcel Drouin, Arthur Jobidon, Louis Dugal, Jean Poulin, Joffre Galarneau and Louis-Joseph Lépine, all priests of 1 de la Fabrique Street, Québec, for the following purposes:

To dispense general formation teaching at a secondary or collegiate level, under the name of "Le Petit Séminaire de Québec".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $3,000,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1237-69

Pierrel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Desjardins, couturier, 15 Suzanne, Saint-Henri-de-Mascouche, Henri Bernard, administrator, 6868 St. Denis, Montreal, and Martha Dol, hostess, spinster of the full age of majority, Les Cèdres, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Pierrel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 3466 St. Denis St., suite 302, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1447-69

J. J. Plastering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Jean Lippé, plâtrier, Colette Tremblay, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Lippé, tous deux de 57, du Moulin, Jean Dessureault, plâtrier, et Marielle Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Dessureault, ces deux derniers de 1145, Rideau, tous quatre de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs plâtriers et entrepreneurs de cloisons sèches, sous le nom de « J. J. Plastering Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 57, du Moulin, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1212-69

J. J. Plastering Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Lippé, plasterer, Colette Tremblay, housewife, wife common as to property of said Jean Lippé, both of 57 du Moulin, Jean Dessureault, plasterer, and Marielle Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of said Jean Dessureault, the latter two of 1145 Rideau, all four of Laval, for the following purposes:

To carry on business as plastering and dry wall contractors, under the name of "J. J. Plastering Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 57 du Moulin, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1212-69

Yves Poitras inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Yves Poitras, directeur de funérailles, Normande Perreault, comptable, épouse dudit Yves Poitras, et Ginette Poitras, infirmière licenciée, fille majeure, tous trois de Saint-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Yves Poitras inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gabriel-de-Brandon, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1435-69

Yves Poitras inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yves Poitras, funeral director, Normande Perreault, accountant, wife of the said Yves Poitras, and Ginette Poitras, registered nurse, spinster of the full age of majority, all three of Saint-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To carry on business as undertakers, under the name of "Yves Poitras inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Gabriel-de-Brandon, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPTE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1435-69

Ra-Mon-Ra inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Paul Racine, industriel, Réal Racine, tous deux de Saint-Maurice, et Gaston Mongrain, 519A, boulevard Ste-Madeleine, Cap-de-la-Madeleine, ces deux derniers techniciens, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Ra-Mon-Ra inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Maurice, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1353-69

Ra-Mon-Ra inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Racine, industrialist, Réal Racine, both of Saint-Maurice, and Gaston Mongrain, 519A Ste-Madeleine Boulevard, Cap-de-la-Madeleine, the latter two technicians, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Ra-Mon-Ra inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Maurice, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1353-69

Randi Mufflers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Randi Mufflers Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by

patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Daniel Morris, avocat, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, tous deux de Montréal, Irving Halperin, avocat, 5609, Reine-Marie, Hampstead, et Phyllis Stern, secrétaire, épouse de Allen Yaphe, 2200, Gold, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de silencieux, pièces, accessoires, ustensiles, mécanismes, huiles, céments, dissolutions et instruments, propres ou non à la construction d'automobiles ou autres véhicules, sous le nom de « Randi Mufflers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $10 chacune et 1,000 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 615 ouest, boulevard Dorchester, bureau 820, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1408-69

Rapid Erection Scaffolds Ltd.
Échafaudages à érection Rapide ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'avril 1969, constituant en corporation: Henry St-Onge, comptable, 3800, Beaumont, Brossard, André Favreau, vendeur, 11380, Hôtel de Ville, Montréal-Nord, et Marcel Houle, soudeur, 1744, St-Martin ouest, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'échafaudages de toutes sortes, sous le nom de « Rapid Erection Scaffolds Ltd.— Échafaudages à érection Rapide ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2760, rue Paulus, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1464-69

Rawdon Paper Products & Printing Ltd.
Les Produits d'emballage & d'imprimerie Rawdon ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Robert Pitzul, industriel, Jacqueline Roy, secrétaire, épouse commune en biens dudit Robert Pitzul, tous deux de 273, avenue Carmen, André Montreuil, industriel, et Marguerite Maurice, secrétaire, épouse commune en biens dudit André Montreuil, ces deux derniers de 294, Bluepine, tous quatre de Rawdon, pour les objets suivants:

Commerce de papeterie, sous le nom de « Rawdon Paper Products & Printing Ltd.— Les Produits d'emballage & d'imprimerie Rawdon ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, advocate, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, both of Montreal, Irving Halperin, advocate, 5609 Queen Mary, Hampstead, and Phyllis Stern, secretary, wife of Allen Yaphe, 2200 Gold, Saint-Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of mufflers, parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions and appliances, whether incidental to the construction of motor cars or otherwise, under the name of "Randi Mufflers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each, 1,000 class "A" preferred shares of $10 each and 1,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 615 Dorchester Boulevard West, Suite 820, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1408-69

Rapid Erection Scaffolds Ltd.
Échafaudages à érection Rapide ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry St-Onge, accountant, 3800, Beaumont, Brossard, André Favreau, salesman, 11380 Hôtel de Ville, Montreal-North, and Marcel Houle, welder, 1744 St-Martin west, Laval, for the following purposes:

To deal in all kinds of scaffolds, under the name of "Rapid Erection Scaffolds Ltd.— Échafaudages à érection Rapide ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2760 Paulus St., Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1464-69

Rawdon Paper Products & Printing Ltd.
Les Produits d'emballage & d'imprimerie Rawdon ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Pitzul, industrialist, Jacqueline Roy, secretary, wife common as to property of said Robert Pitzul, both of 273 Carmen Avenue, André Montreuil, industrialist, and Marguerite Maurice, secretary, wife common as to property of said André Montreuil, the latter two of 294 Bluepine, all four of Rawdon, for the following purposes:

The paper industry, under the name of "Rawdon Paper Products & Printing Ltd.— Les Produits d'emballage & d'imprimerie Rawdon ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 349, chemin Forest, municipalité du canton de Rawdon, district de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1354-69

Red Star Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Charles E. Flam, 5782, Trinity, Côte Saint-Luc, Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte Saint-Luc, Earl S. Cohen, 5475, Rosedale, Douglas Pascal, 6525, Côte Saint-Luc, tous les cinq avocats, et Carol Partridge, secrétaire, célibataire, 2555, avenue Benny, ces cinq derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Red Star Investments Ltd. », avec un capital total de $200,100, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 775, Marché Central, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1397-69

Arthur Renaud inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Arthur Renaud, 200, Sherbrooke, Jean Renaud, 200, Bowen sud, et Gérard Renaud, 37, Laurier, tous trois soudeurs-machinistes, de Magog, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de soudure, machines, outils, appareils et machinerie, sous le nom de « Arthur Renaud inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1290-69

Restaurant Le Gondolier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean Côté, 3204, avenue Royale, Giffard, Michel Ouellet, 849, avenue Bellevue, Sainte-Foy, tous deux avocats, et Bernadette Fontaine, secrétaire, fille majeure, 617, 4e Avenue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant Le Gondolier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

The head office of the company is at 349 Forest Road, municipality of the township of Rawdon, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1354-69

Red Star Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles E. Flam, 5782 Trinity, Côte Saint-Luc, Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, Earl S. Cohen, 5475 Rosedale, Douglas Pascal, 6525 Côte St. Luc, all five advocates, and Carol Partridge, secretary, spinster, 2555 Benny Avenue, the latter five of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Red Star Investments Ltd.", with a total capital stock of $200,100, divided into 100 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is 775 Marché Central, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1397-69

Arthur Renaud inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Renaud, 200 Sherbrooke, Jean Renaud, 200 Bowen south, and Gérard Renaud, 37 Laurier, all three welding-machine operators, of Magog, for the following purposes:

To make and deal in all kinds of solders, machines, tools, apparatus and machinery, under the name of "Arthur Renaud inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1290-69

Restaurant Le Gondolier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Côté, 3204 Royale Avenue, Giffard, Michel Ouellet, 849 Bellevue Avenue, St. Foy, both advocates, and Bernadette Fontaine, secretary, spinster of the full age of majority, 617, 4th Avenue, Québec, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant Le Gondolier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1526-69

Rialto Provisions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de mars 1969, constituant en corporation: Constantinos Papadopoulos, marchand, Fanny Papadoupoulos, ménagère, épouse séparée de biens d'Elie Papadopoulos, tous deux de 1175, Van Horne, app. 303, et Charalabos Kandris, marchand, 4574, Hutchison, app. 10, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épiciers, marchands de provisions dans toutes ses spécialités et de bouchers de bestiaux et de viandes apprêtées, sous le nom de « Rialto Provisions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1411-69

Le Sabot inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Marcel Thibodeau, commerçant, 658, Mercil, Saint-Lambert, Normand Thibodeau, commerçant, 608, Lasalle, et Monique Thibodeau, journalière, fille majeure, 16B, Mercier, ces deux derniers de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « Le Sabot inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1085-69

St-Félicien Jobbing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jacques Savard, 13, rue Potvin, Lucien Allard, 41, boulevard Laforge, tous deux marchands, et Philippe Routhier, comptable, 6, rue St-Charles, tous trois de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements de toutes sortes, sous le nom de « St-Félicien Jobbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1526-69

Rialto Provisions Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Constantinos Papadopoulos, merchant, Fanny Papadoupoulos, housewife, wife separate as to property of Elie Papadopoulos, both of 1175 Van Horne, apt. 303, and Charalabos Kandris, merchant, 4574 Hutchison, apt. 10, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers, merchants of provisions in all their specialties and butchers in livestock and dressed meats, under the name of "Rialto Provisions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1411-69

Le Sabot inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Thibodeau, trader, 658 Mercil, Saint-Lambert, Normand Thibodeau, trader, 608, Lasalle, and Monique Thibodeau, charwoman, spinster of the full age of majority, 16B Mercier, the latter two of Saint-Jean, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of shoes, leather articles and their accessories, under the name of "Le Sabot inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Jean, judicial district of Iberville.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1085-69

St-Félicien Jobbing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Savard, 13 Potvin Street, Lucien Allard, 41 Laforge Boulevard, both traders, and Philippe Routhier, accountant, 6 St-Charles Street, all three of Saint-Félicien, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing of all kinds, under the name of "St-Félicien Jobbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1299-69

St. Lambert Printing Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour d'avril 1969, constituant en corporation: Dov Kravetz, 4969, Isabella, Murray B. Spiegel, 63, Banstead, et Jacob H. Woloshen, 2165, Lincoln, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'imprimerie, sous le nom de « St. Lambert Printing Service Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1532-69

Sewmaco Products Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Louis Orenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 5654, MacDonald, Hampstead, John Michelin, avocat, 5754, Lockwood, et Glacia Miller, secrétaire, célibataire, 3201, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Sewmaco Products Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1367-69

La Société d'Administration immobilière Le Gardeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean-M. Pâquet, 8375, Pontmain, Saint-Léonard, Paul Mailloux, 6120, de l'Authion, Anjou, et Raymond Pagé, 31, Sunset, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme conseiller et consultant dans l'administration et la gestion immobilière, sous le nom de « La Société d'Administration immobilière Le Gardeur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Repentigny, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1377-69

The head office of the company is at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1299-69

St. Lambert Printing Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of April, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dov Kravetz, 4969 Isabella, Murray B. Spiegel, 63 Banstead, and Jacob H. Woloshen, 2165 Lincoln, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, under the name of "St. Lambert Printing Service Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1532-69

Sewmaco Products Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Louis Orenstein, advocate and Queen's Counsel, 5654 MacDonald, Hampstead, John Michelin, advocate, 5754 Lockwood, and Glacia Miller, secretary, spinster, 3201 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Sewmaco Products Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of te company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 1367-69

La Société d'Administration immobilière Le Gardeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-M. Pâquet, 8375 Pontmain, Saint-Léonard, Paul Mailloux, 6120 de l'Authion, Anjou, and Raymond Pagé, 31 Sunset, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To act as advisers and consultants in the field of real estate administration and management, under the name of "La Société d'Administration immobilière Le Gardeur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Repentigny, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1377-69

Toyota Auto Club de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 26e jour de mars 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Michel Hanson, professeur, 3425, des Thuyas, Stanley McLean, chauffeur de camion, 771, des Bouleaux, tous deux de Québec, et Raymond Gingras, commis, 2512, chemin St-Louis, Sillery, pour les objets suivants:

Promouvoir le sport automobile, sous le nom de « Toyota Auto Club de Québec inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est 3425, des Thuyas, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1357-69

Toyota Auto Club de Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Michel Hanson, teacher, 3425 des Thuyas, Stanley McLean, truck driver, 771 des Bouleaux, both of Québec, and Raymond Gingras, clerk, 2512 Saint-Louis Road, Sillery, for the following purposes:

To promote automobile as a sport, under the name of "Toyota Auto Club de Québec inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is $10,000.

The head office of the corporation is at 3425 des Thuyas, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1357-69

Triangle Properties Limited
Les Propriétés Triangle limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: Stanley Louis Cytrybaum, 95, Roxton Crescent, Samuel Wex, 150, chemin Radcliffe, tous deux avocats, de Montréal-Ouest, Robert Gordon Baxter, 1690, Place de Grosbois, Saint-Bruno-de-Montarville, et Lawrence J. Galletti, 3714, The Boulevard, Westmount, ces deux derniers agents immobiliers, pour les objets suivants:

Diriger une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Triangle Properties Limited — Les Propriétés Triangle limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordiaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 236, rue Elm, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1329-69

Triangle Properties Limited
Les Propriétés Triangle limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Stanley Louis Cytrynbaum, 95 Roxton Crescent, Samuel Wex, 150 Radcliffe Road, both advocates, of Montreal West, Robert Gordon Baxter, 1690 Place de Grosbois, Saint-Bruno-de-Montarville, and Lawrence J. Galletti, 3714 The Boulevard, Westmount, the latter two realtors, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Triangle Properties Limited — Les Propriétés Triangle limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 236 Elm Street, Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1329-69

Usinor limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de mars 1969, constituant en corporation: Roger Noiseux, homme d'affaires, Gaétane Casgrain, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Noiseux, et Jean Noiseux, étudiant, tous trois de 175, 12e avenue, Laurentides, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, bicyclettes, moteurs, machines ainsi que tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Usinor limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laurentides, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 861-69

Usinor limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Noiseux, businessman, Gaétane Casgrain, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Noiseux, and Jean Noiseux, student, all three of 175, 12th Ave., Laurentides, for the following purposes:

To deal in automobiles, bicycles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Usinor limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Laurentides, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 861-66

Valeurs Mobilières Place d'Armes inc.
Place d'Armes Securities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de mars 1969, constituant en corporation: Maurice Désy, avocat et conseil en Loi de la reine, 3524, Ontario, Jean Guy, 5400, Louisbourg, tous deux de Montréal, et Jean Lefrançois, 41, Morrison, Mont-Royal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de valeurs mobilières, sous le nom de « Valeurs Mobilières Place d'Armes inc.— Place d'Armes Securities Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1052-69

Vigor Feeds Ltd.
Les Moulées Vigor ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: Gerald G. Freed, avocat, 1396, Carol Crescent, Laval, Rachel Sands, secrétaire, veuve de Samuel Sands, 8659, terrasse Des Rapides, et Dorothy Byers, secrétaire, fille majeure, 7554A Central, ces deux derniers de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire le commerce de grains, céréales et autres produits agricoles, sous le nom de « Vigor Feeds Ltd.— Les Moulées Vigor ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 431, Courtemanche, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 1368-69

Vitrerie Orford inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de mars 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Charland, vitrier, Ange-Emma Viens, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Charland, tous deux de 787, Champlain, Magog, et Claude Robidoux, vitrier 151, Jacques-Cartier, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du verre et de tous ses produits et sous-produits, sous le nom de « Vitrerie Orford inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 575, rue Champlain, Magog, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 881-69

Valeurs Mobilières Place d'Armes inc.
Place d'Armes Securities Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of March, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Maurice Désy, advocate and Queen's Counsel learned in the law, 3524 Ontario, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, both of Montreal, and Jean Lefrançois, 41 Morrison, Mount-Royal, the two latter advocates, for the following purposes:

To carry on business in securities, under the name of "Valeurs Mobilières Place d'Armes inc.— Place d'Armes Securities Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1052-69

Vigor Feeds Ltd.
Les Moulées Vigor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gerald G. Freed, advocate, 1396 Carol Crescent, Laval, Rachel Sands, secretary, widow of Samuel Sands, 8659 Des Rapides Terrace, and Dorothy Byers, secretary, fille majeure, 7554A Central, the latter two of LaSalle, for the following purposes:

To deal in grain, cereals and other agricultural products, under the name of "Vigor Feeds Ltd.— Les Moulées Vigor ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at 431 Courtemanche, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183-o 1368-69

Vitrerie Orford inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of March, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Charland, glazier, Ange-Emma Viens, housewife, wife of said Jean-Paul Charland, both of 787 Champlain, Magog, and Claude Robidoux, glazier, 151 Jacques-Cartier, Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in glass and all its products and by-products, under the name of "Vitrerie Orford inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 575 Champlain Street, Magog, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institution,
Companies and Cooperatives.

29183 881-69

Compagnies dissoutes

À La Gravure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « À La Gravure inc. », constituée en corporation le 24 février 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 215-64

Association Professionnelle des Imprimeurs d'Hebdos du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, comgagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Association Professionnelle des Imprimeurs d'Hebdos du Québec », constituée en corporation le 22 mars 1961, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11345-61

Canex Realty Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Canex Realty Limited », constituée en corporation le 31 décembre 1959, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 10024-60

Carolou Creations Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Carolou Creations Inc. », constituée en corporation le 28 mai 1953, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11124-53

La Centrale Audio-Visuelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « La Centrale Audio-Visuelle inc. », constituée en corporation le 29 janvier 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 425-64

Centre Médical de Rouyn inc. Rouyn Medical Centre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Centre Médical de

Companies Dissolved

À La Gravure inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "À La Gravure inc.", incorporated on February 24, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 215-64

Association Professionnelle des Imprimeurs d'Hebdos du Québec

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Association Professionnelle des Imprimeurs d'Hebdos du Québec", incorporated on March 22, 1961, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11345-61

Canex Realty Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canex Realty Limited", incorporated on December 31, 1959, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 10024-60

Carolou Creations Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Carolou Creations Inc.", incorporated on May 28, 1953, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11124-53

La Centrale Audio-Visuelle inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Centrale Audio-Visuelle inc.", incorporated on January 29, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 425-64

Centre Médical de Rouyn inc. Rouyn Medical Centre Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Centre

Rouyn inc.— Rouyn Medical Centre Inc. », constituée en corporation le 10 juillet 1963, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 2940-63

Champlain Gas Appliances Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Champlain Gas Appliances Inc. », constituée en corporation le 10 mars 1960, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 16965-59

La Chronique de Magog inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « La Chronique de Magog inc. », constituée en corporation le 4 mars 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 817-64

City Refuse Service Inc.
Service de Rebuts Cité inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « City Refuse Service Inc.— Service de Rebuts Cité inc. », constituée en corporation le 21 mai 1959, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11763-59

Linton Clinic Inc.
Clinique Linton inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Linton Clinic Inc.— Clinique Linton inc. », constituée en corporation le 12 juin 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 2716-64

A. Cohen Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnie et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « A. Cohen Holdings Inc. », constituée en corporation le 22 mai 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 2325-64

Médical de Rouyn inc.— Rouyn Medical Centre Inc.", incorporated on July 10, 1963, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 2940-63

Champlain Gas Appliances Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Champlain Gas Appliances Inc.", incorporated on March 10, 1960, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 16965-59

La Chronique de Magog inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Chronique de Magog inc.", incorporated on March 4, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-LHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 817-64

City Refuse Service Inc.
Service de Rebuts Cité inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "City Refuse Service Inc.— Service de Rebuts Cité inc.", incorporated on May 21, 1959, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11763-59

Linton Clinic Inc.
Clinique Linton inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Linton Clinic Inc.— Clinique Linton inc.", incorporated on June 12, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 2716-64

A. Cohen Holdings Inc.

Notice is given that, under the Companies, Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "A. Cohen Holdings Inc.", incorporated on May 22, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 2325-64

La Corporation du Cinquantenaire (Amos) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « La Corporation du Cinquantenaire (Amos) inc. », constituée en corporation le 21 mai 1963, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1775-63

La Corporation du Cinquantenaire (Amos) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "La Corporation du Cinquantenaire (Amos) inc.", incorporated on May 21, 1963, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1775-63

Electrical Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Electrical Industries Inc. », constituée en corporation le 6 avril 1956, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 10933-56

Electrical Industries Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Electrical Industries Inc.", incorporated on April 6, 1956, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 10933-56

Elmhurst Dairy Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Elmhurst Dairy Limited », constituée en corporation le 27 octobre 1921, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1664-21

Elmhurst Dairy Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Elmhurst Dairy Limited", incorporated on October 27, 1921, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1664-21

Les Entreprises Ano ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Entreprises Ano ltée », constituée en corporation le 27 avril 1962, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11835-62

Les Entreprises Ano ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Ano ltée", incorporated on April 27, 1962, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11835-62

Les Entreprises Talbot ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Entreprises Talbot ltée », constituée en corporation le 18 mars 1959, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11711-59

Les Entreprises Talbot ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Talbot ltée", incorporated on March 18, 1959, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11711-59

Les Établissements Galvanart ltée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Établissements Galvanart ltée », constituée en corporation le 23 décembre 1949, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 9308-49

Les Établissements Galvanart ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Établissements Galvanart ltée", incorporated on December 23, 1949, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 9308-49

Les Fonds Maskoutains inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Fonds Maskoutains inc. », constituée en corporation le 11 juin 1964, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 204-64

Galahad Apartments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Galahad Apartments Inc. », constituée en corporation le 20 décembre 1967, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 5315-67

B. Halpern Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « B. Halpern Investments Ltd. », constituée en corporation le 11 janvier 1961, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 10212-61

Huron-British Footwear Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Huron-British Footwear Ltd. », constituée en corporation le 6 décembre 1932, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 2036-32

Index Secret inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Index Secret inc. », constituée en corporation le 31 mars 1966, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1367-66

Joncas Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Joncas Limited », constituée en corporation le 14 avril 1925, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 652-25

Les Fonds Maskoutains inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Fonds Maskoutains inc.", incorporated on June 11, 1964, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 204-64

Galahad Apartments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Galahad Apartments Inc.", incorporated on December 20, 1967, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 5315-67

B. Halpern Investments Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "B. Halpern Investments Ltd.", incorporated on January 11, 1961, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 10212-61

Huron-British Footwear Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Huron-British Footwear Ltd.", incorporated on December 6, 1932, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 2036-32

Index Secret inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Index Secret inc.", incorporated on March 31, 1966, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1367-66

Joncas Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Joncas Limited", incorporated on April 14, 1925, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 652-25

Baris Kaplan Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Baris Kaplan Inc. », constituée en corporation le 20 décembre 1952, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 17818-52

Manmar Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Manmar Realty Inc. », constituée en corporation le 23 novembre 1956, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 13588-56

Monart Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Monart Corporation », constituée en corporation le 31 juillet 1956, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 12388-56

Mountain Village Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Mountain Village Incorporated », constituée en corporation le 11 juillet 1958, à compter du 30 avril 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 12399-58

Nagley Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Nagley Associates Inc. », constituée en corporation le 22 avril 1958, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11125-58

Norris Realties Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Norris Realties Limited », constituée en corporation le 30 mars 1944, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 2325-44

Baris Kaplan Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Baris Kaplan Inc.", incorporated on December 20, 1952, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 17818-52

Manmar Realty Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Manmar Realty Inc.", incorporated on November 23, 1956, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 13588-56

Monart Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Monart Corporation", incorporated on July 31, 1956, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 12388-56

Mountain Village Incorporated

Notice is given that under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Mountain Village Incorporated", incorporated on July 11, 1958, on and from April 30, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 14498-59

Nagley Associates Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Nagley Associates Inc.", incorporated on April 22, 1958, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 11125-58

Norris Realties Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Norris Realties Limited", incorporated on March 30, 1944, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 2325-44

Pal Construction & Équipement inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Pal Construction & Équipement inc. », constituée en corporation le 25 janvier 1966, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 338-66

The Québec Paint Inc.
La Peinture Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « The Québec Paint Inc.— La Peinture Québec inc. », constituée en corporation le 6 février 1946, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1902-46

Les Presses Lithographiques de Québec inc.
Québec Lithographic Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Les Presses Lithographiques de Québec inc.— Québec Lithographic Press Inc. », constituée en corporation le 7 mars 1961, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11186-61

Rada Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Rada Investments Inc. », constituée en corporation le 3 mars 1928, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 262-28

Refugee Aid Society
(Montreal Lakeshore) Inc.
Société d'Aide aux Réfugiés
(Bord du Lac Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc.— Société d'Aide aux Réfugiés (Bord du Lac Montréal) inc. », constituée en corporation le 4 mai 1960, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 11811-60

Eli Shapiro Trading Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accep-

Pal Construction & Équipement inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pal Construction & Équipement inc.", incorporated on January 25, 1966, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 338-66

The Québec Paint Inc.
La Peinture Québec inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "The Québec Paint Inc.— La Peinture Québec inc.", incorporated on February 6, 1946, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 1902-46

Les Presses Lithographiques de Québec inc.
Québec Lithographic Press Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Les Presses Lithographiques de Québec inc.— Québec Lithographic Press Inc.", incorporated on March 7, 1961, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 11186-61

Rada Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Rada Investments Inc.", incorporated on March 3, 1928, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 262-28

Refugee Aid Society
(Montreal Lakeshore) Inc.
Société d'Aide aux Réfugiés
(Bord du Lac Montréal) inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc.— Société d'Aide aux Réfugiés (Bord du Lac Montréal) inc.", incorporated on May 4, 1960, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29183 11811-60

Eli Shapiro Trading Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

ter l'abandon de charte de « Eli Shapiro Trading Corp. », constituée en corporation le 8 novembre 1960, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 14827-60

to accept the surrender of the charter of "Eli Shapiro Trading Corp.", incorporated on November 8, 1960, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 14827-60

Sollec Trading Co.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Sollec Trading Co. », constituée en corporation le 24 mai 1960, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 12275-60

Sollec Trading Co.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions' Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sollec Trading Co.", incorporated on May 24, 1960, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 12275-60

Stotland Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Stotland Holdings Ltd. », constituée en corporation le 20 mai 1944, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 3003-44

Stotland Holdings Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Stotland Holdings Ltd.", incorporated on May 20, 1944, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 3003-44

Tantari inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Tantari inc. », constituée en corporation le 15 septembre 1967, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 3931-67

Tantari inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Tantari inc.", incorporated on September 15, 1967, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 3931-67

Triman Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Triman Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 21 mars 1967, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 1188-67

Triman Enterprises Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Triman Enterprises Ltd.", incorporated on March 21, 1967, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 1188-67

Jack Victor Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Jack Victor Incorporated », constituée en corporation le 9 juillet 1942, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 4512-42

Jack Victor Incorporated

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Jack Victor Incorporated", incorporated on July 9, 1942, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 4512-42

90 Bates Road, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter

90 Bates Road, Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased

l'abandon de charte de « 90 Bates Road, Ltd. », constituée en corporation le 3 août 1959, à compter du 15 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183-o 14498-59

to accept the surrender of the charter of "90 Bates Road, Ltd." incorporated on August 3, 1959, on and from May 15, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183 14498-59

Lettres patentes

La Corporation du Cimetière Catholique de Chicoutimi

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des corporations de cimetières catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 308, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 29 novembre 1968, constituant en corporation de cimetière, sous le nom de « La Corporation du Cimetière Catholique de Chicoutimi », les corporations suivantes: « La Fabrique de la Paroisse du Saint-Nom-de-Jésus de Rivière du Moulin », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Isidore de Rivière du Moulin », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi », « La Fabrique de la Paroisse du Christ-Roi de Chicoutimi », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Joachim de Chicoutimi », « La Fabrique de la Paroisse de Saint-Paul-Apôtre de Chicoutimi » et « La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-Grâce de Chicoutimi ».

Le siège social de la corporation est situé en la cité de Chicoutimi.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29279-o 5696-68 — 1480/1

Letters Patent

La Corporation du Cimetière Catholique de Chicoutimi

Notice is given that pursuant to the Roman Catholic Cemetery Corporations Act, Revised Statutes, 1964, chapter 308, letters patent, bearing date the 29th day of November, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating as a cemetery, under the name of "La Corporation du Cimetière Catholique de Chicoutimi", the following corporations: "La Fabrique de la Paroisse du Saint-Nom-de-Jésus de Rivière du Moulin", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Isidore de Rivière du Moulin", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-François-Xavier de Chicoutimi", "La Fabrique de la Paroisse du Christ-Roi de Chicoutimi", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Joachim de Chicoutimi", "La Fabrique de la Paroisse de Saint-Paul-Apôtre de Chicoutimi", and "La Fabrique de la Paroisse de Notre-Dame-de-Grâce de Chicoutimi".

The head office of the corporation is situated in the City of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29279 5696-68 — 1480/1

Ventes pour taxes

Municipalité du comté des Iles de la Madeleine

Avis public, est par les présentes, donné, par le soussigné, Marc-A. Boudreau, secrétaire-trésorier du Conseil de comté des Iles de la Madeleine, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au Palais de Justice de Havre-Aubert, MERCREDI, le DEUXIÈME jour de JUILLET 1969, à DIX heures de l'avant-midi pour taxes municipales et scolaires dues sur ces immeubles, à moins qu'elles ne soient payées avant la vente, savoir:

Dans la municipalité de Bassin

Comme appartenant à Edmond Renaud & Alias cinq lots de terrain connus au cadastre du Bassin comme suit:

Lot No 1751-A contenant 548000 pd. c.

Lot No 1751-B contenant 2790 pd. c.

Lot No 1775 contenant 209300 pd. c.

Lot No 1791 contenant 88900 pd. c.

Lot No 1792 contenant 164300 pd. c. avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: $66.20; taxes scolaires: $204.75. Total: $270.95.

Comme appartenant à Mme Aldée Bourgeois trois lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 1106 contenant 166800 pd. c.

Lot No 1161 contenant 80030 pd. c. avec bâtisses dessus construites. Mme Aldée Bourgeois

Sales for Taxes

Municipality of the county of Magdalen Islands

Public notice, is hereby given by the undersigned, Marc-A. Boudreau, Secretary-Treasurer of the county council of Magdalen Islands that the immovables hereafter described will be sold by public auction, at the Court House at Havre-Aubert, on WEDNESDAY the SECOND day of JULY, 1969, at TEN o'clock a.m. for the municipal and school taxes due upon these immovables, unless the same be paid with cost, before the sale, to wit:

In the municipality of Bassin

As belonging to Edmond Renaud & *Als* five lots of land known on the cadastre of Bassin as follows:

Lot No. 1751-A containing 548000 sq. ft.

Lot No. 1751-B containing 2790 sq. ft.

Lot No. 1775 containing 209300 sq. ft.

Lot No. 1791 containing 88900 sq. ft.

Lot No. 1792 containing 164300 sq. ft. with buildings there on erected. Municipal taxes: $66.20; school taxes: $204.75. Total: $270.95.

As belonging to Mrs Aldée Bourgeois three lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1106 containing 166800 sq. ft.

Lot No. 1161 containing 80030 sq. ft. with buildings there on erected; Mrs Aldée Bourgeois

& Jimmy Thorne, lot No 1157 contenant 102400 pd. c. Taxes municipales: $19.28; taxes scolaires: $74.35. Total: $93.63.

Comme appartenant à Jimmy Thorne, deux lots de terrain connus au même cadastre comme suit:

Lot No 1105 contenant 166800 pd. c.

Lot No 1162 contenant 80030 pd. c. Taxes municipales: $4.16; taxes scolaires: $9.69. Total: $13.85.

Comme appartenant à Maurice W. Bouchard un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2379 contenant 130700 pd. c. Taxes municipales: $4.13; taxes scolaires: $9.93. Total: $14.06.

Comme appartenant à Isaac C. Bourgeois un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2335 contenant 261360 pd. c. Taxes municipales: $15.61; taxes scolaires: $38.87. Total: $54.48.

Comme appartenant à Raymond H. Lapierre un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 1251 contenant 81100 pd. c. Taxes municipales: $48.88; taxes scolaires: $0.98. Total: $49.86.

Comme appartenant à Jeffrey Turbide & Alias un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2352 contenant 217800 pd. c. Taxes municipales: $2.43; taxes scolaires: $10.86. Total: $13.29.

Comme appartenant à Éric J. Bourgeois, un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 2386 contenant 456200 pd. c. Taxes scolaires: $16.42. Total: $16.42.

Comme appartenant à Léo-Paul E. Lapierre un lot de terrain connu au même cadastre comme suit:

Lot No 1551 contenant 40300 pd. c. Taxes municipales: $9.77; taxes scolaires: $33.71. Total: $43.48.

Dans la municipalité de L'Étand-du-Nord

Comme appartenant à Paul Martin Arseneau un terrain connu à l'ancien cadastre de l'Ile Grindstone sous le numéro 73 subdivision 92 contenant 6.0.0 acres et au nouveau cadastre de l'Étang-du-Nord sous le numéro 2716 contenant 20425 pd. c.; le numéro 2718 contenant 149600 pd. c. Taxes municipales: $19.95; taxes scolaires: $27.94; frais: $2.78. Total: $50.67.

Comme appartenant à Léo-Paul Bouffard et autres, un terrain connu à l'ancien cadastre de l'Ile Grindstone sous les numéros 60 subdivision 29, contenant 8.2.0 acres, No 214 subdivision 159 contenant 3.0.0 acres et au nouveau cadastre de l'Étang-du-Nord sous le numéro 2830 contenant 370260 pd. c.; le numéro 2105 contenant 217750 pd. c. Taxes municipales: $10.82; taxes scolaires: $7.48; frais: $0.75. Total: $19.05.

Comme appartenant à Charles J. Chevarie & Edward un terrain connu au même ancien cadastre sous le No 132 subdivision 56 contenant 5.2.20 acres et au nouveau cadastre sous le No 2062 contenant 543160 pd. c. Taxes municipales: $10.06; taxes scolaires: $42.23; frais: $9.66. Total: $61.95.

Comme appartenant à Raoul Chiasson, un terrain connu au même ancien cadastre sous le No 150 subdivision 547 contenant 0.1.0 acres et au nouveau cadastre sous le No 2179 contenant

& Jimmy Thorne, Lot No. 1157 containing 102400 sq. ft. Municipal taxes: $19.28; school taxes: $74.35. Total: $93.63.

As belonging to Jimmy Thorne two lots of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1105 containing 166800 sq. ft.

Lot No. 1162 containing 80030 sq. ft. Municipal taxes: $4.16; school taxes: $9.69. Total: $13.85.

As belonging to Maurice W. Bouchard a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2379 containing 130700 sq. ft. Municipal taxes: $4.13; school taxes: $9.93. Total: $14.06.

As belonging to Isaac C. Bourgeois a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2335 containing 261360 sq. ft. Municipal taxes: $15.61; school taxes: $38.87. Total: $54.48.

As belonging to Raymond H. Lapierre a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1251 containing 81100 sq. ft. Municipal taxes: $48.88; school taxes: $0.98. Total: $49.86.

As belonging to Jeffrey Turbide & *Als* a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2352 containing 217800 sq. ft. Municipal taxes: $2.43; school taxes: $10.86. Total: $13.29.

As belonging to Éric J. Bourgeois a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 2386 containing 456200 sq. ft. School taxes: $16.42. Total: $16.42.

As belonging to Léo-Paul E. Lapierre a lot of land known on the same cadastre as follows:

Lot No. 1551 containing 40300 sq. ft. Municipal taxes: $9.77; school taxes: $33.71. Total: $43.48.

In the municipality of L'Étang-du-Nord

As belonging to Paul Martin Arseneau a lot of land known on the old cadastre of Grindstone Island under the number 73 subdivision 92 containing 6.0.0 acres and the new cadastre of l'Étang-du-Nord under the number 2716 containing 20425 sq. ft.; the number 2718 containing 149600 sq. ft. Municipal taxes: $19.95; school taxes: $27.94; costs: $2.78. Total: $50.67.

As belonging to Léo-Paul Bouffard & Others a lot of land known on the old cadastre of Grindstone Island under the numbers 60 subdivision 29 containing 8.2.0 acres, no. 214 subdivision 159 containing 3.0.0 acres and the new cadastre of L'Étang-du-Nord under the number 2830 containing 370260 sq. ft.; the number 2105 containing 217750 sq. ft. Municipal taxes: $10.82; school taxes: $7.48; costs: $0.75. Total: $19.05.

As belonging to Charles J. Chevarie & Edward a lot of land known on the same old cadastre under the number 132 subdivision 56 containing 5.2.20 acres and the new cadastre under the number 2062 containing 543160 sq. ft. Municipal taxes: $10.06; school taxes: $42.23; costs: $9.66. Total: $61.95.

As belonging to Raoul Chiasson a lot of land known on the same old cadastre under the number 150 subdivision 547 containing 0.1.0 acres and the new cadastre under the number 2179

14140 pd. c.; avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: $62.24; taxes scolaires: $84.20; frais: $11.14. Total: $157.58.

Comme appartenant à Adelphus Cyr & Vve Vital un terrain connu au même ancien cadastre sous le No 40 subdivision 767 contenant 10.0.0 acres et au nouveau cadastre sous le No 2810 contenant 1172100 pd. c.; avec bâtisses dessus construites. Taxes municipales: $16.81; taxes scolaires: $147.06; frais: $27.80. Total: $191.67.

Comme appartenant à Succession Effeanne Gaudet, un terrain connu au même ancien cadastre sous le No 40 subdivision 16 contenant 6.2.0 acres et au nouveau cadastre sous le No 2793 contenant 273500 pd. c. Taxes municipales: $21.89; taxes scolaires: $29.66; frais: $11.65. Total: $63.20.

Donné à Havre-aux-Maisons, I. M., ce 5e jour de mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
29271-20-2-o MARC-A. BOUDREAU.

containing 14140 sq. ft. with buildings thereon erected; Municipal taxes: $62.24; school taxes: $84.20; costs: $11.14. Total: $157.58.

As belonging to Adelphus Cyr & Vve Vital a lot of land known on the same old cadastre under the number 40 subdivision 767 containing 10.0.0 acres and the new cadastre under the number 2810 containing 1172100 sq. ft. with buildings there on erected; Municipal taxes: $16.81; school taxes: $147.06; costs: $27.80. Total: $191.67.

As belonging to Estate Effeanne Gaudet a lot of land known on the same old cadastre under the number 40 subdivision 16 containing 6.2.0 acres and the new cadastre under the number 2793 containing 273500 sq. ft. Municipal taxes: $21.89; school taxes: $29.66; costs: $11.65. Total: $63.20.

Given at House-Harbour, M. I., this 5th day of May 1969.

MARC-A. BOUDREAU,
29271-20-2-o *Secretary-Treasurer.*

Municipalité du comté de Mégantic

Avis public est par le présent donné par René Chevrier, secrétaire-trésorier, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique dans le village d'Inverness, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, MERCREDI, le ONZIÈME jour de JUIN, 1969, à DIX heures du matin, tel que fixé par règlement, à défaut de paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Municipalité d'Halifax-Sud

Le lot No 651-24, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax.

Connu comme appartenant à Dame Roselyne Bolduc, épouse de Florian Binette. Taxes dues: $119.23.

Le lot No 625-1, du cadastre officiel de la paroisse de St-Ferdinand, canton d'Halifax; sujet à la servitude mentionnée dans le titre d'acquisition.

Connu comme appartenant à Roch Lacoursière. Taxes dues: $125.62.

Municipalité d'Irlande Nord

Un emplacement de forme rectangulaire, mesurant en mesure anglaise 270 pieds dans ses lignes sud-ouest et nord-est par 100 pieds dans ses lignes sud-est et nord-ouest, ledit emplacement étant une partie du lot No 444 du cadastre officiel du canton d'Irlande et borné comme suit: au sud-est en front par la route No 1, au nord-ouest au sud-ouest, au nord-est par un terrain appartenant à Pierre-Émile Sénart ou représentants, la ligne sud-ouest dudit emplacement étant située à une distance de 166 pieds de la subdivision quarante-sept du lot originaire quatre cent quarante-quatre (444-47) au cadastre officiel du canton d'Irlande, circonstances et dépendances; sous réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Connu comme appartenant à Marius Blanchard. Taxes dues: $85.80.

Le lot No 444-25, du cadastre officiel du canton d'Irlande.

Connu comme appartenant à André Poulin ou son représentant. Taxes dues: $159.38.

Municipality of the county of Mégantic

Public notice is hereby given by René Chevrier, Secretary-Treasurer, that the lands hereunder mentioned will be sold at public auction, in the village of Inverness, at the place where the county council holds its sittings, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1969, at TEN o'clock a.m., as enacted by a by-law, in default of payment of taxes due thereon and costs incurred.

Municipality of Halifax-South

The lot No. 651-24, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax.

Known as belonging to Mrs. Roselyne Bolduc, wife of Florian Binette. Taxes due: $119.23.

The lot No. 625-1, of the official cadastre of the parish of St-Ferdinand, township of Halifax; subject to the servitude mentioned in the title deed.

Known as belonging to Roch Lacoursière. Taxes due: $125.62.

Municipality of Ireland North

An emplacement of rectangular form, measuring 270 feet in its southwest and northeast lines by 100 feet in its southeast and northwest lines, English measure, the said emplacement being a part of the lot No. 444, of the official cadastre of the township of Ireland and bounded as follows: in front to the southeast by the road No. 1, to the northwest to the southwest, to the northeast by a land belonging to Pierre-Émile Sénart or representatives, the southwest line of the said emplacement being situated at a distance of 166 feet from the subdivision forty-seven of the original lot four hundred and forty-four (444-47) on the official cadastre of the township of Ireland, circumstances and dependencies; under the reserve of the mines and mining rights in favour of whom they may belong.

Known as belonging to Marius Blanchard. Taxes due: $85.80.

The lot No. 444-25, of the official cadastre of the township of Ireland.

Known as belonging to André Poulin or his representative. Taxes due: $159.38.

Municipalité d'Irlande Sud

a) Une partie du lot No 256, du cadastre officiel du canton d'Irlande, partant du chemin public allant de St-Ferdinand à Black Lake au chemin Chaîné, mesurant 108 pieds le long de ce chemin, 129 pieds en arrière à la profondeur, 150 pieds environ le long du chemin Craig, en arrière et de l'autre côté au résidu du même lot.

b) Une pointe de terre faisant partie des lots Nos 255 et 256, du susdit cadastre, de forme irrégulière, étant le terrain compris entre le chemin Craig en avant, d'un côté au vieux chemin de Black Lake et de l'autre côté au nouveau chemin de Black Lake.

c) Une partie du lot No 256, du même cadastre, contenue dans les bornes suivantes: d'un côté au chemin Craig, de l'autre côté au terrain de Roland Fréchette, ou son représentant, au nord à Philippe Garneau à la ligne entre les rangs 4 et 5, et au sud au vieux chemin de Black Lake.

Avec toutes les bâtisses érigées sur ces terrains.

d) Une partie du lot No 256, susdit cadastre, mesurant 150 pieds de largeur sur le chemin public traversant ce lot (route No 49), à partir de l'emplacement de François Croteau sur le même lot (représentant Henri Mercier), et allant dans une direction N.-O.; à cette distance mesurant 150 pieds de profondeur dans une direction S.-O.; à cette distance allant dans une direction S.-E. jusqu'au chemin Craig, pour finir à rien à la ligne S.-E. et S.-O. de l'emplacement de François Croteau au chemin Craig, ce terrain est aussi borné en front au N.-E. partie à la route No 49 et partie à l'emplacement appartenant déjà à l'acquéreur, d'un côté au N.-O. et en arrière au S.-O. au résidu du terrain d'Émilius Gouin sur le même lot et au S.-E. partie à l'emplacement de l'acquéreur et partie au chemin Craig, la ligne S.-O. du terrain ci-dessus vendu passe à 5 pieds de la ligne N.-O. de l'emplacement actuel de François Croteau, en arrière de cet emplacement, pour finir à rien au chemin Craig à la ligne arrière de l'emplacement actuel de François Croteau, sans bâtisse dessus.

Le terrain vendu est sujet à servitude de The Bell Telephone Co. of Canada pour sa ligne téléphonique.

Le tout connu comme appartenant à Claude Croteau pour François. Taxes dues: $262.82.

Municipalité de St-Pierre Baptiste

Le lot No 777, du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Sopie, canton d'Halifax; sauf et à distraire dudit lot la partie vendue à Charles-H. Gilbert, par acte enregistré le 5 août 1966, sous le No 112167 et la partie vendue à Paul Lamontagne, par acte enregistré le 5 août, 1966, sous le No 112168.

Connu comme appartenant à Aurélien Nadeau. Taxes dues: $105.29.

Municipalité de Ste-Julie

Une terre contenant 100 acres en superficie, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Somerset-Nord comme étant la moitié nord-est du lot No 8, bornée à un bout au nord-ouest aux termes du comté de Lotbinière, à l'autre bout au sud-est au cordon entre les rangs un et deux du canton de Somerset-Nord, d'un côté au nord-

Municipality of Ireland South

(*a*) A part of the lot No. 256, of the official cadastre of the township of Ireland, starting from the public road leading from St-Ferdinand to Black Lake to the Chaîné road, measuring 108 feet along that road, 129 feet in rear at the depth, 150 feet about along the Craig's road, in rear and on the other side by the residue of the same lot.

(*b*) A piece of land forming part of the lots Nos 255 and 256, of the above cadastre, of irregular form, being the land included between the Craig's road in front, on one side by the old road of Black Lake and on the other side by the new road of Black Lake.

(*c*) A part of the lot No. 256, of the same cadastre, included in the following boundaries: on one side by the Craig's road, on the other side by the property of Roland Fréchette, or his representative, to the north by Philippe Garneau at the line between ranges 4 and 5, and on the south by the old road of Black Lake.

With all the buildings erected on the above pieces of land.

(*d*) A part of the lot No. 256, of the same cadastre, measuring 150 feet in width on the public road crossing that lot (route No. 49), starting from the emplacement of François Croteau on the same lot (representing Henri Mercier) and going in a northwest direction; at that distance measuring 150 feet in depth in a southwest direction; at that distance going in a S.E. direction up to the Craig's road, to finish at nothing at the S.E. and S.W. line of the emplacement of François Croteau to the Craig's road, this piece of land is also bounded in front to the N.E. partly by the route No. 49 and partly by the emplacement already belonging to the purchaser, on one side to the N.W. and in rear to the S.W. by the residue of the property of Émilius Gouin on the same lot and to the S.E. partly by the emplacement of the purchaser and partly by the Craig's road, the S.W. line of the above land sold passes at 5 feet of the N.W. line of the actual emplacement of François Croteau, in rear of that emplacement, to finish at nothing at the Craig's road at the rear line of the actual emplacement of François Croteau, without building.

The land sold is subject to the servitude of The Bell Telephone Co. of Canada.

The whole known as belonging to Claude Croteau for François. Taxes due: $262.82.

Municipality of St-Pierre Baptiste

The lot No. 777, of the official cadastre of the parish of Ste-Sophie, township of Halifax; save and except of the said lot the part sold to Charles-H. Gilbert, by deed registered the 5th of August, 1966, under the No. 112167 and the part sold to Paul Lamontagne, by deed registered the 5th of August, 1966, under the No. 112168.

Known as belonging to Aurélien Nadeau. Taxes due: $105.29.

Municipality of Ste-Julie

A farm containing 100 acres in superficies known and designated on the official cadastre of the township of Somerset-North, as being the northeast half of the lot No. 8, bounded at one end to the northwest by the farms of the county of Lotbinière, at the other end to the southeast by the division line between ranges 1 and 2

est au lot No. 7 et de l'autre côté au sud-ouest au résidu du lot No 8, sans bâtisse.

Connue comme appartenant à Yvon Bradette. Taxes dues: $11.29.

Une terre située dans le premier rang du canton de Somerset-Nord, mesurant environ 5 arpents de largeur par la profondeur du rang, connue et désignée au cadastre officiel du canton de Somerset-Nord comme étant le moitié nord-est du lot No 11, bornée aux deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté au nord-est au lot No 10 et de l'autre côté au sud-ouest au résidu dudit lot No 11 appartenant à La Couronne ou représentants.

Connue comme appartenant à Henri S. Côté. Taxes dues: $19.64.

Une partie du lot No 409, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, contenant environ 100 acres en superficie, bornée d'un bout au nord-ouest par le 8ième rang, au sud-est par le Gore du dixième rang, d'un côté au nord-est par une route anciennement tracée, et au sud-ouest par le terrain d'Émile Lemelin, ou son représentant. Ce terrain mesure environ 45 pieds de largeur au nord-ouest et environ 10 ou 11 arpents de largeur au sud-est, le tout plus ou moins et sans garantie de mesures précises, Sujette à la réserve des mines et droits de mines en faveur de qui de droit.

Connue comme appartenant à Louis-Philippe Gagné. Taxes dues: $46.67.

Le lot No 169-1, du cadastre officiel du canton de Somerset-Nord, avec bâtisse dessus construite. Avec droit de passage sur une partie du lot No 169 non subdivisé du susdit cadastre, tel que le tout est établi dans les titres s'y rapportant.

Connu comme étant le « Manoir Ste-Julie ». Taxes dues: $1,102.71.

Municipalité de Thetford Sud

Le lot No 25-C-2, du 3e rang, du cadastre officiel du canton de Thetford, avec bâtisse dessus construite; sous la réserve des mines à qui de droit.

Connu comme appartenant à succession Aurore Giguère (La Curatelle Publique, 680 Ste-Catherine Ouest, Montréal, P.Q.). Taxes dues: $283.94.

Municipalité de Plessisville Paroisse

Les 3 arpents de front sur la profondeur du rang 5, étant les 3 arpents nord-ouest du lot No 437, du cadastre officiel du canton de Somerset-Sud, bornés en front au nord-ouest au lot No 436, en arrière au sud-est au résidu du même lot, appartenant à Euclide Ferron, d'un côté au sud-ouest au lot No 439 et de l'autre côté au nord-est au lot No. 333, contenant 63 acres en superficie, plus ou moins.

Connus comme appartenant à Yvon Lachance. Taxes dues: $285.43.

P.I.C.S.O., 7e rang, du cadastre officiel du canton de Stanfold, contenant 12 acres en superficie.

Connu comme appartenant à Charles Trépanier. Taxes dues: $5.00.

of the township of Somerset-North, on one side to the northeast by the lot No. 7 and on the other side to the southwest by the residue of the lot No. 8 without building.

Known as belonging to Yvon Bradette. Taxes due: $11.29.

A farm situated in the first range of the township of Somerset-North, measuring about 5 arpents in width by the depth of the range, known and designated on the official cadastre of the township of Somerset-North as being the northeast half of the lot No. 11, bounded at both ends by the division lines of the ranges, on one side to the northeast by the lot No. 10 and on the other side to the southwest by the residue of the same lot No. 11 belonging to the Crown or representatives.

Known as belonging to Henri S. Côté. Taxes due: $19.64.

A part of the lot No. 409, of the official cadastre of the township of Somerset-North, containing about 100 aces in superficies, bounded at one end to the northwest by the 8th range, to the southeast by the Gore of the 10th range, on one side to the northeast by an old road and to the southwest by the land of Émile Lemelin or his representative. That land measures about 45 feet in width to the northwest and about 10 or 11 arpents in width to the southeast, the whole more or less and without guarantee of precise measurements. Subject to the reserve of mines and mining rights in favour of whom they may belong.

Known as belonging to Louis-Philippe Gagné. Taxes due: $46.67.

The lot No. 169-1, of the official cadastre of the township of Somerset-North, with building thereon erected. With a right of way on a part of the lot No. 169 not subdivided of the above cadastre, as the whole appears in the title deeds.

Known as being the "Manoir Ste-Julie". Taxes due: $1,102.71.

Municipality of Thetford South

The lot No. 25-C-2, of the 3rd range, of the official cadastre of the township of Thetford, with building thereon erected; under the reserve of the mines in favour of whom they may belong.

Known as belonging to Estate Aurore Giguère (La Curatelle Public, 680 Ste-Catherine ouest, Montreal, P.Q.). Taxes due: $283.94.

Municipality of the parish of Plessisville

The 3 arpents in front on the depth of the 5th range, being the northwest 3 arpents of the lot No. 437, of the official cadastre of the township of Somerset-South, bounded in front to the northwest by the lot No. 436, in rear to the southwest by the residue of the same lot, belonging to Euclide Ferron, on one side to the southwest by the lot No 439 and on the other side to the northeast by the lot No. 333, containing 63 acres in superficies, more or less.

Known as belonging to Yvon Lachance. Taxes due: $285.43.

P.I.C.S.O., 7th range of the official cadastre of the township of Stanfold, containing 12 acres in superficies.

Known as belonging to Charles Trépanier. Taxes due: $5.00.

Ptie No 2 O., du 7e rang, du cadastre officiel du canton de Stanfold, contenant 36 acres en superficie.

Connue comme appartenant à Charles Trépanier. Taxes dues: $10.24.

Une partie du lot No 268, du cadastre officiel du canton de Somerset-Sud, sur le bord de la rivière Blanche, de figure irrégulière, mesurant 161 pieds de largeur en avant, sur le bord de la rivière Blanche, et 173 pieds de largeur en arrière, par 35 pieds de profondeur dans sa ligne sud-est et 100 pieds de profondeur dans sa ligne nord-ouest, le tout plus ou moins, mesure anglaise, bornée en avant au nord-est à la rivière Blanche, en arrière au sud-ouest au chemin des chalets, d'un côté au nord-ouest au terrain d'Hervé Lecomte et de l'autre côté au sud-est à une lisière de terrain de 4 pieds de largeur appartenant à Jean-Paul Demers, ou son représentant, et adjoignant au terrain de Théobald Poulin du côté sud-est, avec chalet dessus construit, circonstances et dépendances. Avec droit de passage dans le chemin privé conduisant du chemin public à l'emplacement de chalet présentement vendu.

Connue comme appartenant à Jacques Perron. Taxes dues: $20.53.

Une partie du lot No 268, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud (ou Canton de Somerset-Sud), mesurant 75 pieds de largeur du nord-ouest au sud-est par toute la profondeur comprise entre les emplacements de chalets de MM. Hervé Lécomte et Raymond Gendron et le lot No 267 appartenant à Narcisse Vigneault, bornée en front au nord-est aux emplacements faisant partie du même lot et appartenant à Hervé Lecomte et Raymond Gendron, en arrière au sud-ouest au lot No 267, d'un côté au sud-est par une autre partie du même lot appartenant à Gérard Dubois et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du même lot No 268 restant la propriété du vendeur. Avec le camp érigé sur ce terrain, circonstances et dépendances. Le terrain ci-dessus est sujet au droit de passage dans le chemin existant actuellement, pour les emplacements de chalets et leurs propriétaires, selon les titres s'y rapportant. Avec droit de passage pour l'acquéreur ou ses représentants dans un chemin réservé de 4 pieds de largeur, entre les emplacements de Jean-Paul Côté et Raymond Gendron, pour lui permettre de communiquer à la rivière, le tout constitué à titre de servitude perpétuelle sur une partie du même lot du même cadastre.

Connue comme appartenant à Jacques Perron. Taxes dues: $62.34.

Une maison érigée sur une partie du lot No 2, du 5e rang du cadastre officiel du canton de Stanfold.

Connue comme appartenant à Roger Vigneault. Taxes dues: $127.64.

La partie ouest du lot No 8, du 5e rang, du cadastre officiel du canton de Stanfold, contenant 100 acres en superficie.

Connue comme appartenant à Roger Vigneault. Taxes dues: $32.39.

Les lots Nos 114-1, 114-2, 114-3, 114-4, 114-5, 114-6, 114-7, 114-8, 114-9, 114-10, 114-11, 114-12, 114-13, 114-14, 114-15, 114-16, 114-17, 114-18, 114-19, 114-20, 114-21, 114-22, 114-23, 114-24, 114-25, 114-26, 114-27, 114-33, 114-34, 114-35, 114-41, 114-42, 114-43, 114-44, 114-45, 114-47, 115-2, 115-3, 115-5, 115-6, 115-7, 115-8, 115-9, 115-10, 115-11, 115-12, 115-13, 115-14, 115-15, 115-16, 115-17, 115-18, 115-19, 115-20, 115-23, 115-24, 115-26, 115-27, 115-28, 115-29, 115-30, 115-31, 115-32, 115-33,

Ptie No. 2 W., 7th range, of the official cadastre of the township of Stanfold, containing 36 acres in superficies.

Known as belonging to Charles Trépanier. Taxes due: $10.24.

A part of the lot No. 268, of the official cadastre of the township of Somerset-South, on the shore of the River Blanche, of irregular form, measuring 161 feet in width in front on the shore of Rivière Blanche, and 173 feet in width in rear by 35 feet in depth in its southeast line and 100 feet in depth in its northwest line, the whole more or less, English measure, bounded in front to the northeast by the Rivière Blanche, in rear to the southwest by the road of the cottages, on one side to the northwest by the lands of Hervé Lecomte and on the other side to the southeast by a strip of land of 4 feet in width belonging to Jean-Paul Demers or representative, and adjoining the land of Théobald Poulin on the south-east side, with the cottage thereon erected, circumstances and dependencies. With the right of way in the private road leading from the public road to the land presently sold.

Known as belonging to Jacques Perron. Taxes due: $20.53.

A part of the lot No. 268 of the official cadastre of the municipality of Somerset-South (or township of Somerset-South), measuring 75 feet in width from the northwest to the south-east by all the depth included between the cottage emplacements of MM. Hervé Lecomte et Raymond Gendron and the lot No 267 belonging to Narcisse Vigneault, bounded in front to the northeast by the emplacements, forming part of the same lot and belonging to Hervé Lecomte and Raymond Gendron, in rear to the southwest by the lot No. 267, on one side to the southeast by an other part of the same lot belonging to Gérard Dubois and on the other side to the north-west by the residue of the same lot No. 268 remaining the property of the vendor. With a camp erected on that land, circumstances and dependencies. The above land is subject to the right of way in the road already existing for the cottage emplacements and their owners according to the titles. With a right of way for the purchaser or his representatives in a road reserved of 4 feet wide, between the emplacements of Jean-Paul Côté and Raymond Gendron, to allow him to communicate to the river, the whole constituted as a perpetual servitude on a part of the same lot of the same cadastre.

Known as belonging to Jacques Perron. Taxes due: $62.34.

A house erected on a part of the lot No. 2, in the 5th range of the official cadastre of the township of Stanfold.

Known as belonging to Roger Vigneault. Taxes due: $127.64.

The west part of the lot No. 8, in the 5th range, of the official cadastre of the township of Stanfold, containing 100 acres in superficies.

Known as belonging to Roger Vigneault. Taxes due: $32.39.

The lots Nos. 114-1, 114-2, 114-3, 114-4, 114-5, 114-6, 114-7, 114-8, 114-9, 114-10, 114-11, 114-12, 114-13, 114-14, 114-15, 114-16, 114-17, 114-18, 114-19, 114-20, 114-21, 114-22, 114-23, 114-24, 114-25, 114-26, 114-27, 114-33, 114-34, 114-35, 114-41, 114-42, 114-43, 114-44, 114-45, 114-47, 115-2, 115-3, 115-5, 115-6, 115-7, 115-8, 115-9, 115-10, 115-11, 115-12, 115-13, 115-14, 115-15, 115-16, 115-17, 115-18, 115-19, 115-20, 115-23, 115-24, 115-26, 115-27, 115-28, 115-29, 115-30, 115-31, 115-32, 115-33,

115-35, 115-45, 115-49, 115-50, 115-51, 115-52, 115-53, 118-4, 118-6, 118-15, 118-24, 118-33, 118-38, 118-52, 119-1, 119-3, 119-4, 119-8, 119-9, 119-12, 119-19, 119-23, 119-40, 119-42, 119-43, 119-44, 119-46, 119-47, 120-23, 120-25, 120-26, 120-29, 120-43, 120-49, 120-50, 120-54, 120-58, 120-60, 120-65, 120-68, 120-69, 120-70, 120-71, 120-72, 120-73, 120-74, 120-75 et 120-76, du cadastre officiel de la municipalité de Somerset-Sud, canton du même nom. Ensemble la maison érigée sur le lot No 119-3 susdit. Sujets ces terrains à toutes les servitudes de passage et autres, suivant les titres.

Connus comme appartenant à « Domaine Venise Inc. ». Taxes dues: $465.24.

Inverness, le 28 avril 1969.

Le secrétaire-trésorier de la Corporation du comté de Mégantic,

29152-19-2-o RENÉ CHEVRIER.

115-35, 115-45, 115-49, 115-50, 115-51, 115-52, 115-53, 118-4, 118-6, 118-15, 118-24, 118-33, 118-38, 118-52, 119-1, 119-3, 119-4, 119-8, 119-9, 119-12, 119-19, 119-23, 119-40, 119-42, 119-43, 119-44, 119-46, 119-47, 120-23, 120-25, 120-26, 120-29, 120-43, 120-49, 120-50, 120-54, 120-58, 120-60, 120-65, 120-68, 120-69, 120-70, 120-71, 120-72, 120-73, 120-74, 120-75 and 120-76, of the official cadastre of the municipality of Somerset-South, township of the same name. Including the house erected on the said lot No. 119-3. Subject all those lots of land to all the servitudes of right of way and others, according to the titles.

Known as belonging to "Domaine Venise Inc.". Taxes due: $465.24.

Inverness, April 28, 1969.

RENÉ CHEVRIER,

Secretary-Treasurer of the Corporation of the county of Mégantic.

29152-19-2-o

Chartes — demandes d'abandon de

Canadian Stockholders Investment Corporation

Avis est donné, par les présentes, que « Canadian Stockholders Investment Corporation », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril 1969.

Le secrétaire-trésorier,

29185-o C. L. LAROCK.

J. Golden Co.

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies, la compagnie « J. Golden Co. », donne avis par les présentes qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour faire accepter l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il fixera.

Montréal, le 1er mai 1969.

Le président,

29186 JOSEPH GOLDEN.

A. N. K. A. Investment Ltd.

Avis est donné que « A. N. K. A. Investment Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 5 mai 1969.

L'avocat de la requérante,

29224-o BLANKA GYULAI.

Andalou Haute Coiffure inc.

Prenez avis que la compagnie « Andalou Haute Coiffure inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 22 avril, 1969.

Le procureur de la compagnie,

29226-o ANDRÉ ANTONUK.

Charters — Application for Surrender of

Canadian Stockholders Investment Corporation

Notice is hereby given that "Canadian Stockholders Investment Corporation", a company incorporated under the provisions of Part I of the companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 30th day of April, 1969.

C. L. LAROCK,

29185-o *Secretary-Treasurer.*

J. Golden Co.

Under the provisions of the Companies Act, "J. Golden Co.", hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, May 1st, 1969.

JOSEPH GOLDEN,

29186-o *President.*

A. N. K. A. Investment Ltd.

Notice is hereby given that "A. N. K. A. Investment Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 5, 1969.

BLANKA GYULAI,

29224-o *Attorney for petitioner.*

Andalou Haute Coiffure inc.

Notice is hereby given that "Andalou Haute Coiffure inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, April 22, 1969.

ANDRÉ ANTONUK,

29226 *Attorney for the company.*

Ary Ltd.

Avis est donné que « Ary Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 5 mai 1969.

L'avocat de la requérante,
29225-o BLANKA GYULAI.

Beaver Development Inc.

Prenez avis que la compagnie « Beaver Development Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
29227-o ME GUY LACOSTE, notaire.

Great Britain and Canada Investment Corporation

Avis est donné, par les présentes, que « Great Britain and Canada Investment Corporation », compagnie incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, suivant les dispositions de l'article 26 de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, Québec, ce 30e jour d'avril 1969.

Le secrétaire-trésorier,
29187-o C. L. LAROCK.

Hurlbut Company Limited

Avis est par les présentes donné que la corporation « Hurlbut Company Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour faire accepter l'abandon de sa charte et son annulation à compter de la date qu'il fixera.

Le président,
29188 BETTY H. DIXON.

O. U. Léger inc.

Avis est par les présentes, donné que la compagnie « O. U. Léger inc. », une corporation constituée, en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sherbrooke, Qué., s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, ce 5e jour de mars 1969.

Le président,
29189-o CLAUDE LÉGER.

Boire & Frères inc.

Prenez avis que la compagnie « Boire & Frères inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 5 mai 1969.

Le président,
29228-o PAUL BOIRE.

Ary Ltd.

Notice is hereby given that "Ary Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Company Act.

Montreal, May 5, 1969.

BLANKA GYULAI,
29225-o *Attorney for petitioner.*

Beaver Development Inc.

Notice is hereby given that "Beaver Development Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter.

ME GUY LACOSTE, notary,
29227 *Attorney for the company.*

Great Britain and Canada Investment Corporation

Notice is hereby given that "Great Britain and Canada Investment Corporation", a company incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of section 26 of the Companies Act.

Dated at Montreal, Québec, this 30th day of April, 1969.

C. L. LAROCK,
29187-o *Secretary-Treasurer.*

Hurlbut Company Limited

Notice is hereby given that "Hurlbut Company Limited", a corporation constituted under the Companies Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

BETTY H. DIXON,
29188-o *President.*

O. U. Léger inc.

Notice is hereby given that "O. U. Léger inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Sherbrooke, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 5th day of March, 1969.

CLAUDE LÉGER,
29189 *President.*

Boire & Frères inc.

Notice is hereby given that "Boire & Frères inc." will apply the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 5, 1969.

PAUL BOIRE,
29228 *President.*

Placements Adjutor Amyot ltée

Avis est par les présentes donné que « Placements Adjutor Amyot ltée », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 2e jour de mai, 1969.

Les procureurs de la compagnie,
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
29190-o GARNEAU, TRUCHON & MORISSET.

Canadian Air Pumps Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Canadian Air Pumps Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 27e jour d'avril 1969.

Le secrétaire,
29229 STEVE J. GABON.

Daigneault & Frère inc.

Prenez avis que la compagnie « Daigneault & Frère inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
29230-o CLAUDE TRUDEAU.

Facella Investment Co.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Facella Investment Co. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 6e jour de mars 1969.

Le secrétaire,
29231 JACK ILOVITCH.

Gordon Manufacturing Co. Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Gordon Manufacturing Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce deuxième jour d'avril 1969.

Le secrétaire,
29232 A. J. GORDON.

Imera Construction Ltd.

Prenez avis que la compagnie « Imera Construction Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 5 mai 1969.

Le procureur de la compagnie,
29233-o ME YVON PERRAS, C.R.

Placements Adjutor Amyot ltée

Notice is hereby given that "Placements Adjutor Amyot ltée", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Québec, district of Québec, will apply to the Minister of Financial Institutions Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 2nd day of May, 1969.

TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET,
29190 *Attorney for the company.*

Canadian Air Pumps Ltd.

Notice is hereby given that "Canadian Air Pumps Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 27th day of April, 1969.

STEVE J. GABON,
29229-o *Secretary.*

Daigneault & Frère inc.

Take notice that "Daigneault & Frère inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

CLAUDE TRUDEAU,
29230 *Attorney for the company.*

Facella Investment Co.

Notice is hereby given that "Facella Investment Co.", incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 6th day of March, 1969.

JACK ILOVITCH,
29231-o *Secretary.*

Gordon Manufacturing Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Gordon Manufacturing Co. Ltd.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this second day of April, 1969.

A. J. GORDON,
29232-o *Secretary.*

Imera Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Imera Construction Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, May 5, 1969.

ME YVON PERRAS, Q.C.,
29233 *Attorney for the Company.*

Independant Hungarian Protestant Church in Montreal

Avis est donné que « Independant Hungarian Protestant Church in Montreal », une congrégation constituée en vertu de la Loi des Compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies.

Montréal, le 5 mai 1969.

L'avocat de la requérante,
29234-o BLANKA GYULAI.

Poissant limitée

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Poissant limitée », corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, province de Québec, et constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 29 avril 1969.

Le procureur,
29235-o OLIVIER GAUTHIER.

Servitor inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Servitor inc. », corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires dans les cité et district de Trois-Rivières, province de Québec, et constituée en vertu de la Loi des compagnies, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 29 avril 1969.

Le procureur,
29236-o OLIVIER GAUTHIER.

Tiber Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Tiber Investments Limited » donne par les présentes avis qu'elle fera application au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives pour l'acceptation de l'abandon de sa charte, ainsi que sa cancellation à compter d'une date à être fixée par ce dernier.

Montreal, le 5 mai 1969.

Le président,
29237-o CARL WOTT.

Trout Lake Estates Inc.
Domaines du Lac à la Truite inc.

Avis est par les présentes donné que « Trout Lake Estates Inc.— Domaines du Lac à la Truite inc. », ayant son bureau-chef, en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 6e jour de mai, 1969.

Les procureurs de la requérante,
29265-o BIEGA, BEAUREGARD & KOOIMAN.

Independant Hungarian Protestant Church in Montreal

Notice is hereby given that the "Independant Hungarian Protestant Church in Montreal", a congregation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 5, 1969.

BLANKA GYULAI,
29234-o *Attorney for Petitioner.*

Poissant limitée

Notice is hereby given that "Poissant limitée", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Three Rivers, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter, according to provisions of the Companies Act.

Montreal, April 29, 1969.

OLIVIER GAUTHIER,
29235-o *Attorney.*

Servitor inc.

Notice is hereby given that "Servitor inc.", a corporation constituted under the Companies Act, and having its head office in the city and district of Three Rivers, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter, according to provisions of the Companies Act.

Montreal, April 29, 1969.

OLIVIER GAUTHIER,
29236-o *Attorney.*

Tiber Investments Limited

Under the provisions of the Companies Act, "Tiber Investments Limited" hereby gives notice that it will make application to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, May 5, 1969.

CARL WOTT,
29237-o *President.*

Trout Lake Estates Inc.
Domaines du Lac à la Truite inc.

Notice is hereby given that "Trout Lake Estates Inc.— Domaines du Lac à la Truite inc.", having its head office at the City of Montreal, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 6th day of May 1969.

BIEGA, BEAUREGARD & KOOIMAN,
29265-o *Attorneys for Petitioner.*

George Philips Corporation

Prenez avis que la compagnie « George Philips Corporation » demandera au ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 5 mai 1969.

Le président,
29266-o THÉRÈSE O'REILLY.

Autosport ltée

La compagnie « Autosport ltée » donne avis par les présentes qu'elle demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, le 8 mai 1969.

La secrétaire,
29300-o MONIQUE DURAND.

Boyer ltée

Prenez avis que « Boyer ltée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 23 avril 1969.

Les procureurs de la compagnie,
LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST, RAYMOND,
29301-o LÉTOURNEAU, MAGNAN & ROY.

Mario Brcic inc.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Mario Brcic inc. » une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Sherbrooke, Qué., s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté, ce 7e jour de mai 1969.

Le président,
29302-o MARIO BRCIC.

La Cie de Gestion Rouberville limitée

Prenez avis que la compagnie « La Cie de Gestion Rouberville limitée » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 7 mai 1969.

Le président,
29303-o WILFRID BERLINGUETTE.

Club Optimiste St-Adelphe St-Stanislas inc.

Prenez avis que la corporation « Club Optimiste St-Adelphe St-Stanislas inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

St-Adelphe, le 3 mai 1969.

Le secrétaire,
29304-o YVON BROUILLETTE.

La Compagnie de Téléphone de Risborough

Prenez avis que « La Compagnie de Téléphone de Risborough », corporation légalement constituée ayant sa place d'affaires à St-Ludger, comté de Frontenac, district de Beauce, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
29305-o CLICHE & LAFLAMME.

George Philips Corporation

Notice is hereby given that "George Philips Corporation" will apply to the Financial Institutions, Companies and Cooperatives Department Act, for leave to surrender its charter.

Montreal, May 5, 1969.

THÉRÈSE O'REILLY,
29266-o *President.*

Autosport ltée

The company "Autosport ltée" hereby gives notice that application will be made to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, this May 8, 1969.

MONIQUE DURAND,
29300 *Secretary.*

Boyer ltée

Notice is hereby given that "Boyer ltée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province to surrender its charter.

Montreal, April 23rd, 1969.

LÉTOURNEAU, QUINLAN, FOREST,
RAYMOND, LÉTOURNEAU, MAGNAN & ROY,
29301 *Attorneys for petitioner.*

Mario Brcic inc.

Notice is hereby given that "Mario Brcic inc." a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office at Sherbrooke, Qué., will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated, this 7th day of May, 1969.

MARIO BRCIC,
29302 *President.*

La Cie de Gestion Rouberville limitée

Notice is hereby given that "La Cie de Gestion Rouberville limitée" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Montreal, May 7, 1969.

WILFRID BERLINGUETTE,
29303 *President.*

Club Optimiste St-Adelphe St-Stanislas inc.

Notice is hereby given that the corporation "Club Optimiste St-Adelphe St-Stanislas inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

St-Adelphe, May 3, 1969.

YVON BROUILLETTE,
29304 *Secretary.*

La Compagnie de Téléphone de Risborough

Notice is hereby given that "La Compagnie de Téléphone de Risborough", a corporation legally incorporated, having its place of business at St-Ludger, county of Frontenac, district of Beauce, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

CLICHE & LAFLAMME,
29305 *Attorneys for the Company.*

Gerson Development Corp.

Avis est par les présentes donné que « Gerson Development Corp. », qui a son bureau principal dans la cité et district de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la Loi des compagnies.

Montréal, le 8 mai 1969.

Le procureur,
29306-o ERIC S. HELFIELD.

Goyer Avenue Luncheonette Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Goyer Avenue Luncheonette Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 10e jour de juin 1968.

La secrétaire,
29307 JEANNETTE HOULE MICHAUD.

Hôpital Ste-Claire inc.

Prenez avis que la compagnie « Hôpital Ste-Claire inc. », va demander au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la requérante,
29308-o CLAUDE ROYER, *Notaire.*

Manchester Development Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Manchester Development Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social dans la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 7 mai 1969.

Le secrétaire,
29309 OTTO HORNER.

National Intercom Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « National Intercom Ltd. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les avocats,
BEAUCHEMIN, VALIQUETTE & GERVAIS.
29311-o

St. Jovite Realties & Construction Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « St. Jovite Realties & Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Duvernay, dans le district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Donné à Montréal, le 11e jour d'avril 1969.

Le procureur de la compagnie,
29314 JOHN HERSCHORN, C.R.

Gerson Development Corp.

Notice is hereby given that "Gerson Development Corp.", having its head office in the city and district of Montreal, Province of Québec, will make application for leave to surrender its charter, in accordance with the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 8, 1969.

ERIC S. HELFIELD,
29306-o *Attorney.*

Goyer Avenue Luncheonette Ltd.

Notice is hereby given that "Goyer Avenue Luncheonette Ltd.", incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of June, 1968.

JEANNETTE HOULE MICHAUD,
29307-o *Secretary.*

Hôpital Ste-Claire inc.

Notice is hereby given that "Hôpital Ste-Claire inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

CLAUDE ROYER, *Notary,*
29308 *Attorney for the Petitioner.*

Manchester Development Ltd.

Notice is hereby given that "Manchester Development Ltd.", incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, May 7, 1969.

OTTO HORNER,
29309-o *Secretary.*

National Intercom Ltd.

Notice is hereby given that the company "National Intercom Ltd." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

BEAUCHEMIN, VALIQUETTE & GERVAIS,
Advocates.
29311

St. Jovite Realties & Construction Inc.

Notice is hereby given that "St. Jovite Realties & Construction Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in Duvernay, in the district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 11th day of April, 1969.

JOHN HERSCHORN, Q.C.,
29314-o *Attorney for the Company.*

N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.

Prenez avis que la compagnie « N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
29313-o DAGENAIS & DAGENAIS, *avocats.*

Salon Funéraire La Sarre inc.

Prenez avis que la compagnie « Salon Funéraire La Sarre inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
CINQ-MARS, GRIMARD
29315-o & BÉLANGER.

Mister Steers Chuck Wagon Inc.

Avis est par les présentes donné que « Mister Steers Chuck Wagon Inc. » ayant son bureau chef dans les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à partir de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Date à Montréal, ce 30e jour d'avril 1969.

Les procureurs de la requérante,
29310 STEIN & STEIN.

Power-Magic Company Ltd.

La compagnie « Power-Magic Company Ltd. » donne avis par les présentes qu'elle demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, le 9 mai 1969.

Le secrétaire,
29312-o JEAN-PAUL GAGNÉ.

N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that "N. Robinson Construction & Equipment Co. Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

DAGENAIS & DAGENAIS, *advocates,*
29313 *Attorneys for the Company.*

Salon Funéraire La Sarre inc.

Notice is hereby given that "Salon Funéraire La Sarre inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

CINQ-MARS, GRIMARD
& BÉLANGER,
29315 *Attorneys for the Company.*

Mister Steers Chuck Wagon Inc.

Notice is hereby given that "Mister Steers Chuck Wagon Inc." having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 30th day of April 1969.

STEIN & STEIN,
29310-o *Attorneys for petitioner.*

Power-Magic Company Ltd.

The company "Power-Magic Company Ltd." hereby gives notice that application will be made to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the province of Québec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, this May 9, 1969.

JEAN-PAUL GAGNÉ,
29312 *Secretary.*

Divers
Compagnies

Acme Pontiac-Buick incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 1er avril 1969 le règlement numéro 24 de la compagnie « Acme Autoservice ltée », changeant son nom en celui de « Acme Pontiac-Buick incorporée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29191-o 10492-56

Les Breuvages Crépin inc.
Crépin Beverages Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 21 avril 1969 le règlement numéro 5 de la compagnie « Richer & Frère ltée », changeant son nom en celui de « Les Breuvages Crépin inc.— Crépin Beverages Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
29194-o 10830-53

Miscellaneous
Companies

Acme Pontiac-Buick incorporée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 1, 1969, approved the by-law No. 24 of the company "Acme Autoservice ltée", changing its name into that of "Acme Pontiac-Buick incorporée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
29191 10492-56

Les Breuvages Crépin inc.
Crépin Beverages Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 21, 1969, approved the by-law No. 5 of the company "Richer & Frère ltée", changing its name into that of "Les Breuvages Crépin inc.— Crépin Beverages Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
29194 10830-53

Affiliated Factors Corp.

Avis est donné que la compagnie « Affiliated Factors Corp. » a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 12.

Le secrétaire,
GORDON BROWN.

29192 222-64

Affiliated Factors Corp.

Notice is given that "Affiliated Factors Corp." has changed the number of its directors from 8 to 12.

GORDON BROWN,
Secretary.

29192-o 222-64

Bernal Laboratories Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Bernal Laboratories Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
PEARL CLARKE.

29193 10613-56

Bernal Laboratories Ltd.

Notice is given that "Bernal Laboratories Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

PEARL CLARKE,
Secretary.

29193-o 10613-56

Consolidated Plywood Corporation

Avis est donné que la compagnie « Consolidated Plywood Corporation » a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 7.

Le secrétaire,
J. FRÉDÉRIC PARÉ.

29195 12528-51

Consolidated Plywood Corporation

Notice is given that "Consolidated Plywood Corporation" has changed the number of its directors from 6 to 7.

J. FRÉDÉRIC PARÉ,
Secretary.

29195-o 12528-51

R. L. Dixon Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 11 avril 1969 le règlement numéro B de la compagnie « Fournier and Dixon Ltd. », changeant son nom en celui de « R. L. Dixon Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29196-o 4291-65

R. L. Dixon Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 11, 1969, approved the by-law No. B of the company "Fournier and Dixon Ltd.", changing its name into that of "R. L. Dixon Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29196 4291-65

Dynamic Welding Co. Ltd.

Avis est donné que « Dynamic Welding Co. Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs 4 à 3.

Le secrétaire,
VITA FUNDARO.

29197 3453-65

Dynamic Welding Co. Ltd.

Notice is given that "Dynamic Welding Co. Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

VITA FUNDARO,
Secretary.

29197-o 3453-65

Jack's Dress Company

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 9 avril 1969 le règlement numéro 13 de la compagnie « Boutique Maggie inc. », changeant son nom en celui de « Jack's Dress Company ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29198-o 5202-68

Jack's Dress Company

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 9, 1969, approved the by-law Number 13 of the company "Boutique Maggie inc.", changing its name into that of "Jack's Dress Company".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29198 5202-68

Métro Caravane ltée
Metro Caravan Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Métro Caravane ltée — Metro Caravan Ltd. », a fixé le nombre de ses administrateurs à 4.

Le secrétaire,
GILBERT CURRIER.

29201-o 1687-68

Métro Caravane ltée
Metro Caravan Ltd.

Notice is given that "Métro Caravane ltée — Metro Caravan Ltd.", has fixed to 4 the number of its directors.

GILBERT CURRIER,
Secretary.

29201 1687-68

Morgan Insurance Services Ltd.
Les Services d'Assurance Morgan ltée

Avis est donné que « Morgan Insurance Services Ltd.— Les Services d'Assurance Morgan ltée » a changé le nombre de ses directeurs, de 11 à 13.

Le secrétaire,
E. W. ROWAT.

29203 6379-47

Morgan Insurance Services Ltd.
Les Services d'Assurance Morgan ltée

Notice is given that "Morgan Insurance Services Ltd.— Les Services d'Assurance Morgan ltée" has changed the number of its directors from 11 to 13.

E. W. ROWAT,
Secretary.

29203-o 6379-47

Jean-Pierre Coiffure inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 14 avril 1969 le règlement numéro 3 de la compagnie « Salon Hans inc.— Hans Salon Inc. », changeant son nom en celui de « Jean-Pierre Coiffure inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29199-o 5541-64

Jean-Pierre Coiffure inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 14, 1969, approved the by-law number 3 of the company "Salon Hans inc.— Hans Salon Inc.", changing its name into that of "Jean-Pierre Coiffure inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29199 5541-64

Lutfy Ltd.
Lutfy ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 25 avril 1969 le règlement numéro 53 de la compagnie « Lutfy Whitewear Mfg. Co. », changeant son nom en celui de « Lutfy Ltd.— Lutfy ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29200-o 3257-45

Lutfy Ltd.
Lutfy ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 25, 1969, approved the by-law number 53 of the company "Lutfy Whitewear Mfg. Co.", changing its name into that of "Lutfy Ltd.— Lutfy ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29200 3257-45

Montrad Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 17 avril 1969 le règlement numéro A de la compagnie « Traders Holdings Ltd. », changeant son nom en celui de « Montrad Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29202-o 4056-64

Montrad Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 17, 1969, approved the by-law number A of the company "Traders Holdings Ltd.", changing its name into that of "Montrad Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29202 4056-64

Georges Pouliot inc.

Avis est donné que la compagnie « Georges Pouliot inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GEORGES-A. POULIOT.

29204-o 8722-50

Georges Pouliot inc.

Notice is given that "Georges Pouliot inc." changed the number of its directors from 3 to 4.

GEORGES-A. POULIOT,
Secretary.

29204 8722-50

Les Presses libres limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 16 avril 1969 le règlement numéro 4 de la compagnie « Cartomat inc. », changeant son nom en celui de « Les Presses libres limitée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29205-o 49-68

Les Presses libres limitée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 16, 1969, approved the by-law Number 4 of the company "Cartomat inc.", changing its name into that of "Les Presses libres limitée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29205 49-68

Salon de Gala Roger Deblois inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 14 avril 1969 le règlement numéro 5 de la compagnie « Salon de Gala inc. », changeant son nom en celui de « Salon de Gala Roger Deblois inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29206-o 4062-68

Salon de Gala Roger Deblois inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 14, 1969, approved the by-law Number 5 of the company "Salon de Gala inc.", changing its name into that of "Salon de Gala Roger Deblois inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29206 4062-68

Traders Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Traders Holdings Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire-trésorier,
E. A. A. WIGHTON.

29207-o 4056-64

Traders Holdings Ltd.

Notice is given that "Traders Holdings Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

E. A. A. WIGHTON,
Secretary-Treasurer.

29207-o 4056-64

The United Church Montreal Homes for Elderly People

Avis est donné que la corporation « The United Church Montreal Homes for Elderly People » a changé le nombre de ses administrateurs de 22 à 16.

Le secrétaire,
GEORGE W. HALL.

29208 2-65

The United Church Montreal Homes for Elderly People

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 14 avril 1969, approuvé le règlement Spécial « C » diminuant le nombre des administrateurs de la corporation « The United Church Montreal Homes for Elderly People », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29208-o 2-65

Universal Silhouette Ltd.

Avis est donné que « Universal Silhouette Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
PHILIPPO ALFANI.

29209 12366-60

Zorbas Restaurant Inc.

Avis est donné que la compagnie « Zorbas Restaurant Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
GEORGIA MANOLAKOS.

29210 4114-68

Boot-in Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 3 avril 1969 le règlement numéro 23 de la compagnie « G. P. Shoemart Inc. », changeant son nom en celui de « Boot-in Ltd. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29238-o 4293-67

Conseil de Bien-Être du Québec

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 24 avril 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil de Bien-Etre du Québec », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29239-o 2006-64

Foyer Lajemmerais

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 29 avril 1969, approuvé les règlements généraux et le règlement numéro 2 de la corporation « Foyer Lajemmerais », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29243-o 5301-68

The United Church Montreal Homes for Elderly People

Notice is given that "The United Church Montreal Homes for Elderly People" has changed the number of its directors from 22 to 16.

GEORGE W. HALL,
Secretary.

29208-o 2-65

The United Church Montreal Homes for Elderly People

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved on April 14, 1969 Special by-law "C" decreasing the number of directors of "The United Church Montreal Homes for Elderly People" from 22 to 16, and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29208 2-65

Universal Silhouette Ltd.

Notice is given that "Universal Silhouette Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

PHILIPPO ALFANI,
Secretary.

29209-o 12366-60

Zorbas Restaurant Inc.

Notice is given that "Zorbas Restaurant Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GEORGIA MANOLAKOS,
Secretary.

29210-o 4114-68

Boot-in Ltd.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 3, 1969, approved the by-law number 23 of the company "G. P. Shoemart Inc.", changing its name into that of "Boot-in Ltd.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29238 4293-67

Conseil de Bien-Être du Québec

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 24, 1969, approved the general by-laws of "Conseil de Bien-Etre du Québec", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29239 2006-64

Foyer Lajemmerais

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 29, 1969, approved the general by-laws and by-law number 2 of "Foyer Lajemmerais", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29243 5301-68

Arthur Deshaies & fils inc.

Avis est donné que la compagnie « Arthur Deshaies & fils inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
MARCEL DESHAIES.

29240-o 2324-63

Arthur Deshaies & fils inc.

Notice is given that "Arthur Deshaies & fils inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MARCEL DESHAIES,
Secretary.

29240 2324-63

Dominion Ready Mix Inc.

Avis est donné que la compagnie « Dominion Ready Mix Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
ROLAND ROCHETTE.

29241-o 12873-54

Dominion Ready Mix Inc.

Notice is hereby given that "Dominion Ready Mix Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

ROLAND ROCHETTE,
Secretary.

29241 12873-54

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 28 avril 1969, approuvé le règlement numéro 4 de la corporation "The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29242-o 798-64

The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 28, 1969, approved by-law number 4 of "The English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch)", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29242 798-64

Heather Curling Club Inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 23 avril 1969, approuvé les règlements C et D de la corporation « Heather Curling Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29244-o 2129-22

Heather Curling Club Inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 23, 1969, approved by-laws C and D of "Heather Curling Club Inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29244 2129-22

L'Hôpital Général de Sorel

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 28 avril 1969, approuvé le règlement numéro 2 de la corporation « L'Hôpital Général de Sorel », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29245-o 4617-68

L'Hôpital Général de Sorel

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 28, 1969, approved by-law Number 2 of "L'Hôpital Général de Sorel", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29245 4617-68

Lingerie Lambton inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Lingerie Lambton inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
FLORENCE ST-PIERRE.

29246 2384-64

Lingerie Lambton inc.

Notice is given that "Lingerie Lambton inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

FLORENCE ST-PIERRE,
Secretary.

29246-o 2384-64

Roch Montpetit inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 21 avril 1969 le règlement numéro 12 de la compagnie « Roch Montpetit & Perras inc. », changeant son nom en celui de « Roch Montpetit inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29248-o 11584-54

Roch Montpetit inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 21, 1969, approved the by-law Number 12 of the company "Roch Montpetit & Perras inc.", changing its name into that of "Roch Montpetit inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

29248 11584-54

Mark Hot inc.

Avis est donné que la compagnie « Mark Hot inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 5.

Le secrétaire,
CHARLES E. LEGAULT.

29247-o 6729-49

Mark Hot inc.

Notice is hereby given that "Mark Hot inc.", has changed the number of its directors from 7 to 5.

CHARLES E. LEGAULT,
Secretary.

29247 6729-49

Yvon St-Gelais inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 17 avril 1969 le règlement numéro XXIV de la compagnie « Les Entreprises d'Europe (Québec) inc. », changeant son nom en celui de « Yvon St-Gelais inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29249-o 237-67

Yvon St-Gelais inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 17, 1969, approved the by-law No. XXIV of the company "Les Entreprises d'Europe (Québec) inc.", changing its name into that of "Yvon St-Gelais inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29249 237-67

S. Storozuk & Son Ltd.
S. Storozuk & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 15 avril 1969 le règlement numéro XXVI de la compagnie « S. Storozuk Transport Ltd.— S. Storozuk Transport ltée », changeant son nom en celui de « S. Storozuk & Son Ltd.— S. Storozuk & fils ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29250-o 5636-65

S. Storozuk & Son Ltd.
S. Storozuk & fils ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 15, 1969, approved the by-law No. XXVI of the company "S. Storozuk Transport Ltd.— S. Storozuk Transport ltée", changing its name into that of "S. Storozuk & Son Ltd.— S. Storozuk & fils ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29250 5636-65

La Troupe de l'Atelier inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 29 avril 1969, approuvé le règlement numéro 1 de la corporation « La Troupe de l'Atelier inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29251-o 3944-67

La Troupe de l'Atelier inc.

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 29, 1969, approved by-law number 1 of "La Troupe de l'Atelier inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29251 3944-67

Weshler Sales Promotions Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Weshler Sales Promotions Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
HAROLD WINE.

29252 11424-56

Weshler Sales Promotions Ltd.

Notice is given that "Weshler Sales Promotions Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

HAROLD WINE,
Secretary-Treasurer.

29252-o 11424-56

Alsco Montreal Inc.

Avis est donné que « Alsco Montreal Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 6 à 8.

Le secrétaire,
LILY DUBROFSKY (BESNER).

29274 13937-51

Alsco Montreal Inc.

Notice is given that "Alsco Montreal Inc." has changed the number of its directors from 6 to 8.

LILY DUBROFSKY (BESNER),
Secretary.

29274-o 13937-51

Rotary Club of Westmount Welfare Fund

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 1er mai 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Rotary Club of Westmount Welfare Fund », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29278-o 3065-67

Rotary Club of Westmount Welfare Fund

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on May 1, 1969, approved the general by-laws of "Rotary Club of Westmount Welfare Fund", and such, pursuant to section 25 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29278 3065-67

Les Résidents du Lac des Piles inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 9 avril 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Les Résidents du Lac des Piles inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29277-o 2847-53

Café Tropicana inc.

Avis est donné que la compagnie « Café Tropicana inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ROGER BEAUDET.

29275-o 14851-61

Paramount Construction (Québec) Ltd.

Avis est donné que « Paramount Construction (Québec) Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs, de 3 à 4.

Le secrétaire,
A. HALTRECHT.

29276 13024-61

Les Développements Parc Québécois inc.

Avis est donné que « Les Développements Parc Québécois inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire-trésorier,
MORRIS LECKERMAN.

29289 1999-68

Gival inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 28 avril 1969 le règlement numéro 45 de la compagnie « Hôtel Iroquois inc. », changeant son nom en celui de « Gival inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29321-o 5142-44

Herlicon Metals & Plastics Inc.

Avis est donné que « Herlicon Metals & Plastics Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le sous-secrétaire,
L. ZINKEWICH.

29290 19697-53

Marso inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 29 avril 1969 le règlement Spécial « A » de la compagnie « Brigitte's Inc. », changeant son nom en celui de « Marso inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29323-o 378-68

Urbatique inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 30 avril 1969 le règlement numéro 5 de la compagnie « Bemer inc. », changeant son nom en celui de « Urbatique inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29324-o 4025-67

Les Résidents du Lac des Piles inc.

Notice is given that the Provincial Secretary approved, on April 9, 1969, the general by-laws of "Les Résidents du Lac des Piles inc.", and such, pursuant to section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29277 2847-53

Café Tropicana inc.

Notice is given that "Café Tropicana inc." has changed the number of its directors from 4 to 3.

ROGER BEAUDET,
Secretary.

29275-o 14851-61

Paramount Construction (Québec) Ltd.

Notice is given that "Paramount Construction (Québec) Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 4.

A. HALTRECHT,
Secretary.

29276-o 13024-61

Les Développements Parc Québécois inc.

Notice is given that "Les Développements Parc Québécois inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

MORRIS LECKERMAN,
Secretary-Treasurer.

29289-o 1999-68

Gival inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 28, 1969, approved the by-law No. 45 of the company "Hôtel Iroquois inc.", changing its name into that of "Gival inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29321 5142-44

Herlicon Metals & Plastics Inc.

Notice is given that "Herlicon Metals & Plastics Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

L. ZINKEWICH,
Assistant-Secretary.

29290-o 19697-53

Marso inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 29, 1969, approved the Special by-law "A" of the company "Brigitte's Inc.", changing its name into that of "Marso inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29323 378-68

Urbatique inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 30, 1969, approved the by-law No. 5 of the company "Bemer inc.", changing its name into that of "Urbatique inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29324 4025-67

Bagel King Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 29 avril 1969 le règlement numéro 16 de la compagnie « Bakery Leaseholds Corp. », changeant son nom en celui de « Bagel King Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29319-o 2153-67

Bagel King Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 29, 1969, approved the by-law No. 16 of the company "Bakery Leaseholds Corp.", changing its name into that of "Bagel King Inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29319 2153-67

Fortin Delage & Associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 28 avril 1969 le règlement numéro 8 de la compagnie « Couillard, Fortin, Delage et Associés inc. », changeant son nom en celui de « Fortin Delage & Associés inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29320-o 2027-68

Fortin Delage & Associés inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 28, 1969, approved the by-law No. 8 of the company "Couillard, Fortin, Delage et Associés inc.", changing its name into that of "Fortin Delage & Associés inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29320 2027-68

M.F. Paint Inc.
Peintures M.F. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 28 avril 1969 le règlement numéro A de la compagnie « M.F. Texture Inc. », changeant son nom en celui de « M.F. Paint Inc.— Peintures M.F. inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29322-o 5227-67

M.F. Paint Inc.
Peintures M.F. inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on April 28, 1969, approved the by-law No. A of the company "M.F. Texture Inc.", changing its name into that of "M.F. Paint Inc.— Peintures M.F. inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29322 5227-67

Sièges sociaux

A. & B. Système Service inc.
A. & B. System Service Inc.

Avis est donné que la compagnie « A. & B. Système Service inc.— A. & B. System Service Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de mars 1969, et ayant son siège social dans la cité de ville St-Laurent a établi son bureau au numéro 1100 rue St-Amour.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Ville St-Laurent, ce 21e jour de mars 1969.

Le secrétaire,
GILLES ARMAND.

29211-o 509-69

Construction Boulevard Léger ltée

Avis est donné que « Construction Boulevard Léger ltée », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies en date du 1er octobre 1968 et ayant son siège social dans la ville de St-Laurent, a établi son bureau à 2722, rue Baker, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 15 avril 1969.

Le président,
PIERRE AUBUCHON.

29214-o 4401-68

Head Offices

A. & B. Système Service inc.
A. & B. System Service Inc.

Notice is hereby given that "A. & B. Système Service inc.— A. & B. System Service Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 31st day of March, 1969, and having its head office in the city of Ville St-Laurent, has established its office at number 1100 St-Amour St.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Ville St-Laurent, this 21st day of March, 1969.

GILLES ARMAND,
Secretary.

29211 509-69

Construction Boulevard Léger ltée

Notice is hereby given that "Construction Boulevard Léger ltée", incorporated by letters patent issued under the provisions of Part I of the Companies Act on October 1, 1968 and having its head office in the town of St-Laurent, has established its office at 2722 Baker Street, in the said town.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, on April 15, 1969.

PIERRE AUBUCHON,
President.

29214-o 4401-68

Club d'Investissement Orford inc.

Avis est donné que la compagnie « Club d'Investissement Orford inc. », constituée en corporation, en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 18 juillet 1968, ayant son bureau principal en la ville de Magog, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, au numéro 509, de la rue Maisonneuve, l'a transporté au numéro 156, rue Édouard Est.

À compter de la date des présentes ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son bureau principal.

Donné à Magog, ce 15e jour d'avril 1969.

Le trésorier,
JACQUES GAUDREAU.

29212-o 2937-68

Composite Development Ltd.

Avis est donné que « Composite Development Ltd. » a changé son siège social de 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, à 2045, rue Bonin, St-Laurent.

Le secrétaire,
M. MENNI.

29213 4168-68

Construction Norcen inc.
Norcen Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Construction Norcen inc.— Norcen Construction Inc. », constituée en corporation par lettres patentes octroyées le 31 décembre 1968 et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à suite 750, 1 Place Ville Marie, Montréal, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 28e jour d'avril 1969.

Le secrétaire,
JEAN A. SAVARD.

29215-o 6171-68

Cudex Inc.

Avis est, par la présente, donné que « Cudex Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes en date du 13 décembre 1968, a transporté son siège social de 1262, Val Martin, Ville de Laval, à 400, boulevard Labelle, Ville de Laval, Province de Québec.

Ville de Laval, Québec, ce 9e jour d'avril, 1969.

La secrétaire,
MME JOSETTE LEDUC.

29216-o 5936-68

Arkitex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Arkitex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1968, et ayant son siège social dans la ville de Montréal a établi son bureau au numéro 8129 de la rue St-Denis.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 28e jour d'avril 1969.

(Sceau) *Le président,*
MARC BÉLANGER.

29254-o 5961-68

Club d'Investissement Orford inc.

Notice is given that "Club d'Investissement Orford inc.", a corporation incorporated under the provisions of Part I of the Companies Act, on July 18, 1968, having its head office in the town of Magog, where its office was situated up to to-day at number 509 Maisonneuve Street, has moved it to number 156 Édouard Street East.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Magog, this 15th day of April, 1969.

JACQUES GAUDREAU,
Treasurer.

29212 2937-68

Composite Development Ltd.

Notice is given that "Composite Development Ltd." has transferred its head office from 1010 St. Catherine Street West, Montreal to 2045 Bonin Street, St. Laurent.

M. MENNI,
Secretary.

29213-o 4168-68

Construction Norcen inc.
Norcen Construction Inc.

Notice is hereby given that the company "Construction Norcen inc.— Norcen Construction Inc.", incorporated by letters patent dated December 31, 1968 and having its head office in Montreal, district of Montreal, Province of Québec, has established its office at suite 750, 1 Place Ville Marie, Montreal, P.Q.

From the date of the present notice, said office is considered by the Company as being its principal place of business.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1969.

JEAN A. SAVARD,
Secretary.

29215-o 6171-68

Cudex Inc.

Notice is hereby given that "Cudex Inc.", incorporated under Part I of the Companies Act by letters patent dated December 13, 1968, has moved its head office from 1262 Val Martin, Ville de Laval, to 400 Labelle Boulevard, Ville de Laval, Province of Québec.

Ville de Laval, Québec, this 9th day of April, 1969.

MRS. JOSETTE LEDUC,
Secretary.

29216-o 5936-68

Arkitex Inc.

Notice is given that "Arkitex Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1968 and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 8129 Saint-Denis Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 28th day of April, 1969.

(Seal) MARC BÉLANGER,
President.

29254 5961-68

Angel Construction Ltd.

Avis est donné que « Angel Construction Ltd. » a transporté son siège social de 10660, rue St-Jubert, Montréal à 42, Mulberry Crescent, Dollard-des-Ormeaux.

Le secrétaire,
ALEC ENGELSTEIN.

29253 2176-66

Au Carrousel St Jean inc.

Avis est donné que la compagnie « Au Carrousel St Jean inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 mars 1968 et ayant son siège social à St-Jean où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au 112, rue St-Jacques, l'a transporté au 33, rue St-Jacques à St-Jean.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jean, ce 4e jour de mars 1968.

Le président,
AIMÉ LAINESSE.

29255-o 906-68

Les Entreprises Napierville inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Entreprises Napierville inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 31 mars 1969 et ayant son bureau principal à Napierville, province de Québec, a établi son bureau au 507, rue St-Jacques.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Napierville, ce 21e jour ed avril 1969.

Le secrétaire-trésorier,
RÉJEAN FORTIN.

29256-o 1505-69

Les Immeubles Roussin ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Roussin ltée » a changé son siège social de Thetford Mines, au numéro 3500, rue Maricourt, Ste-Foy.

Le président,
MAURICE ROUSSIN.

29257-o 4589-64

Les Textiles Mondor inc.

Avis est donné que « Les Textiles Mondor inc. », ayant son siège social à Iberville, district d'Iberville, a établi son bureau au numéro 789 de la rue Mercier à Iberville, Province de Québec.

À partir de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Iberville, ce 25e jour de mars 1969.

Le secrétaire,
(Sceau) J.-ÉMILE ROBINSON.

29258-o 62-69

Atelier France-Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Atelier France-Québec inc. » a changé son siège social de Saint-Nicolas, au numéro 666, rue Sherbrooke ouest, Montréal.

Le secrétaire,
JEAN RIVARD.

29280-o 2243-66

Angel Construction Ltd.

Notice is given that "Angel Construction Ltd." has transferred its head office from 10660 St. Jubert Street, Montreal to 42 Mulberry Crescent, Dollard-des-Ormeaux.

ALEC ENGELSTEIN,
Secretary.

29253-o 2176-66

Au Carrousel St Jean inc.

Notice is hereby given that the "Au Carrousel St Jean inc." company incorporated by letters patent on the 4th day of March 1968, and having its head office in St-Jean, where its office was situated up to-day, at 112 St-Jacques Street, has moved it to 33 St-Jacques Street, St-Jean.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St-Jean this 4th day of March 1968.

AIMÉ LAINESSE,
President.

29255-o 906-68

Les Entreprises Napierville inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises Napierville inc.", incorporated under Part I of the Companies Act on March 31, 1969, and having its head office at Napierville, Province of Québec, has established its office at 507 St-Jacques Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Napierville, this 21st day of April, 1969.

RÉJEAN FORTIN,
Secretary-Treasurer.

92256 1505-69

Les Immeubles Roussin ltée

Notice is hereby given that "Les Immeubles Roussin ltée" has changed its head office from Thetford Mines to 3500 Maricourt Street, Ste-Foy.

MAURICE ROUSSIN,
President.

29257 4589-64

Les Textiles Mondor inc.

Notice is given that "Les Textiles Mondor inc.", having its head office in Iberville, district of Iberville, has established its office at number 789 Mercier Street, at Iberville, Province of Québec.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Iberville, this 25th day of March 1969.

J.-ÉMILE ROBINSON,
(Seal) *Secretary.*

29258 62-69

Atelier France-Québec inc.

Notice is given that "Atelier France-Québec inc." has changed its head office from Saint-Nicolas to number 666 Sherbrooke Street West, Montreal.

JEAN RIVARD,
Secretary.

29180 2243-66

Cameo Realty Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Cameo Realty Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1967 et ayant son siège social dans les ville et district de Montréal, province de Québec, a établi ses bureaux au 4521, avenue du Parc.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 1er jour de mai 1969.

Le secrétaire,
JACK SCHUBERT.

29281 3577-67

Gaston Champoux limitée

Avis est donné que la compagnie« Gaston Champoux limitée », constituée en corporation en date du 26e jour de mars 1953, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son bureau situé à 6721, rue Louis-Hébert, l'a transporté à 1964 est, rue St-Zotique, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 16e jour d'avril 1969.

Le président,
GASTON CHAMPOUX.

29282-o 5855-53

City Steel Rule Dies Co. Inc.
Cie de Découpoirs en Lame d'Acier de la Cité inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « City Steel Rule Dies Co. Inc.— Cie de Découpoirs en Lame d'Acier de la Cité inc. », constituée en corporation par lettres patentes le 10 décembre 1968, a établi son bureau et siège social à 9103, rue Iberville, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Montréal, le 27 janvier 1969.

Le président,
FRANÇOIS BOISCLAIR.

29283-o 5254-68

Gosselin Express ltée
Gosselin Express Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Gosselin Express ltée — Gosselin Express Ltd. » a changé son siège social du numéro 8535, Pascal-Gagnon, Saint-Léonard, au numéro 141, boulevard Smith, Thetford-Mines.

Le secrétaire,
ROGER GOSSELIN.

29286-o 1847-64

Jean-Paul Gauthier inc.

Avis est donné que la compagnie « Jean-Paul Gauthier inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 9e jour de juin 1967, et ayant son bureau principal à l'Assomption, a établi son bureau principal à 22 Boulevard l'Ange-Gardien au lieu de 170 Marguerite-Bourgeois de la ville ci-haut mentionnée.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à l'Assomption, ce 24 mars 1969.

Le président,
JEAN-PAUL GAUTHIER, M.D.

29285-o 1715-67

Cameo Realty Inc.

Notice is hereby given that "Cameo Realty Inc.", incorporated by letters patent on the 16th day of October, 1967, and having its head office in the city and district of Montreal, province of Québec, has established its office at 4521 Park Avenue.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 1st day of May 1969.

JACK SCHUBERT,
Secretary.

29281-o 3577-67

Gaston Champoux limitée

Notice is hereby given that "Gaston Champoux limitée", incorporated on the 26th day of March, 1953, and having its head office in the city of Montreal, where it had its office situated at 6721 Louis-Hébert Street, changed it to 1964 St-Zotique Street East, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 16th day of April, 1969.

GASTON CHAMPOUX,
President.

29282 5855-53

City Steel Rule Dies Co. Inc.
Cie de Découpoirs en Lame d'Acier de la Cité inc.

Notice is hereby given that "City Steel Rule Dies Co. Inc.— Cie de Découpoirs en Lame d'Acier de la Cité inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of December the 10th 1969, has established its office at 9103 Iberville Street, Montreal, in the district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company has being the head office of the company.

Montreal, January 27, 1969.

FRANÇOIS BOISCLAIR,
President.

29283-o 5254-68

Gosselin Express ltée
Gosselin Express Ltd.

Notice is given that "Gosselin Express ltée — Gosselin Express Ltd." has changed its head office from number 8535 Pascal-Gagnon, Saint-Léonard, to number 141, Smith Boulevard, Thetford-Mines.

ROGER GOSSELIN,
Secretary.

29286 1847-64

Jean-Paul Gauthier inc.

Notice is hereby given that "Jean-Paul Gauthier inc.", a corporation incorporated by letters patent dated the 9th day of June, 1967 and having its head office at L'Assomption, has established its head office at 22 L'Ange-Gardien Boulevard, instead of 170 Marguerite-Bourgeois, in the abovementioned town.

From and after the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at L'Assomption, March 24, 1969.

JEAN-PAUL GAUTHIER, M.D.,
President.

29285 1715-67

Messagerie Cotière ltée
Coastal Shipping Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Messagerie Cotière ltée — Coastal Shipping Ltd. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies (Québec), par lettres patentes émises le 14 avril 1969, a établi son bureau principal au numéro 210 ouest, rue Notre-Dame, dans les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 23e jour d'avril 1969.

(Sceau) *La secrétaire,*
MYRTO BRASSEUR.

29284-o 1590-69

Messagerie Cotière ltée
Coastal Shipping Ltd.

Notice is hereby given that "Messagerie Cotière ltée — Coastal Shipping Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act (Québec) by letters patents dated April 14, 1969, has established its head office at number 210 Notre-Dame Street West, in the city and district of Montreal, province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 23rd day of April, 1969.

(Seal) MYRTO BRASSEUR,
Secretary.

29284-o 1590-69

Molybia Mines, Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Molybia, limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné que la compagnie « Molybia Mines, Limited » (No Personal Liability) — « Les Mines Molybia, limitée » (Libre de responsabilité personnelle) a transporté son siège social de 84 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, à 210 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Le président,
CHAS.-A. MAGNAN.

29287-o 5490-65

Molybia Mines, Limited
(No Personal Liability)
Les Mines Molybia, limitée
(Libre de responsabilité personnelle)

Notice is given that "Molybia Mines, Limited" (No Personal Liability) — "Les Mines Molybia, limitée" (Libre de responsabilité personnelle) has transferred its head office from 84 Notre-Dame Street West, Montreal, to 201 St. James Street West, Montreal.

CHAS.-A. MAGNAN,
President.

29287 5490-65

Taverne l'Étrier inc.

Avis est donné que la compagnie « Taverne l'Étrier inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 29 novembre 1968 et ayant son siège social à Rimouski dans le district de Rimouski a établi son bureau au numéro 2808 Bellevue, dans ladite ville de Rimouski.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Rimouski ce 3e jour de janvier 1969.

Le président,
ROMUALD DUCHESNE.

29288-o 5653-68

Taverne l'Étrier inc.

Notice is hereby given that "Taverne l'Étrier inc.", incorporated by letters patent dated November 29, 1968, and having its head office at Rimouski, in the district of Rimouski, has established its office at 2808 Bellevue, in the said town of Rimouski.

From and after the date of the present notice the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Rimouski, this 3rd day of January, 1969.

ROMUALD DUCHESNE,
President.

29288 5653-68

Drew Brown Shipping and Trading Limited

Avis est donné que « Drew Brown Shipping and Trading Limited » a transporté son siège social de Montréal à Dorval.

Le secrétaire,
A. R. MOSELEY.

29291 3490-45

Drew Brown Shipping and Trading Limited

Notice is given that "Drew Brown Shipping and Trading Limited" has transferred its head office from Montreal to Dorval.

A. R. MOSELEY,
Secretary.

29291-o 3490-45

Servicentre Harnois inc.

Avis est donné que la compagnie « Servicentre Harnois inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du vingt-troisième jour de septembre 1969, et ayant son bureau principal dans la paroisse de St-Thomas, district de Joliette, a établi son bureau au numéro 531, rang Sud, dans ladite paroisse.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 1er jour de mai, 1969.

Le secrétaire,
GUY BOIVIN.

29295-o 4102-68

Servicentre Harnois inc.

Notice is hereby given that "Servicentre Harnois inc.", a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Companies Act on the twenty-third day of September 1968, and having its head office in the parish of St-Thomas, district of Joliette, has established its office at number 531, rang Sud, in the said parish.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 1st day of May, 1969.

GUY BOIVIN,
Secretary.

29295-o 4102-68

Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée
North-West Québec Enterprises Limited

Avis est donné que la compagnie « Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée — North-West Québec Enterprises Limited » a changé son siège social du numéro 4101, rue Jarry est, Montréal, au numéro 499, rue Forest, Saint-Paul.

Le président,
ROLAND PERREAULT.

29292-o 11154-62

Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée
North-West Québec Enterprises Limited

Notice is given that "Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée — North-West Québec Enterprises Limited" has changed its head office from number 4101 Jarry Street East, Montreal, to number 499 Forest Street, Saint-Paul.

ROLAND PERREAULT,
President.

29292 11154-62

Goldmark Optical Supplies Ltd.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Goldmark Optical Supplies Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes le 3e jour de juillet 1953, a établi son siège social au 22, avenue Sunset, Outremont, Montréal, district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 2e jour de mai 1969.

Le président,
DAVID GOLDSTONE.

29293 13387-53

Goldmark Optical Supplies Ltd.

Notice is hereby given that "Goldmark Optical Supplies Ltd.", incorporated by letters patent on the 3rd day of July, 1953, has established its head office at 22 Sunset Avenue, Outremont, Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 2nd day of May, 1969.

DAVID GOLDSTONE,
President.

29293-o 13387-53

Magasin 2 pour 1 inc.
2 for 1 Store inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Magasin 2 pour 1 inc.— 2 for 1 Store Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de mars 1969 et ayant son bureau principal dans la cité de Jacques-Cartier, a établi son siège social au numéro 1100, boulevard Marie-Victorin, cité de Jacques-Cartier, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté dans la cité de Jacques-Cartier, le 27e jour de mars 1969.

Le secrétaire,
CHRISTIAN TURIANSKYJ.

29294 1389-69

Magasin 2 pour 1 inc.
2 for 1 Store inc.

Notice is hereby given that "Magasin 2 pour 1 inc.— 2 for 1 Store Inc.", incorporated by letters patent on the 26th day of March, 1969, and having its head office in the city of Jacques Cartier, has established its head office at No. 1100 Marie-Victorin Blvd., city of Jacques Cartier, Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Jacques Cartier, this 27th day of March 1969.

CHRISTIAN TURIANSKYJ,
Secretary.

29294-o 1389-69

Examen des Agronomes — Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Tableau des inscriptions pour l'admission à la pratique de la profession d'agronome
Table of entries for admission to the practice of the profession of agrologist

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Arsenault, Jules-André	26	C.P. 174, Bonaventure, comté de Bonaventure	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Beauregard, Guy	26	Baieville, comté de Yamaska	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Belisle, Pierre	25	St-Mathias, comté de Rouville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Benedetti, Luigi	22	R.R. 1, Napierville, comté de Napierville	Macdonald College.
Bernard, Florian	25	310, Place Neuviale, ville Duberger, Québec 8	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bernier, Yvan	26	St-Romain, comté de Frontenac	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Blackburn, Majella	22	1903, Côte Reserve, Chicoutimi	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Blais, J.-Aexlandre	25	841, rue Du Vallon, app. 24, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Boucher, Paul-André	23	R.R. 1, Mont-Grégoire, comté d'Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bourbeau, Gilles	26	16, rue Jolicoeur, app. 5, Victoriaville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Bricault, Yves	26	605, 19e avenue, Lachine	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Champagne, Léandre	25	141, rue St-Jean, Asbestos, comté de Richmond	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Charbonneau, Régis	24	Mont-St-Grégoire, comté d'Iberville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Couture, Michel	24	352, St-Joseph, Lauzon, Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Delisle, Urgel	27	1146, Des Érables, Québec 6	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dubeau, Germain	26	200, boul. St-Jacques, Neufchatel	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dumas, Pierre	25	St-Antoine-de-Tilly, comté de Lotbinière	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Dupuis, Gilles	26	St-Théodore d'Acton, comté de Bagot	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Élie, Serge	38	17, Place Dufresne, Cap Rouge	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Fortier, Valère	22	St-Isidore d'Auckland, comté de Compton	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gelinas, Jean-Pierre	27	3474, Neilson, app. 8, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Gosselin, Gaston	24	St-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Grenier, Gaston	26	260, 23e rue, app. 1, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laflamme, Gaétan	25	1024, De Noue, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laflamme, Gérard	23	Bienville, comté de Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lainé, Normand	23	Village des Hurons Québec	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lamarre, Michel	25	860, Des Vieux Moulins, L'Acadie	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laverdière, Marc	23	914, boul. Alexandre, Sherbrooke	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Landry, Michel	23	380, St-Félix, Mont-Carmel Valmont, comté de Champlain	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Lemieux, Normand	23	Plessisville	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marceau, Gaétan	22	St-Anselme, comté de Dorchester	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Marchand, Claude	23	1165, chemin St-Joseph, Bernières	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Meunier, Noël	25	53, St-Joseph, Granby, comté de Shefford	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Nolet, Lauréat	26	Buckland, comté de Bellechasse	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Payette, Denis	26	718, Place Horizon, Ste-Foy	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Purdon, John	25	815, 23rd Street, Charny	Macdonald College.
Rioux, Romain	26	R.R. 1, St-Jean-Dieu, Rivière-du-Loup	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Rousselle, Gilles	24	841, Route du Vallon, app. 45, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Scott, Lise	22	C.P. 209, Labelle, comté de Labelle	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Thibault, Serge	26	309, 2e rue, Québec 3	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Vachon, Clodor	27	1115, St-Antome app. 5, Joliette	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Montréal 357, le 29 avril 1969 — Montreal 357, April 29, 1969.

Le secrétaire général de La Corporation des Agronomes de la province de Québec,
THÉODORE MONGEON, AGRONOME,
Secretary General of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

29109-19-2-o

Demandes à la Législature

Cité de Verdun

Avis public est, par les présentes, donné que la cité de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 Édouard VII, chapitre 73 et ses amendements, sur les matières suivantes:

— pour remplacer de nouveau l'article 2 de la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 72, déjà remplacé par l'article 3 de la loi 15-16 Elizabeth II, chapitre 93;

— pour que le contrat passé le 28 avril 1966 devant le notaire Jean-Luc Trempe, sous le No 5172 de ses minutes, entre la ville de Montréal et la cité de Verdun, soit continué pour 3 ans à compter du 19 mars 1969;

— pour faire amender pour la cité l'article 539 de la Loi des cités et villes;

— pour faire abroger le dernier paragraphe de l'article 9 de la loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 54; et pour toutes les autres fins.

Montréal, ce 2 avril 1969.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
28823-16-5-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

La Ville de St-Gabriel

Avis public est, par les présentes, donné que « La Ville de St-Gabriel », s'adressera à l'Assemblée Nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi décrétant l'annexion du Lac Maskinongé au territoire de la ville de St-Gabriel.

Montréal, le 30 avril 1969.

Les procureurs,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,
29153-19-4-o HÉBERT & MAILLOUX.

Les Soeurs de la Charité d'Ottawa

Avis est, par les présentes, donné que «Les Soeurs de la Charité d'Ottawa» s'adresseront à l'Assemblée Nationale de Québec à sa présente session pour obtenir la passation d'une loi leur permettant de créer une nouvelle corporation avec les pouvoirs habituels des corporations religieuses, particulièrement le droit d'incorporer des maisons, et pour tous autres pouvoirs.

Montréal, le 21 avril 1969.

Les procureurs de la requérante,
MONETTE FILION CLERK MICHAUD
28978-17-4-o BARAKETT ET LÉVESQUE.

Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que « Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec lors de la présente session, pour l'adoption d'une loi:

1° Abrogeant les articles 3 et 4, concernant les terres en culture, S.R.Q., 1954-1955, 3-4 Elizabeth II, Ch. 120;

2° Et pour toutes autres fins.

Les Commissaires d'École pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères, ce 24 avril 1969.

Le procureur de la requérante,
29033-18-4-o LUC POUPART, avocat.

Applications to Legislature

City of Verdun

Public notice is hereby given that the city of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of an act amending its charter, the Act 7, Edward VII, chapter 73 and its amendments, on the following matters:

— to replace article 2 of Act 5-6 Elizabeth II, chapter 72, as amended by article 3 of Act 15-16 Elizabeth II, chapter 93;

— to have the contract entered into on April 28th 1966, before Notary Jean-Luc Trempe, under No. 5172 of his minutes, between the city of Montreal and the city of Verdun, continued for three years, since March 19, 1969;

— to amend for the city of Verdun, article 539 of the Cities and Towns Act;

— to abrogate the last paragraph of article 9 of Act 7-8 Elizabeth II, chapter 54; and for all other purposes.

Montreal, April 2, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
28823-16-5-o *Attorneys.*

The Town of St. Gabriel

Public notice is hereby given that "The Town of St. Gabriel" will apply to the National Assembly of the Province of Québec, for the adoption of an Act enacting the annexation of the Lac Maskinongé to the territory of the Town of St. Gabriel.

Montreal, April 30, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER, PAGÉ,
HÉBERT & MAILLOUX,
29153-19-4-o *Attorneys.*

Sisters of Charity at Ottawa

Notice is hereby given that «Sisters of Charity at Ottawa» will apply to the National Assembly of Québec at its present session for the passing of an Act allowing it to create a new corporation with the powers pertaining ordinarily to religious corporations, to give it the right to incorporate houses, and for any other powers.

Montreal, April 21, 1969.

MONETTE FILION CLERK MICHAUD
BARAKETT AND LÉVESQUE,
28978-17-4-o *Attorneys for the petitioners.*

Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères

Public notice is hereby given that the "Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères" will apply to the National Assembly of Québec at its present session, for the adoption of an Act:

1. Abrogating articles 3 and 4, regarding lands under cultivation, R.S.Q. 1954-1955, 3-4 Elizabeth II, Ch. 120.

2. And for all other purposes.

Les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de Contrecoeur dans le Comté de Verchères, this April 24, 1969.

LUC POUPART, barrister,
29033-18-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Ville de Gagnon

Avis public est par les présentes, donné que la « ville de Gagnon » s'adressera à l'Assemblée Nationale du Québec, à sa session courante, en vue d'annexer à son territoire présent un territoire non organisé. Et pour toutes autres fins.

Baie-Comeau, ce 23ième jour d'avril 1969.

Les procureurs de la pétitionnaire,
29012-18-4-o ROULEAU. HAMELIN & CARRIER.

Town of Gagnon

Public notice is hereby given that the "Town of Gagnon" will apply to the Québec National Assembly, at its present session, to annex an unorganized territory to its present territory. And for all other purposes.

Baie Comeau, this 23rd day of April, 1969.

ROULEAU, HAMELIN & CARRIER,
29012-18-4 *Attorneys for the Petitioner.*

La Commission scolaire Baldwin-Cartier

Avis public est, par les présentes donné que les commissaires d'écoles de « La Commission scolaire Baldwin-Cartier » s'adresseront à l'Assemblée nationale de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi pour les fins suivantes: amender l'article 2 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 154, concernant les limites des quartiers, pour les fins d'élection des commissaires; ratifier les titres de propriété sur une partie du lot numéro trois cent dix-neuf (319) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Anne; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 8 mai 1969.

Les procureurs des requérants,
LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
29270-20-4-o PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX.

Baldwin-Cartier School Commission

Public notice is hereby given that the members of the "Baldwin-Cartier School Commission" will apply to the National Assembly of the Province of Québec, at its present session, for the adoption of an act, for the following purposes: to amend article 2 of the Act 7-8 Elizabeth II, chapter 154, concerning the limits of wards for the election of the members of the school commission; to ratify titles of property on part of lot number three hundred nineteen (319) of plan and book of reference of the parish of Ste. Anne; and for all other purposes.

Montreal, May 8, 1969.

LACROIX, VIAU, BÉLANGER,
PAGÉ, HÉBERT & MAILLOUX,
29270-20-4-o *Attorneys for the Petitioners.*

Changement de nom — Loi du

Change of name — Act

Frank Rabinovitch

Avis est donné qu'une requête sera faite en vertu de la Loi du changement de nom 13-14 Eliz. Chap. 77, demandant le changement de nom suivant: Frank Rabinovitch, exécutif, 3250 Forest Hill, appartement 608, Montréal, Québec, à Frank Rabin. Ledit changement de nom s'appliquera également à ses enfants, Marla Ina, Karen Ida et Ira Randolph.

Montréal, le 28 avril, 1969.

Les procureurs du requérant,
29122-19-2-o BERNFELD & BERNFELD.

Frank Rabinovitch

Notice is hereby given that an application will be made under the change of name Act 13-14 Eliz. Chap. 77, requesting the following change of name: Frank Rabinovitch, executive, 3250 Forest Hill Avenue, Apartment 608, Montreal, Québec, to Frank Rabin. Said change of name shall also benefit his minor children, Marla Inc, Karen, Ida and Ira Randolph.

Montreal, April 28, 1969.

BERNFELD & BERNFELD,
29122-19-2-o *Attorneys for Applicant.*

Raymond Ayotte

Avis est par la présente donné que monsieur Raymond Ayotte résidant et domicilié à Granada, district de Rouyn-Noranda présentera au secrétaire de la Province, une requête en changement de nom pour demander qu'il lui soit permis d'adopter le nom de Raymond Bertrand aux lieu et place de Raymond Ayotte, le tout en conformité avec la Loi de changement de nom sanctionnée le 8 avril, 1965.

Les procureurs du requérant,
29219-20-2-o COUTURE & COUTURE.

Raymond Ayotte

Notice is hereby given that Mr. Raymond Ayotte residing and domiciled at Granada, district of Rouyn-Noranda will apply to the Provincial Secretary to change his name to Raymond Bertrand instead of Raymond Ayotte, the whole in conformity with the Change of Name Act sanctioned on April 8, 1965.

COUTURE & COUTURE,
29219-20-2 *Attorneys for the Petitioner.*

Nelson Raymond Dubeau

Avis est par les présentes donné que Nelson Raymond Dubeau, domicilié à 193, avenue Rutland, Beaconsfield, district de Montréal, demandera au lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, la permission de changer son nom en celui de Nelson Raymond Sproule. Ledit changement concernera également son épouse Bonita Birnelson, aussi domiciliée à 193, avenue Rutland, Beaconsfield.

Beaconsfield, le 28 avril, 1969.

Le procureur du requérant,
29220-20-2-o FRANK S. BOYD.

Nelson Raymond Dubeau

Notice is hereby given that Nelson Raymond Dubeau, domiciled at 193 Rutland Avenue, Beaconsfield, district of Montreal, will ask the Lieutenant-Governor of the Province of Québec for the permission to change his name to that of Nelson Raymond Sproule. Said change will also effect his wife, Bonita Birnelson, also domiciled at 193 Rutland Avenue, Beaconsfield.

Beaconsfield, April 28, 1969.

FRANK S. BOYD,
29220-20-2-o *Attorney for Applicant.*

Jean-Paul Albert

Avis est par les présentes donné que Jean-Paul Albert, domicilié à Saint-Jean-Port-Joli, présentera au Secrétaire de la province une requête pour changer son nom en celui de Jean-Paul Morin.

Saint-Jean-Port-Joli, le 17 avril 1969.

29169-19-2-o (Signé) JEAN-PAUL ALBERT.

Leonard Charles Rotenstein

Avis est donné que Leonard Charles Rotenstein, administrateur, résidant à 5118 avenue Lacombe, Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom à Leonard Charles Roth.

Montréal, le 5 mai 1969.

Les procureurs du demandeur,
BENSON, WOLOFSKY,
29221-20-2-o ROSENSTEIN & PEARL.

Lazar Abramovici

Avis est donné que Lazar Abramovici, ingénieur, résidant et domicilié à 6722 rue Legaré, en les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Benjamin Lazar, ledit changement de nom devra également concerner son épouse, née Sara Holtman, et sa fille mineure, Victoria Viviane, tous des mêmes lieux, à toutes fins que de droit.

Montréal, le 7 mai 1969.

Le procureur du requérant,
29269-20-2-o MICHAEL RUBINSTEIN, C.R.

Peter Ayoub

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1355, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Naïef Ayoub en celui de Peter Ayoub.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Marcel Robert Fox

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1350, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Marcel Fux en celui de Marcel Robert Fox.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Paul Ivanier

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1352, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Leopold Lazar Ivanier en celui de Paul Ivanier.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Robert Gordon Mackenzie

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1353, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Robert Gordon Stevenson en celui de Robert Gordon Mackenzie.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Jean-Paul Albert

Notice is hereby given that Jean-Paul Albert, residing at Saint-Jean-Port-Joli, will apply to the Provincial Secretary for the right to change his name to Jean-Paul Morin.

Saint-Jean-Port-Joli, April 17, 1969.

29169-19-2-o (Signed) JEAN-PAUL ALBERT.

Leonard Charles Rotenstein

Notice is hereby given that Leonard Charles Rotenstein, executive, residing at 5118 Lacombe Avenue, Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name to Leonard Charles Roth.

Montreal, May 5, 1969.

BENSON, WOLOFSKY,
ROSENSTEIN & PEARL,
29221-20-2-o *Attorneys for Petitioner.*

Lazar Abramovici

Notice is hereby given that Lazar Abramovici engineer, residing and domiciled at 6722 Legaré Street, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an order changing his name to that of Benjamin Lazar, and that of his wife, Sara née Holtman, and minor child Victoria Viviane all of the same place, from Abramovici to that of Lazar, the said name to serve for all legal purposes.

Montreal, May 7, 1969.

MICHAEL RUBINSTEIN, Q.C.,
29269-20-2-o *Attorney for petitioner.*

Peter Ayoub

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1355, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Naïef Ayoub into that of Peter Ayoub.

Québec May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Marcel Robert Fox

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1350, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Marcel Fux into that of Marcel Robert Fox.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Paul Ivanier

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1352, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Leopold Lazar Ivanier into that of Paul Ivanier.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Robert Gordon Mackenzie

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree number 1353, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Robert Gordon Stevenson into that of Robert Gordon Mackenzie.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Marie Jeannine Picard

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1349, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Mary Lorna en celui de Marie Jeannine Picard.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Elle Phyllis Rosengarten Rafal

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1351, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Ella Phyllis Rosengarten en celui de Ella Phyllis Rosengarten Rafal.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Joseph Charles Anthime Fernand Roy

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 1354, du 30 avril 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph Charles Anthime Fernand Vallée en celui de Joseph Charles Anthime Fernand Roy.

Québec, 9 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,

29267-o RAYMOND DOUVILLE.

Alex Kosowatsky

Avis est, par les présentes, donné que Alex Kosowatsky, manufacturier, de 4870 Côte des Neiges, appartement 605, de la cité et district de Montréal, province de Québec, se propose de présenter une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom en celui de Alex Kay, ainsi que celui de sa femme, née Ray Greenstone, ménagère, de 103 Dufferin Road, Hampstead, district de Montréal, conformément aux dispositions de la Loi du changement de nom.

Montréal, le 16 avril 1969.

Les procureurs du requérant,

29268-20-2-o BERGER, SCHATIA & SAZANT.

Marie Jeannine Picard

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree Number 1349, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Mary Lorna into that of Marie Jeannine Picard.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Ella Phyllis Rosengarten Rafal

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased by decree Number 1351, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Ella Phyllis Rosengarten into that of Ella Phyllis Rosengarten Rafal.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Joseph Charles Anthime Fernand Roy

The Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by decree Number 1354, dated April 30, 1969, to effect the change of name of Joseph Charles Anthime Fernand Vallée into that of Joseph Charles Anthime Fernand Roy.

Québec, May 9, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,

29267 *Assistant Secretary of the Province.*

Alex Kosowatsky

Notice is hereby given that Alex Kosowatsky, manufacturer, of 4870 Côte des Neiges Road, Apartment 605, in the city and district of Montreal, province of Québec, intends to present a petition to the Lieutenant-Governor in Council requesting the change of his name to Alex Kay as well as that of his wife, née Ray Greenstone, housewife, of 103 Dufferin Road, Hampstead, district of Montreal, pursuant to the provisions of the Change of Name Act.

Montral, April 16, 1969.

BERGER, SCHATIA & SAZANT,

29268-20-2-o *Attorneys for petitioner.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Partie du canton de Cadillac

Cadastre officiel d'une partie du canton de Cadillac, division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que les lots A à E, rang VIII, A à H et J, rang IX, sont ajoutés; les lots 40 à 45, rang VIII et 38 à 48, 49b et 50a, rang IX sont annulés et les lots 38, 39 et 46, rang VIII, 34 à 37 rang IX, 49a et 50b rang IX sont corrigés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 avril 1969.

Le sous-ministre,

29317-o FERNAND BOUTIN.

Village de Como

Cadastre officiel du village de Como, municipalité du village de Como-Est, division d'enregistrement de Vaudreuil.

Avis est par la présente donné que les lots 12-2 à 12-69 et une partie du lot 12-1 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 mai 1969.

Le sous-ministre,

29317-o FERNAND BOUTIN.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Part of Township of Cadillac

Official cadastre of a part of township of Cadillac registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that lots A to E, Range VIII, A to H and J, Range IX are added; lots 40 to 45, Range VIII and 38 to 48, 49b and 50a Range IX are cancelled and lots 38, 39 and 46 Range VIII, 34 to 37 Range IX, 49a and 50b Range IX are corrected in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 17, 1969.

FERNAND BOUTIN,

29317-o *Deputy Minister.*

Village of Como

Official cadastre of Village of Como, municipality of Village of Como-East, registration division of Vaudreuil.

Notice is hereby given that lots 12-2 to 12-69 and one part of lot 12-1 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 8, 1969.

FERNAND BOUTIN,

29317-o *Deputy Minister.*

Paroisse de Lachine

Cadastre officiel de la paroisse de Lachine, municipalité de la Cité de Dorval, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 213 à 218, 220 à 222, 525 à 535, une partie du lot 1038 et la partie restante du lot 494 sont annulés et le lot 1079 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-ministre,
29317-o FERNAND BOUTIN.

Parish of Lachine

Official cadastre of the parish of Lachine, municipality of the City of Dorval, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 213 to 218, 220 to 222, 525 to 535, one part of lot 1038 and the remaining part of lot 494 are cancelled and lot 1079 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 6, 1969.

FERNAND BOUTIN,
29317-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipalité de Lac St-Charles*, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 1323-6 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-ministre,
29317-o FERNAND BOUTIN.

Parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune Lorette, municipality of Lac St-Charles*, registration division of Québec.

Notice is hereby given that lot 1323-6 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, May 6, 1969.

FERNAND BOUTIN,
28317 *Deputy Minister.*

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Drummondville

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Drummondville ».

Le territoire dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: « Le district électoral de Drummond ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé en la cité de Drummondville, Québec, dans le district électoral de Drummond.

Québec, le 28 avril 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
29222-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Drummondville

(*Saving and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the formation of the savings and credit union: "La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Drummondville".

The territory from which the union will recruit its members is the: "Electoral district of Drummond".

The head office of the said savings and credit union is situated in the city of Drummondville, Québec, in the electoral district of Drummond.

Québec, April 28, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
29222 *Companies and Cooperatives.*

Caisse D'Économie des Employés de la « Brasserie Dow du Québec » (Québec) « Dow Brewery (Québec) » Employee Credit Union (Québec)

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que lors d'une assemblée générale spéciale des membres de la « Caisse D'Économie des Employés de la « Brasserie Dow du Québec » (Québec) « Dow Brewery (Québec) » Employees Credit Union (Québec) », tenue à Québec, le 13 décembre 1968, il a été résolu que la caisse soit liquidée en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que Monsieur Georges Dubuc soit nommé liquidateur.

Québec, le 25 avril 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse D'Économie des Employés de la "Brasserie Dow du Québec" (Québec) "Dow Brewery (Québec)" Employees Credit Union (Québec)

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of "Caisse D'Économie des Employés de la "Brasserie Dow du Québec" (Québec) "Dow Brewery (Québec)" Employees Credit Union (Québec)", held in Québec, on December 13, 1968, a resolution was passed that the union be dissolved pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Georges Dubuc be appointed liquidator.

Québec, April 25, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
29337 *Companies and Cooperatives.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1326

Québec, le 30 avril 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la vente du lagopède et de la perdrix européenne.

ATTENDU QU'en, vertu du paragraphe 2° de l'article 65 de la Loi de la chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire amender et abroger des règlements pour prohiber l'achat, la vente, la mise en vente ou la possession, pour fins de vente de tout gibier.

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche.

QU'il soit défendu d'acheter, de vendre ou d'exposer pour fins de vente, du lagopède, également connu sous le nom de perdrix blanche, ainsi que de la perdrix européenne, également connue sous le nom de perdrix hongroise;

QUE l'arrêté en conseil numéro 1049 en date du 23 juin 1966, concernant la perdrix, soit abrogé;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle de Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
29184-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1406

Québec, le 7 mai 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche de la Chute Saint-Philippe.

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 6° de l'article 65 de la Loi de la Chasse, Statuts refondus 1964, chapitre 202, la réserve de chasse et de pêche de la Chute Saint-Philippe a été constituée par l'arrêté en conseil numéro 1634 du 14 juin 1967;

ATTENDU QU'il est opportun de porter la superficie de cette réserve de 30 à 46 milles carrés.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre du Tourisme, de la chasse et de la pêche:

QUE le paragraphe 10 de l'arrêté en conseil numéro 1634 du 14 juin 1967 soit remplacé par le suivant:

1° Que le périmètre de la réserve de chasse et de pêche de la Chute Saint-Philippe, d'une étendue de 46 milles carrés, soit décrit comme suit:

Partant d'un point situé à la rencontre de la rive gauche de la rivière Kiamika, émissaire du Lac Kiamika, et du barrage situé sur ledit émissaire près du Lac Kiamika; de là, dans une direction générale sud-ouest et sud, suivant la rive gauche de la rivière Kiamika, jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant les cantons Rochon et Boyer; de là, vers le sud-ouest, suivant cette dernière ligne jusqu'à sa rencontre avec la rive droite de la rivière Kiamika; de là, vers le sud-

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1326

Québec, April 30, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the sale of ptarmigans and European partridges.

WHEREAS pursuant to paragraph 2. of section 65 of the Game Act, Revised Statutes 1964, chapter 202, the Lieutenant-Governor in Council may amend and repeal regulations to prohibit the purchase, the sale, the offering for sale or the keeping for sale of any game.

IT IS ORDERED consequently, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game.

THAT the buying, selling or exposing for selling purposes of ptarmigans, also known as white partridges, as well as of European partridges equally known under the name of Hungarian partridges be forbidden;

THAT Order in Council number 1049 dated June 23, 1966 concerning partridges be repealed;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
29184 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1406

Québec, May 7, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Fish and Game Reserve of Chute Saint-Philippe.

WHEREAS pursuant to paragraph 6 of section 65 of the Game Act, Revised Statutes, 1964, chapter 202, the Fish and Game Reserve of Chute Saint-Philippe was incorporated by Order in Council number 1634 dated June 14, 1967;

WHEREAS it is expedient to bring the area of this reserve from 30 to 46 square miles.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Tourism, Fish and Game:

THAT paragraph 10 of Order in Council number 1634 dated June 14, 1967 be replaced by the following:

1. That the perimeter of the Fish and Game Reserve of Chute Saint-Philippe, of an area of 46 square miles, be described as follows:

Starting from a point situated at the meeting of the left shore of Kiamika River, flowing from Kiamika Lake, and from the dam situated on the said outlet near Kiamika Lake; thence, in a general southwesterly direction and south direction, following the left shore of Kiamika River, up to its meeting with the line separating the townships of Rochon and Boyer; thence, to the southwest, following the latter line up to its meeting with the right shore of Kiamika River;

ouest, puis le nord-ouest, suivant la rive droite de la rivière Kiamika et la rive est du petit Lac Kiamika, jusqu'à un point situé à 6.4 chaînes à l'est de l'embouchure de l'émissaire du lac Mantha; de là, nord 27°30′ est jusqu'à la limite sud de l'emprise de la route qui longe la rive sud du lac des Cornes, soit une distance approximative de 4.50 milles, en contournant par l'ouest les rives du lac Mantha; de là, vers le nord-est, en suivant ladite limite de l'emprise de ladite route jusqu'à la rive sud du lac des Cornes; de là, vers le sud-est, en suivant cette dernière rive jusqu'à la ligne séparative des comtés de Labelle et Montcalm; de là, en direction nord-est, en suivant ladite ligne de division des comtés jusqu'à son intersection avec la rive droite du ruisseau Kilbey, tout en contournant la rive sud-est du lac des Cornes; de là, en direction sud, en suivant ladite rive ainsi que la rive droite de la rivière Kiamika et la rive ouest du lac Kiamika jusqu'au point de départ;

QUE publication soit faite dans la *Gazette officielle du Québec.*

Copie conforme.

Le greffier suppléant du Conseil exécutif,
29184-o D. TANGUAY.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1297

Québec, le 30 avril 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'arrimage des chargements de bois de pulpe circulant sur les chemins publics de la Province.

ATTENDU QUE l'article 82, paragraphe 1, dernier alinéa du Code de la Route (S.R.Q. 1964, chap. 231) donne au lieutenant-gouverneur en conseil le pouvoir de « faire tous autres règlements qu'il juge nécessaire à la mise à exécution de la présente loi »;

ATTENDU QUE l'industrie de la pulpe nécessite le transport, par chemins publics, d'énormes quantités de bois;

ATTENDU QUE l'arrimage de certains chargements de ce bois n'est pas conforme aux règles les plus élémentaires de la prudence;

ATTENDU QUE des accidents mortels ont déjà été causés par des billes de bois tombées de chargements mal arrimés;

ATTENDU QU'en vue d'assurer une plus grande sécurité sur nos routes, il serait à propos d'adopter des règlements concernant l'arrimage de billes de bois de pulpe d'une longueur de quatre pieds transportés sur les chemins publics;

IL EST ORDONNÉ en conséquence sur la proposition du ministre des Transports et communications:

QUE les règlements ci-joints concernant l'arrimage des chargements de bois de pulpe circulant sur les chemins publics de la Province soient adoptés et que toute personne transportant de tels chargements s'y conforme;

QUE l'entrée en vigueur desdits règlements soit fixée à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

thence, to the southwest, then the northwest, following the right shore of Kiamika River and the east shore of small Kiamika Lake, up to a point situated at 6.4 chains on the east of the mouth of the outlet of Mantha Lake; thence, north 27°30′ east up to the southern limit of the right of way of the route running along the southern shore of des Cornes Lake, being an approximate distance of 4.50 miles, surrounding on the west the shores of Mantha; thence, on the northeast, following the said limit of the right of way of the said route up to the southern shore of des Cornes Lake; thence, on the southeast, following the latter shore up to the separative line of the counties of Labelle and Montcalm; thence, in a northeasterly direction, following the said division line of the counties up to its intersection with the right shore of Kilbey Stream, the whole surrounding the southeastern shore of des Cornes Lake; thence, in a southerly direction, following the said shore as well as the right shore of Kiamika River and the west shore of Kiamika Lake up to the point of departure;

THAT publication be made in the *Québec Official Gazette.*

True copy.

D. TANGUAY,
29184 *Assistant Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1297

Québec, April 30, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the arrangement of loads of pulpwood on trucks travelling on the Province's public roads.

WHEREAS section 82, paragraph 1, last paragraph of the Highway Code (R.S.Q. 1964, chapter 231) gives the Lieutenant-Governor in Council the power to "make all other regulations which may be deemed necessary for the carrying out of this act";

WHEREAS the pulpwood industry necessitates the transportation, on public roads, of large quantities of wood;

WHEREAS the arrangement of certain loads of said wood does not conform to the most elementary rules of safety;

WHEREAS fatal accidents have been caused by billets of wood which have fallen from badly-arranged loads;

WHEREAS in order to assure greater safety on our highways, it is expedient that regulations concerning the arrangement of billets of pulpwood of four feet in length transported on public roads be adopted;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications:

THAT the regulations annexed hereto concerning the arrangement of loads of pulpwood on trucks travelling on the Province's public roads be adopted, and that any person transporting such loads conform thereto;

THAT the said regulations come into force on the date of their publication in the *Québec Official Gazette.*

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Règlements concernant l'arrimage des chargements de bois de pulpe, en billes de 4 pieds de longueur, aux fins de transport sur les chemins publics.

1. Les dimensions des véhicules, chargement compris, ne doivent pas excéder les suivantes: Largeur 8½ pieds. Hauteur à partir du sol 12½ pieds. (13½ pieds sur les routes désignées à l'annexe II de l'Arrêté en Conseil 1045 du 27 mai 1964).

2° La pesanteur maxima de tout camion, chargement compris, ne doit jamais excéder celle prévue par la loi selon le nombre d'essieux et la classification des chemins publics à parcourir.

3° Une barre de bois ou de métal doit être fixée de chaque côté de la plate-forme de tout véhicule automobile transportant du bois de pulpe, de manière à soulever d'un pouce et demi à deux pouces l'extrémité extérieure de chacune des deux « cordes » empilées et à faire pencher la charge vers le centre de la plate-forme.

4° La plate-forme doit avoir une rigidité telle qu'aucun signe de fléchissement ne puisse être décelé à quelque point de sa largeur lorsque le véhicule porte son chargement maximum légal.

5° Chacun des deux empilements (cordes) de bois de pulpe doit être solidement retenu sur la plate-forme au moyen d'une chaîne sous bonne tension. L'usage de cordages fabriqués avec des matériaux textiles ou synthétiques n'est pas acceptable. Dans le cas de bois de pulpe non écorcé, l'usage d'un filet ne dispense pas de l'obligation d'utiliser deux chaînes de retenue.

6° Les supports verticaux à l'avant et à l'arrière doivent être suffisamment hauts pour correspondre à la hauteur du chargement et être assez robustes pour supporter son poids et résister aux chocs causés par l'état des routes.

7° Les pneus et les ressorts du véhicule doivent être de capacité appropriée à la pesanteur du chargement.

8° Lorsque le chargement se compose de billes de bois de pulpe écorcées, l'usage d'un filet fait d'un matériau résistant avec mailles de pas plus de 4 pouces de côté, est exigé en plus des autres précautions déjà mentionnées. Ce filet doit être de dimensions suffisantes pour couvrir tout le chargement et déborder de trois à quatre pieds de chaque côté et à l'arrière du chargement. Il doit être fixé solidement à la plate-forme au moyen d'attaches réparties à tous les trois ou quatre pieds tout le tour de la plate-forme. Ces attaches doivent être maintenues sous tension. Cependant si le chargement de bois de pulpe écorcée est divisé, au moyen de supports verticaux appropriés, en empilements de pas plus de huit (8) pieds de longueur, le filet seul pourra être considéré comme mesure de retenue suffisante.

9° Immédiatement avant de s'engager sur un chemin public, le conducteur de tout camion transportant du bois de pulpe doit immobiliser son véhicule dans un endroit approprié et s'assurer:

— que les deux empilements (cordes) de bois n'ont pas tendance à s'écarter l'un et l'autre dans le haut du chargement.
— que les supports sont en bon état et bien assujettis.
— que la plate-forme ne donne pas de signes de fléchissement à quelque point de sa largeur.
— qu'aucune bille n'a tendance à sortir des empilements.

Regulations concerning the arrangement of loads of pulpwood, in billets of 4 feet in length, for purposes of transportation on public roads.

1. The dimensions of vehicles, load included, shall not exceed the following: Width 8½ feet. Height from the ground 12½ feet. (13½ feet on highways designated in appendix II of Order in Council 1045, dated May 27, 1964).

2. The maximum weight, including the load, shall never exceed that provided for by law according to the number of axles and the classification of public roads to be travelled.

3. A wooden or metal bar shall be fixed to each side of the platform of all motor vehicles transporting pulpwood, in such a way as to raise by 1½ to 2 inches the outer extremity of each of the two cords stacked, and to make the load lean towards the center of the platform.

4. The platform shall be right to the extent where no sagging is perceptible at any point on its width when the vehicle is carrying its maximum legal load.

5. Each of the two stacks (cords) of pulpwood shall be solidly secured on the platform by means of a well-tightened chain. The use of rope made with textile or synthetic materials is not acceptable. In the case of pulpwood which has not had the bark removed, the use of a net does not relieve the driver of the obligation to use two securing chains.

6. The front and rear vertical supports shall be high enough as to correspond to the height of the load, and strong enough to support its weight and resist the shocks caused by the state of the roads.

7. The vehicle's tires and springs shall be of the capacity appropriate to the weight of the load.

8. When the load is composed of billets of debarked pulpwood, the use of a net made of a resistent material with links of not more than 4 inches on the side, is required over and above the other precautions already mentioned. Said net shall be large enough to cover the entire load and to extend beyond each side and the rear of the load by three to four feet. It shall be fixed solidly to the platform by means of hooks placed every three or four feet around the platform. Said hooks shall be kept tightened. However, if the load of debarked pulpwood is divided, by means of appropriate vertical supports, in stacks of not more than eight (8) feet in length, the net alone may be considered sufficient securing measure.

9. Immediately before entering into a public road, the driver of all trucks carrying pulpwood shall immobilize his vehicle in an appropriate place, and assure himself that:

— the two stacks (cords) of wood do not tend to move apart at the top of the load.

— the supports are in good condition and well fastened.
— the platform does not show any signs of sagging at any point on its width.
— no billet tends to separate from the stacks.

— que les dispositifs de retenue (chaînes ou autres) sont sous bonne tension.

La même vérification doit être faite à au moins tous les vingt-cinq (25) milles au cours du trajet. Un endroit approprié en dehors de la partie carrossable de la route doit être choisi pour effectuer cette vérification.

Si l'emploi des mesures contenues dans ces directives s'avèrent insuffisant à empêcherla chute des billes de bois de pulpe, un filet devra être exigé sur tous ces genres de chargement.

29318-o

— the securing devices (chains or other) are properly tightened.

The same check shall be made at least every twenty-five (25) miles during the trip. An appropriate place off of that part of the road passable for vehicles, shall be chosen to make such check.

If the use of the measures contained in these directives proves to be insufficient to prevent the fall of the billets of pulpwood, a net shall be required on all such types of load.

29318

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, la nomination suivante:

Québec, le 28 mars 1969.

M. Gilles Chatel, directeur du Conseil d'Expansion Industrielle à la Direction Générale de l'Industrie, de Montréal: nommé, commissaire « per dedimus potestatem » pour la réception des serments en vertu de l'article 11 de la Loi des employés publics, Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 12.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29267-o 56-69

Président d'élection

Il a plu à son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, par commission sous le grand sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointment, by commission under the Great Seal of the Province:

Québec, March 28, 1969.

Mr. Gilles Chatel, director of the Industrial Expansion Council, Industry Branch, of Montreal: appointed commissioner "per dedimus potestatem", to receive oaths pursuant to section 11 of the Public Officers Act, Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 12.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29267 56-69

Returning-Officer

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the person whose name follows:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile
Dubuc	Tremblay, Léo (1)	Fonctionnaire — Functionary	Bagotville.

(1) En remplacement de monsieur Rosaire Croft, démissionnaire — In place of Mr. Rosaire Croft, resigner.

Québec, le 6 mai 1969.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.

29263-o

Quebec, May 6, 1969.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief-Returning-Officer.

29263-o

Syndicats professionnels

Le Syndicat des Détaillants d'Essence Sunoco du Québec inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Détaillants d'Essence Sunoco du Québec inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 5 mai 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 6361, Châtelain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29261-o 22-69

Professional Syndicates

Le Syndicat des Détaillants d'Essence Sunoco du Québec inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Détaillants d'Essence Sunoco du Québec inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on May 5, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at 6361 Châtelain, Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, May 6, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29261 22-69

Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Jean-Talon, Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er mai 1969, autorisé le changement de nom de l'«Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur », dont la constitution a été autorisée le 8 avril 1968, et dont le siège social est situé au numéro 429, boulevard Monaco, Duberger, en celui de « Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Jean-Talon, Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29259-o 22-68

Association des Enseignants de Longueuil-Jacques-Cartier

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 mai 1969, autorisé le changement de nom de l'« Association Catholique des Professeurs de Jacques-Cartier inc. », dont la constitution, sous le nom originaire de l'« Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 17 », a été autorisée le 3 avril 1944, et dont le siège social est situé à Cité Jacques-Cartier, en celui de l'« Association des Enseignants de Longueuil-Jacques-Cartier », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29260-o 683-44

Le Syndicat Indépendant des Infirmières Principales des Unités Sanitaires de la Province de Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat Indépendant des Infirmières Principales des Unités Sanitaires de la Province de Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 1er mai 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 3719, boulevard Lévesque, Laval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 6 mai 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29262-o 20-69

L'Association des Responsables de Service d'Éducation Physique du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Responsables de Service d'Éducation Physique du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 22 avril 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 29 avril 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29326-o 19-69

Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Jean-Talon, Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on May 1, 1969, authorized the change of name of "Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur", the incorporation of which was authorized on April 8, 1968, and the head office of which is situated at 429 Monaco Boulevard, Duberger, into that of "Association des Camionneurs Artisans des Comtés de Jean-Talon, Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec, May 6, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29259 22-68

Association des Enseignants de Longueuil-Jacques-Cartier

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that the Provincial Secretary, on May 5, 1969, authorized the change of name of "Association Catholique des Professeurs de Jacques-Cartier inc.", the incorporation of which, under the original name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District No 17", was authorized on April 3, 1944, and the head office of which is situated in the City of Jacques-Cartier, to that of "Association des Enseignants de Longueuil-Jacques-Cartier", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Québec May 6, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29260 683-44

Le Syndicat Indépendant des Infirmières Principales des Unités Sanitaires de la Province de Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat Indépendant des Infirmières Principales des Unités Sanitaires de la Province de Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on May 1, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at 3719 Lévesque Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

Québec, May 6, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29262 20-69

L'Association des Responsables de Service d'Éducation Physique du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association des Responsables de Service d'Éducation Physique du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on April 22, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Québec, April 29, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29326 19-69

Proclamations

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le conseil municipal du village de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 67 à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Drummondville;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la cité de Drummondville, par son règlement numéro 843 a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de Saint-Germain-de-Grantham;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1054, en date du 2 avril 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité du village de Saint-Germain-de-Grantham sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la cité de Drummondville.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29267-o

Proclamations

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the municipal Council of the village of Saint-Germain-de-Grantham, county of Drummond, submitted for approval its by-law number 67 for the purpose of submitting the territory of the the said municipality to the jurisdiction of the Municipal Court of the city of Drummondville;

WHEREAS the municipal Council of the city of Drummondville, by its by-law number 843 agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Saint-Germain-de-Grantham;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has approved the said by-laws.

Therefore, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1054, dated April 2, 1969, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and ordered that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the village of Saint-Germain-de-Grantham will be submitted to the jurisdiction of the municipal Court of the city of Drummondville.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-third day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29267

Canada,
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le territoire de la paroisse de Saint-Constant est actuellement soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Candiac;

ATTENDU QUE la paroisse de Saint-Constant désire que son territoire soit soumis plutôt à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Delson;

ATTENDU QUE la ville de Candiac, la ville de Delson et la paroisse de Saint-Constant ont adopté les procédures nécessaires pour permettre ce transfert de juridiction;

ATTENDU QUE le lieutenant-gouverneur en conseil peut donner suite à cette demande de la paroisse de Saint-Constant en vertu de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24).

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1053, en date du 2 avril 1969, Nous avons décrété et décrétons que les règlements nos 268 et 272 du conseil municipal de la paroisse de Saint-Constant, le règlement No 88 du conseil municipal de la ville de Candiac et le règlement No 69 du conseil municipal de la ville de Delson soient approuvés en vertu de la Loi des cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la paroisse de Saint-Constant cessera d'être soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Candiac et deviendra, à compter de la même date, soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Delson, comme si la paroisse de Saint-Constant et la ville de Delson n'en faisaient qu'une pour ces fins seulement.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-troisième jour d'avril en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,
Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29267-o

Canada,
Province of Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the Territory of the parish of Saint-Constant is now subject to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Candiac;

WHEREAS the parish of Saint-Constant would prefer to have its territory subject to the jurisdistion of the municipal Court of the town of Delson;

WHEREAS the town of Candiac, the town of Delson and the parish of Saint-Constant have adopted the necessary procedures to permit the said transfer of jurisdiction;

WHEREAS the Lieutenant-Governor in Council may grant the petition of the parish of Saint-Constant pursuant to the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24).

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1053, dated April 2, 1969, We have decreed and ordered that by-laws numbers 268 and 272 of the municipal Council of the parish of Saint-Constant, by-law number 88 of the municipal Council of the town of Candiac, and by-law number 69 of the municipal Council of the town of Delson be approved pursuant to the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), and do decree that from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the parish of Saint-Constant shall cease to be subject to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Candiac, and shall become, from and after the same date, subject to the jurisdiction of the municipal Court of the town of Delson, as if the parish of Saint-Constant and the town of Delson were as one for these purposes only.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-third day of April in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,
RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29267

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le sous-procureur général, ANTONIO DUBÉ.

ATTENDU que le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim, comté de L'Assomption, a soumis, pour approbation, son règlement numéro 145, à l'effet de soumettre le territoire de cette municipalité à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Terrebonne;

ATTENDU QUE le conseil municipal de la ville de Terrebonne, par son règlement numéro 812 a concouru dans la teneur dudit règlement adopté par le conseil municipal de la paroisse de Saint-Joachim;

ATTENDU QUE, sous l'autorité de l'article 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24) le lieutenant-gouverneur en conseil a donné son approbation à ces règlements.

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1205, en date du 16 avril 1969, et vu les dispositions des articles 693 à 697 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), et des articles 3 à 7 de la Loi des Cours municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 24), Nous avons décrété et décrétons qu'à compter de trente et un jours après la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, le territoire de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim sera soumis à la juridiction de la Cour municipale de la ville de Terrebonne.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29267-o

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these presents shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, *Deputy Attorney General.*

WHEREAS the municipal Council of the Parish of Saint-Joachim, county of L'Assomption, submitted for approval its by-law number 145 for the purpose of submitting the territory of the said municipality to the jurisdiction of the municipal Court of the Town of Terrebonne;

WHEREAS the municipal Council of the Town of Terrebonne, by its by-law number 812, agreed to the terms of the said by-law adopted by the municipal Council of the Parish of Saint-Joachim;

WHEREAS, under section 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), the Lieutenant-Governor in Council has approved the said by-laws.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1205, dated April 16, 1969, and in view of the provisions of sections 693 to 697 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), and of sections 3 to 7 of the Municipal Courts Act (Revised Statutes, 1964, chapter 24), We have decreed and do hereby decree than from and after thirty-one days following the publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, the territory of the municipality of the Parish of Saint-Joachim will be submitted to the jurisdiction of the Municipal Court of the Town of Terrebonne.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this first day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine, and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29267

Ministère de l'Éducation

Department of Education

Berthier-Dautraie

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1345, en date du 30 avril 1969, d'annexer le territoire actuel des municipalités scolai-

Berthier-Dautraie

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1345 dated April 30, 1969, to annex the present territory of the school

res de l'Ile Saint-Ignace. Ile Madame et Saint-Barthélémi, dans le comté de Berthier, à la municipalité scolaire de Berthier-Dautraie, dans le comté de Berthier.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 340-02

Cowansville

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1345, en date du 30 avril 1969, d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Marie-Médiatrice, dans les comtés de Brôme et Missisquoi, à la municipalité scolaire de Cowansville, dans les comtés de Brôme et Missisquoi.

Ce changement prend effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 580-01

Des Cascades

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1346, en date du 30 avril 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Alphonse-de-Rodriguez, dans le comté de Joliette; de Rawdon et Sainte-Julienne, dans le comté de Montcalm, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom Des Cascades, dans les comtés de Joliette et Montcalm.

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en trois quartiers, nommés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier Rawdon, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Rawdon;

Le quartier Sainte-Julienne, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Julienne;

Le quartier Saint-Alphonse, représenté par un commissaire comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Rodriguez.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 340-06

Harricana

Il a plu au Lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1346, en date du 30 avril 1969, d'admettre la commission scolaire de Saint-Maurice-de-Dalquier, dans le comté d'Abitibi-Est, comme membre de la commission scolaire régionale Harricana.

Pour les fins de la représentation, cette commission scolaire est ajoutée au groupe des commissions scolaires de Manneville, Saint-Félix-de-Dalquier, Saint-Dominique-du-Rosaire, Saint-Gérard-de-Berry, Saint-Viateur-de-la Ferme, Villemontel, et Rivière-Davy.

municipalities of Ile Saint-Ignace, Ile Madame and Saint-Barthélémi, in the County of Berthier, to the school municipality of Berthier-Dautraie, in the county of Berthier.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 340-02

Cowansville

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1345 dated April 30, 1969, to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipality of Sainte-Marie-Médiatrice, in the Counties of Brôme and Missisquoi, to the school municipality of Cowansville, in the Counties of Brôme and Missisquoi.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 508-01

Des Cascades

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Saint-Alphonse-de-Rodriguez, in the County of Joliette; of Rawdon and Sainte-Julienne, in the County of Montcalm, and to erect it into a new school municipality under the name of Des Cascades, in the Counties of Joliette and Montcalm.

For election purposes, its territory shall be divided into three wards, named, delimited and represented as follows:

Rawdon Ward, represented by two commissioners and covering the present territory of the school municipality of Rawdon;

Sainte-Julienne Ward, represented by two commissioners, and covering the present territory of the school municipality of Sainte-Julienne;

Saint-Alphonse Ward, represented by one commissioner and covering the present territory of the school municipality of Saint-Alphonse-de-Rodriguez.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN-GUY CARDIBAL,
Minister of Education.

29264 340-06

Harricana

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to admit the school commission of Saint-Maurice-de-Dalquier, in the county of Aibitibi-East, as member of the Regional School Board of Harricana.

For purposes of representation, the said school commission is joined to the group of school commissions of Manneville, Saint-Félix-de-Dalquier, Saint - Dominique - du - Rosaire, Saint - Gérard - de-Berry, Saint-Viateur-de-la-Ferme, Villemontel and Rivière-Davy.

Ce changement prend effet le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 190-00

Lévis

Il a plu au lieutenant-gouverneur par arrêté en conseil No 1346, en date du 30 avril 1969, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-David dans le comté de Lévis, à la municipalité scolaire de Lévis dans le comté de Lévis.

Pour les fins d'élection, le territoire de la municipalité scolaire de Lévis est divisé en deux quartiers, nommés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier Lévis: représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lévis;

Le quartier Saint-David, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-David.

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection le 1er juin 1969 et pour outes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 490-01

Laurentienne

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1345, en date du 30 avril 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Lantier, Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Agricole, Sainte-Lucie-de-Doncaster et Val-David, dans le comté de Terrebonne; et Saint-Adolphe-de-Howard, dans le comté d'Argenteuil, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Laurentienne dans les comtés d'Argenteuil et Terrebonne.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en six quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Agathe-des-Monts;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lantier;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Lucie-de-Doncaster;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Agricole;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Val-David;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Adolphe-de-Howard.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 400-02

This change shall come into effect on July 1, 1969.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 190-00

Lévis

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to annex the present territory of the school municipality of Saint-David in the county of Lévis, to the school municipality of Lévis in the county of Lévis.

For election purposes, the territory of the school municipality of Lévis is divided into two wards, names, represented and limited as follows:

Lévis Ward, represented by three commissioners covers the present territory of the school municipality of Lévis;

Saint-David Ward, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Saint-David.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 490-01

Laurentienne

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1345 dated April 30, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Lantier, Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Agricole, Sainte-Lucie-de-Doncaster and Val-David, in the county of Terrebonne; and Saint-Adolphe-de-Howard, in the county of Argenteuil, and to erect it into a new school municipality under the name of Laurentienne in the counties of Argenteuil and Terrebonne.

The number of school commissioners for the new municipality shall be fixed at seven (7).

For election purposes, its territory shall be divided into six wards numbered, represented and limited as follows:

Ward Number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Saint-Agathe-des-Monts;

Ward Number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Lantier;

Ward Number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Lucie-de-Doncaster;

Ward Number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Agricole;

Ward Number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Val-David;

Ward Number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Adolphe-de-Howard.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 400-02

Maniwaki

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1345, en date du 30 avril 1969, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Kensington, dans le comté de Gatineau, à la municipalité scolaire de Maniwaki, dans le comté de Gatineau.

Ce changement prend effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 200-02

Monseigneur Matte

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1346, en date du 30 avril 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Cox, Paspébiac, Port-Daniel, Saint-Étienne-de-New-Carlisle, Saint-Godefroi et Saint-Jogue, dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Monseigneur Matte, dans le comté de Bonaventure.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en sept quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Étienne-de-New-Carlisle;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cox;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Jogue;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Paspébiac, moins le territoire décrit au quartier numéro 7;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Godefroi;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Port-Daniel;

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la paroisse de Saint-Pie X.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 004-03

Saint-Mathias

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1345, en date du 30 avril 1969, d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Mathias, dans le comté de Rouville, à la municipalité scolaire de Chambly-Richelieu, dans les comtés de Rouville et Verchères.

Ce changement prend effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Québec, le 7 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 980-01

Maniwaki

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1345 dated April 30, 1969, to annex the present territory of the school municipality of Kensington, in the county of Gatineau, to the school municipality of Maniwaki, in the county of Gatineau.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 200-02

Monseigneur Matte

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Cox, Paspébiac, Port-Daniel, Saint-Étienne-de-New-Carlisle, Saint-Godefroi and Saint-Jogue, in the county of Bonaventure, an to erect it into a new school municipality under the name of Monseigneur Matte, in the county of Bonaventure.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

For election purposes, the territory shall be divided into seven wards, numbered, represented and limited as follows:

Ward Number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Étienne-de-New-Carlisle;

Ward Number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Cox;

Ward Number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Jogue;

Ward Number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Paspébiac, less the territory described at Ward Number 7;

Ward Number 5, represented by one commissionner covers the present territory of the school municipality of Saint-Godefroi;

Ward Number 6, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Port-Daniel;

Ward Number 7, represented by one commissioner, covers the present territory of the parish of Saint-Pie X.

The said changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 004-03

Saint-Mathias

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1345 dated April 30, 1969, to annex, for Protestants only, the present territory of the school municipality of Saint-Mathias, in the county of Rouville, to the school municipality of Chambly-Richelieu, in the counties of Rouville and Verchères.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 7, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 980-01

Tracadièche

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1346, en date du 30 avril 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Carleton, Maria, Nouvelle et Saint-Omer, dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Tracadièche, dans le comté de Bonaventure.

Le nombre des commissaires d'école pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en quatre quartiers numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Nouvelle;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Omer;

Le quartier numéro 3, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Carleton;

Le quartier numéro 4, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Maria.

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 004-02

Val D'Accueil

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1346, en date du 30 avril 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Bonaventure, Saint-Alphonse-de-Caplan, Saint-Charles-de-Caplan, Saint-Elzéar et Saint-Siméon-de-Bonaventure, dans le comté de Bonaventure, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Val-D'Accueil, dans le comté de Bonaventure.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à sept (7).

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en cinq quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Alphonse-de-Caplan;

Le quartier numéro 2, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Charles-de-Caplan;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sant-Siméon-de-Bonaventure;

Le quartier numéro 4, représenté par deux commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Bonaventure;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Elzéar.

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 004-04

Village de Saint-Germain

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1346, en date du 30 avril 1969,

Tracadièche

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Carleton, Maria, Nouvelle and Saint-Omer, in the county of Bonaventure, and to erect it into a new school municipality under the name of Tracadièche, in the county of Bonaventure.

The number of school commissioners for this new municipality shall be fixed at seven (7).

For election purposes, its territory shall be divided into four wards, numbered, represented and limited as follows:

Ward Number 1, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Nouvelle;

Ward Number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Omer;

Ward Number 3, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Carleton;

Ward Number 4, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Maria.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 004-02

Val D'Accueil

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Bonaventure, Saint-Alphonse-de-Caplan, Saint-Charles-de-Caplan, Saint-Elzéar and Saint-Siméon-de-Bonaventure, in the county of Bonaventure, and to erect it into a new school municipality under the name of Val D'Accueil, in the county of Bonaventure.

The number of the school commissioners for the new municipality shall be fixed at seven (7).

For election purposes, its territory shall be divided into five wards, numbered, represented and limited as follows:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Alphonse-de-Caplan;

Ward number 2, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Saint-Charles-de-Caplan;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Siméon-de-Bonaventure;

Ward number 4, represented by two commissioners, covers the present territory of the school municipality of Bonaventure;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Elzéar.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 004-04

Village de Saint-Germain

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1346 dated April 30,

d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Edmond-de-Grantham, dans le comté de Drummond, à la municipalité scolaire du village de Saint-Germain dans le comté de Drummond.

Ce changement prend effet, pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 6 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 680-01

Chelsea (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1427, en date du 7 mai 1969, d'ériger le territoire ci-dessous décrit comprenant celui actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Saint-Étienne-de-Chelsea dans le comté de Gatineau, en une nouvelle municipalité scolaire distincte, pour les protestants seulement, sous le nom de Chelsea (prot.) dans le comté de Gatineau.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire est décrit comme suit, savoir:

Cadastre officiel du canton Hull

A) Range VI: Partie du lot 3 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 4 à 12 inclusivement moins toutefois cette partie du lot 7*c* appartenant à la municipalité scolaire de Greater Hull (Prot.);

Rang VII: Partie des lots 4 et 5 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 6 à 18 inclusivement;

Rang VIII: Partie du lot 7 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 8 à 21 inclusivement;

Rang IX: Partie des lots 8, 9 et 10 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 11 à 28 inclusivement;

Rang X: Partie du lot 10 situé à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 11 à 28 inclusivement.

Rang XI: Partie des lots 12 et 13 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 14 à 28 inclusivement;

Rang XII: Partie du lot 14 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 15 à 28 inclusivement;

Rang XIII: Partie des lots 16 et 17 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 18 à 28 inclusivement.

Rang XIV: Partie des lots 19 et 20 située à l'ouest de la rivière Gatineau et les lots 21 à 28 inclusivement;

Rang XV: Les lots 21*b* et 22*c*-1;

Cadastre officiel du canton Eardly

B) Rang X: Les lots 1 à 6 inclusivement;

Rang XI: Les lots 1 à 10 inclusivement;

Rang XII: Les lots 1 à 11*a* inclusivement.

Ce changement prend effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 970-01

Commission Scolaire Régionale Charlevoix

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1427, en date du 7 mai 1969, d'admettre la commission scolaire de Saint-

1969, to annex the present territory of the school municipality of Saint-Edmond-de-Grantham, in the county of Drummond, to the school municipality of the village of Saint-Germain in the county of Drummond.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 6, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 680-01

Chelsea (Prot.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1427 dated May 7, 1969, to erect the hereunder described territory covering that now under the jurisdiction of the school trustees for the municipality of Saint-Étienne-de-Chelsea in the county of Gatineau, into a new and distinct school municipality, for Protestants only, under the name of Chelsea (Prot.) in the county of Gatineau.

The territory of this new school municipality is described as follows, to wit:

Official Cadastre for the township of Hull

(A) Range VI: Part of lot 3 situated on the west of the Gatineau River and lots 4 to 12 inclusively, less however that part of lot 7*c* belonging to the school municipality of Greater Hull (Prot.);

Range VII: Part of lots 4 and 5 situated on the west of the Gatineau River and lots 6 to 18 inclusively;

Range VIII: Part of lot 7 situated on the west of the Gatineau River and lots 8 to 21 inclusively;

Range IX: Part of lots 8, 9 and 10 situated on the west of the Gatineau River and lots 11 to 28 inclusively;

Range X: Part of lot 10 situated on the west of the Gatineau River and lots 11 to 28 inclusively;

Range XI: Part of lots 12 and 13 situated on the west of the Gatineau River and lots 14 to 28 inclusively;

Range XII: Part of lot 14 situated on the west of the Gatineau River and lots 15 to 28 inclusively;

Range XIII: Part of lots 16 and 17 situated on the west of the Gatineau River and lots 18 to 28 inclusively;

Range XIV: Part of lots 19 and 20 situated on the west of the Gatineau River and lots 21 to 28 inclusively;

Range XV: Lots 21*b* and 22*c*-1.

Official Cadastre for the township of Eardly

(B) Range X: Lots 1 to 6 inclusively;

Range XI: Lots 1 to 10 inclusively;

Range XII: Lots 1 to 11*a* inclusively.

This change shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 970-01

Regional School Board of Charlevoix

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1427 dated May 7, 1969, to admit the school commission of Saint-

Joseph-de-la-Rive, dans le comté de Charlevoix, comme membre de la Commission Scolaire Régionale Charlevoix.

Pour les fins de l'article 480, cette commission scolaire est ajoutée au groupe des délégués des commissions scolaires Les Éboulements et l'Ile-aux-Coudres.

Ce changement prend effet le 1er juillet 1969.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 085-00

Joseph-de-la-Rive, in the county of Charlevoix, as member of the Regional School Board of Charlevoix.

For the purposes of section 480, this school commission is added to the group of the delegates of the school commission of Les Éboulements and l'Ile-aux-Coudres.

This change shall take effect on July 1, 1969.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 085-00

Des Chenaux

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1426 en date du 7 mai 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Saint-Luc, Saint-Narcisse, Saint-Prosper et Saint-Stanislas, dans le comté de Champlain, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom Des Chenaux, dans le comté de Champlain.

Pour fins d'élection son territoire est divisé en cinq (5) quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit, savoir:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Sainte-Geneviève-de-Batiscan;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Luc;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Narcisse;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Prosper;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la municipalité scolaire de Saint-Stanislas.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 770-01

Des Chenaux

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1426 dated May 7, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Sainte-Geneviève-de-Batiscan, Saint-Luc, Saint-Narcisse, Saint-Prosper and Saint-Stanislas, in the county of Champlain, and to erect it into a new school municipality under the name of Des Chenaux, in the county of Champlain.

For election purposes, its territory shall be divided into five (5) wards, numbered, represented and limited as follows, to wit:

Ward number 1, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Sainte-Geneviève-de-Batiscan;

Ward number 2, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Luc;

Ward number 3, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Narcisse;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Prosper;

Ward number 5, represented by one commissioner, covers the present territory of the school municipality of Saint-Stanislas.

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 770-01

Ville d'East Angus (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1426, en date du 7 mai 1969, d'annexer, pour les catholiques seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires de Bury (cath.), Saint-Camille-de-Cookshire, Saint-Paul-de-Scotstown (cath.), et Sawyerville (cath.), dans le comté de Compton, à la municipalité scolaire de la Ville d'East Angus (cath.), dans le comté de Compton.

Pour fins d'élection, le territoire annexé est divisé en deux quartiers, numérotés, représentés et délimités comme ci-dessous, ces deux nouveaux quartiers devant s'ajouter aux cinq quartiers déjà existants dans la municipalité scolaire de la ville d'East Angus (cath.) et portant les numéros de 1 à 5 inclusivement.

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire et comprenant le territoire actuel des municipalités scolaires de Bury (cath.) et Saint-Paul-de-Scotstown (cath.);

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire et comprenant le territoire actuel des municipalités scolaires de Saint-Camille-de-Cookshire (cath.) et Sawyerville (cath.).

Town of East Angus (Cath.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1426 dated May 7, 1969, to annex, for Catholics only, the present territory of the school municipalities of Bury (Cath.), Saint-Camille-de-Cookshire, Saint-Paul-de-Scotstown (Cath.) and Sawyerville (Cath.), in the county of Compton, to the school municipality of the town of East Angus (Cath.), in the county of Compton.

For election purposes, the annexed territory shall be divided into two wards, numbered, represented and limited as hereunder, the two new wards to be joined to the other five wards already existing in the school municipality of the town of East Angus (Cath.) and bearing numbers 1 to 5 inclusively.

Ward Number 6, represented by one commissioner and covering the present territory of the school municipalities of Bury (Cath.) and Saint-Paul-de-Scotstown (Cath.);

Ward Number 7, represented by one commissioner and covering the present of the school municipalities of Saint-Camille-de-Cookshire (Cath.) and Sawyerville (Cath.).

Ces changements prennent effet, pour fins d'élection le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins, le 1er juillet 1969.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 165-06

La Vallière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1426 en date du 7 mai 1969, de modifier l'item 14 de l'arrêté en conseil No 1056 en date du 2 avril 1969, érigeant la municipalité scolaire de La Vallière dans le comté de Roberval, de la façon suivante:

Le sixième alinéa de l'item 14 de l'arrêté en conseil No 1056 du 2 avril 1969 est remplacé par les suivants:

Le quartier numéro 3, représenté par trois commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité de la ville de Saint-Félicien;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire actuel de la municipalité de Saint-Félicien.

Québec, le 12 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 495-02

Montcalm

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1427 en date du 7 mai 1969, de fusionner le territoire actuel des municipalités scolaires de Duberger et Les Saules, dans le comté de Saint-Sauveur, et de l'ériger en une nouvelle municipalité scolaire sous le nom de Montcalm dans le comté de Saint-Sauveur.

Le nombre des commissaires d'écoles pour cette nouvelle municipalité est fixé à neuf (9).

Pour les fins d'élection, le territoire de cette municipalité scolaire est divisé en six quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprend le territoire situé à l'intérieur des limites suivantes:

La partie de la municipalité scolaire située au sud de la Rivière Saint-Charles dans les limites de la ville de Duberger.

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprend le territoire situé à l'intérieur des limites suivantes:

La partie de la municipalité scolaire limitée au sud par la Rivière Saint-Charles; à l'est par le centre des artères suivantes: Boulevard Central (Nord), Boul. Hamel, rue Labrecque, rue Lemieux, rue Laverdière et Boul. Central (Parc); au nord, par le centre de la rue Nadeau, du Boul. Central (Parc) à la rue Darveau et par la ligne nord de division des lots 2398-1-44 à 2398-1-40 du cadastre officiel de la paroisse Saint-Sauveur; à l'ouest, par la ligne de division des lots 2397 et 2398 et de son prolongement vers le sud jusqu'à la Rivière Saint-Charles.

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprend le territoire situé à l'intérieur des limites suivantes:

La partie de la municipalité scolaire limitée à l'est par le centre du Boulevard Monaco de la limite nord de la ville de Duberger jusqu'à la rue Careau, par le centre de la rue Careau du Boulevard Monaco jusqu'à la ligne de division des lots 2397 et 2398, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, et de son prolongement de la rue Careau jusqu'à la Rivière Saint-Charles; au

These changes shall take effect on June 1, 1969 for election purposes, and on July 1, 1969 for all other purposes.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 165-06

La Vallière

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1426 dated May 7, 1969, to amend item 14 of Order in Council No. 1056 dated April 2, 1969, erecting the school municipality of La Vallière in the county of Roberval, in the following way:

The sixth paragraph of item 14 of Order in Council No. 1056 of April 2, 1969, shall be replaced by the following:

Ward number 3, represented by three commissioners, covers the present territory of the municipality of the town of Saint-Félicien;

Ward number 4, represented by one commissioner, covers the present territory of the municipality of Saint-Félicien.

Québec, May 12, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 495-02

Montcalm

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1427 dated May 7, 1969, to amalgamate the present territory of the school municipalities of Duberger and Les Saules, in the county of Saint-Sauveur, and to erect it into a new school municipality under the name of Montcalm, in the county of Saint-Sauveur.

The number of school commissioners for this new municipality is fixed at nine (9).

For election purposes, the territory of this school municipality is divided into six wards, numbered, represented and bounded as follows:

Ward number 1, represented by a commissioners, includes the territory situated in the interior of the following limits:

Part of the school municipality situated on the south of Saint-Charles River, in the limits of the town of Duberger.

Ward number 2, represented by a commissioner, includes the territory situated in the interior of the following limits:

Part of the school municipality bounded on the south by Saint-Charles River; on the east by the centre of the following thoroughfares: Central Boulevard (North), Hamel Boulevard, Labrecque Street, Lemieux Street, Laverdière Street and Central Boulevard (Park); on the north, by the centre of Nadeau Street, from Central Boulevard (Park) to Darveau Street and by the north line of the division of lots 2398-1-44 to 2398-1-40 of the official cadastre of the parish of Saint-Sauveur; on the west, by the division line of lots 2397 and 2398 and its extension to the south up to Saint-Charles River.

Ward number 3, represented by a commissioner, includes the territory situated in the interior of the following limits:

Part of the school municipality bounded on the east by the centre of Monaco Boulevard, from the northern limit of the town of Duberger to Careau Street, by the centre of Careau Street from Monaco Boulevard to the division line of lots 2397 and 2398, of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, and its extension from Careau Street to Saint-Charles River; on the

sud, par la Rivière Saint-Charles; à l'ouest par les limites de la ville de Duberger; au nord par les limites de la ville de Duberger.

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprend le territoire situé à l'intérieur des limites suivantes:

La partie de la municipalité scolaire limitée au sud par le centre de la rue Gareau du Boulevard Monaco jusqu'à la ligne de division des lots 2397 et 2398, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Sauveur, par la ligne nord de division des lots 2398-1-40 à 2398-1-44, du même cadastre, et par le centre de la rue Nadeau jusqu'à sa première jonction avec la Rivière Duberger; au nord par les limites de la ville de Duberger; à l'ouest par le centre du Boulevard Monaco.

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprend le territoire situé à l'intérieur des limites suivantes:

La partie de la municipalité scolaire limitée à l'ouest par le centre des artères suivantes: Boul. Central (Nord), Boul. Hamel, rue Labrecque, rue Lemieux, rue Laverdière, Boul. Central (Parc) jusqu'à la première jonction de la rue Nadeau avec la Rivière Duberger, puis, par les méandres de la Rivière Duberger; au nord par les limites de la ville de Duberger; à l'est par les limites de la ville de Duberger; au sud par la Rivière Saint-Charles.

Le quartier numéro 6, représenté par quatre commissaires, comprend le territoire actuel de la municipalité scolaire de Les Saules.

Ces changements prennent effet pour fins d'élection, le 1er juin 1969 et pour toutes autres fins le 1er juillet 1969.

Cet arrêté en conseil remplace l'item 21 de l'arrêté en conseil No 1056 en date du 2 avril 1969.

Québec, le 12 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 130-01

Stanstead County (Prot.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 1427 en date du 7 mai 1969, d'annexer, pour les protestants seulement, le territoire actuellement sous la juridiction des syndics d'écoles pour la municipalité de Hereford dans le comté de Stanstead, à la municipalité de Stanstead County (prot.) dans les comtés de Stanstead et Compton.

Le territoire annexé comprend celui du canton Hereford du cadastre officiel des comtés de Stanstead et Compton.

Ce changement prend effet le 1er juillet 1969.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 920-01

Vaudreuil

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 1426, en date du 7 mai 1969, de rectifier l'item 12 de l'arrêté en conseil No 1056, en date du 2 avril 1969, érigeant la municipalité scolaire de Vaudreuil, en remplaçant les paragraphes concernant la division du territoire en quartiers par les suivant:

Pour fins d'élection, son territoire est divisé en neuf (9) quartiers, numérotés, représentés et délimités comme suit, savoir:

Le quartier numéro 1, représenté par un commissaire, comprenant le territoire actuel de la paroisse de Saint-Joseph-de-Soulanges, du village Les Cèdres et du village de Pointe-des-Cascades;

south, by Saint-Charles River; on the west by the limits of town of Duberger; on the north by the limits of the town of Duberger.

Ward number 4, represented by a commissioner, includes the territory situated in the interior of the following limits:

Part of the school municipality bounded on the south by the centre of Careau Street from Monaco Boulevard to the division line of lots 2397 and 2398, of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, by the northern division line of lots 2398-1-40 to 2398-1-44, of the same cadastre, and by the centre of Nadeau Street to its first meeting with Duberger River; on the north by the limits of the town of Duberger; on the west by the centre of Monaco Boulevard.

Ward number 5, represented by a commissioner, includes the territory situated in the interior of the following limits:

Part of the school municipality bounded on the west by the centre of the following thoroughfares: Central Boulevard (North), Hamel Boulevard, Labrecque Street, Lemieux Street, Laverdière Street, Central Boulevard (Park) to the first meeting of Nadeau Street with Duberger River, then, by the meanders of Duberger River; on the north by the limits of the town of Duberger; on the east by the limits of the town of Duberger; on the south by Saint-Charles River.

Ward number 6, represented by four commissioners, includes the present territory, of the school municipality of Les Saules.

These changes take effect for election purposes, on June 1, 1969 and for any other purposes on July 1, 1969.

This Order in Council replaces Item 21 of Order in Council No. 1056 dated April 2, 1969.

Québec, May 12, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 130-01

Stanstead County (Prot.)

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1427 dated May 7, 1969, to annex, for Protestants only, the territory presently under the jurisdiction of school trustees for the municipality of Hereford in the county of Stanstead, to the municipality of Stanstead County (Prot.) in the counties of Stanstead and Compton.

The territory annexed includes that of the township of Hereford of the official cadastre of the counties of Stanstead and Compton.

This change takes effect on July 1, 1969.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 920-01

Vaudreuil

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 1426, dated May 7, 1969, to rectify item 12 of Order in Council No. 1056, dated April 2, 1969, erecting the school municipality of Vaudreuil, by replacing the paragraphs concerning the division of the territory into wards by the following:

For election purposes, this territory is divided into nine (9) wards, numbered, represented and bounded as follows, to wit:

Ward number 1, represented by a commissioner, including the present territory of the parish of Saint-Joseph-de-Soulanges, the village of Les Cèdres and the village of Pointe-des-Cascades;

Le quartier numéro 2, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de la ville de Vaudreuil et de la ville de Dorion limitée à l'est par le lot 88 du cadastre de la paroisse de Vaudreuil et à l'ouest par la voie ferrée du Canadien National;

Le quartier numéro 3, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de la ville de Vaudreuil et de la ville de Dorion limitée à l'est par la voie ferrée du Canadien National et à l'ouest par l'axe de la petite rivière Quinchien;

Le quartier numéro 4, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de la ville de Vaudreuil limitée à l'est par l'axe de la petite rivière Quinchien et à l'ouest par les lots 1 et 2 du cadastre officiel de Como et 1899 et 1900 du cadastre officiel de la paroisse de Vaudreuil;

Le quartier numéro 5, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de territoire limitée à l'est par la ligne est desdits lots 1, 2, 1899 et 1900 mentionnés au quartier No 4 et à l'ouest par la limite est de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud;

Le quartier numéro 6, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et la ville de Rigaud limitée à l'est par la limite est de ladite paroisse et à l'ouest par le centre de la rue Saint-Pierre;

Le quartier numéro 7, représenté par un commissaire, comprenant cette partie de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud et de la ville de Rigaud limitée à l'est par le centre de la rue Saint-Pierre et à l'ouest par la limite interprovincial, incluant le village de Pointe-Fortune;

Le quartier numéro 8, représenté par un commissaire, comprenant les municipalités de la paroisse et du village de Sainte-Marthe et de la paroisse de Très Saint-Rédempteur;

Le quartier numéro 9, représenté par un commissaire, comprenant la municipalité de la paroisse de Saint-Lazarre.

Cette rectification prend effet immédiatement.

Québec, le 11 mai 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

29264-o 760-01

Ward number 2, represented by a commissioner, including this part of the town of Vaudreuil and the town of Dorion, bounded on the east by lot 88 of the cadastre of the parish of Vaudreuil and on the west by the Canadian National Railway;

Ward number 3, represented by a commissioner, including this part of the town of Vaudreuil and the town of Dorion, bounded on the east by the Canadian National Railway and on the west by the centre-line of small Quinchien River;

Ward number 4, represented by a commissioner, including this part of the town of Vaudreuil bounded on the east by the centre-line of small Quinchien River and on the west by lots 1 and 2 of the official cadastre of Como and 1899 and 1990 of the official cadastre of the parish of Vaudreuil;

Ward number 5, represented by a commissioner, including this part of a territory bounded on the each by the eastern line of said lots 1, 2, 1899 and 1900 mentioned in Ward No. 4 and on the west by the eastern limit of the parish of Sainte-Madeleine-de-Rigaud;

Ward number 6, represented by a commissioner, including this part of the parish of Sainte-Madeleine-de-Rigaud and the town of Rigaud bounded on the east by the eastern limit of the said parish and on the west by the centre of Saint-Pierre Street;

Ward number 7, represented by a commissioner, including this part of the parish of Sainte-Madeleine-de-Rigaud and the town of Rigaud bounded on the east by the centre of Saint-Pierre Street and on the west by the Interprovincial limit, including the village of Pointe-Fortune;

Ward number 8, represented by a commissioner, including the municipalities of the parish and the village of Sainte-Marthe and the parish of Très-Saint-Rédempteur;

Ward number 9, represented by a commissioner, including the municipality of the parish of Saint-Lazarre.

This rectification takes effect immediately.

Québec, May 11, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

29264 760-01

Avis divers

Northern and Central Gas Corporation Limited

Avis public est donné par les présentes que la Corporation de Gaz Naturel du Québec a demandé à la Régie de l'Électricité et du Gaz d'autoriser l'émission, la mise en circulation et la livraison à Northern and Central Gas Corporation Limited de $19,500,000 d'obligations première hypothèque, portant intérêt au taux de 8½% par année, payables en devises des États-Unis d'Amérique, échéant le 15 décembre 1990, en remboursement partiel de prêts au montant de $46,400,000 dûs à Northern and Central Gas Corporation Limited.

Toute personne désirant obtenir une copie de la demande ou ayant des représentations à faire au sujet de ladite demande devra s'adresser à la Régie de l'Électricité et du Gaz, 2100, rue Drummond, Montréal 107, dans les 15 jours de la date de publication des présentes.

Montréal, ce 12e jour de mai, 1969.

Corporation de Gaz Naturel du Québec.

Par le secrétaire,
C. ANTAKI.

29325-o

Miscellaneous Notices

Northern and Central Gas Corporation Limited

Public notice is he reby given that application has been made to the Electricity and Gas Board by Quebec Natural Gas Corporation for authorization to issue, put in circulation and deliver to Northern and Central Gas Corporation Limited $19,500,000 First Nortgage Bonds bearing interest at the rate of 8½% per annum, payable in U. S. funds, maturing on December 15, 1990, in partial payment of loans amounting to $46,400,000 due to Northern and Central Gas Corporation Limited.

Any person desiring to obtain a copy of the application or desiring to make representations in respect thereof should communicate with the Electricity and Gas Board, 2100 Drummond Street, Montreal 107, within 15 days of the publication of this notice.

Montreal, this 12th day of May 1969.

Québec Natural Gas Corporation.

Per: C. ANTAKI,
Secretary.

29325-o

Conseil La Tuque No 1887 des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er mai 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil La Tuque No 1887 des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

29273-o 1404-53

Ville de Montréal

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de l'article 36 de la charte de la Ville de Montréal qui se lit comme suit:

« 36. Le directeur du service des travaux publics doit faire décrire et enregistrer dans un registre exclusivement tenu à cette fin les rues, ruelles, voies et places publiques en totalité ou en partie acquises par la (ville) ou ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans. Quant à celles de ces rues, ruelles, voies ou places qui ne sont qu'en partie publiques, l'enregistrement et la description ne sont faits que pour cette partie.

À compter de cet enregistrement, ces rues, ruelles, voies et places sont réputées voies publiques.

Les dispositions du présent article s'appliquent également aux territoires annexés.

Les rues, ruelles, voies et places publiques ouvertes au public depuis au moins (cinq) ans dans les limites de la (ville) ou de tous territoires annexés à celle-ci deviennent propriété de la (ville) dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Par résolution du comité exécutif, la (ville) approuve (le ou les documents) donnant la description de toutes rues, ruelles, voies ou places publiques, ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la (ville) entend se prévaloir des dispositions du présent article.

2. (Ces documents) doivent être déposés aux archives du service des travaux publics de la (ville) et une copie certifiée par un arpenteur géomètre doit être déposée au bureau d'enregistrement de Montréal.

3. Le greffier de la (ville) doit publier deux fois dans la *Gazette officielle du Québec*, avec un intervalle d'au moins trois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;
b) une description sommaire des rues, ruelles, voies et places publiques dont il s'agit;
c) une déclaration à l'effet que (la description prévue) au paragraphe 1 (a été approuvée et déposée) suivant les paragraphes 1 et 2.

4. L'avis prévu au paragraphe 3 doit, dans le mois suivant chacune de ses publications dans la *Gazette officielle du Québec*, être inséré dans un journal quotidien de langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise publiés dans la (ville).

Tout droits auxquels des tiers pourraient prétendre quant à la propriété du fonds desdites rues, ruelles, voies et places publiques apparaissant aux documents ainsi déposés sont éteints et prescrits s'ils ne sont exercés par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la

Council La Tuque No. 1887 of the Knights of Columbus

Notice is given that the Provincial Secretay, on May 1, 1969, approved the general by-laws of "Council La Tuque No. 1887 of the Knights of Columbus", and such, pursuant to section 9 of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Québec and to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

29273 1404-53

City of Montreal

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of Article 36 of the Charter of the City of Montreal which reads as follows:

"36. The director of the Public Works Department shall cause the streets, lanes, highways and public squares acquired by the city or open for public use for (five) years or more to be described and recorded in a register to be kept exclusively for such purpose. Such of these streets, lanes, highways or public squares as are public in part only shall be registered and described for such part alone.

Upon such registration, such streets, lanes, highways and squares shall be deemed to be public highways.

The provisions of this article shall apply also to territories annexed.

Streets, lanes, highways and public squares open to the public for (five) years or more within the limits of the city or of any territory annexed thereto, shall become the property of the city when the following formalities have been observed:

1. By resolution of the executive committee, the city shall approve one or more (documents) giving the description of all streets, lanes, highways or public squares, or any part thereof, for which it wishes to avail itself of the provisions of this article.

2. (Such documents) shall be deposited in the archives of the public works department of the city and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the registry office of Montreal.

3. The city clerk shall publish twice in the *Québec Official Gazette*, with an interval of at least three and not more than four months between each publication, a notice containing:

(*a*) the full text of this article;
(*b*) a summary description of the streets, lanes, highways and public squares concerned;
(*c*) a statement to the effect that the (description) provided for in paragraph 1 has been approved and deposited according to paragraphs 1 and 2.

4. The notice provided for in paragraph 3 shall, during the month following each of its publications in the *Québec Official Gazette*, be inserted in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in the city.

All rights which might be claimed by third parties respecting the ownership of the site of the said streets, lanes, highways and public squares appearing in the documents so deposited shall be extinguished and prescribed if not exercised by action before the competent court during

dernière publication dans la *Gazette officielle du Québec* de l'avis ci-dessus prévu.

À l'expiration de ces délais, la (ville) doit faire enregistrer sur tout terrain dont il s'agit une déclaration notariée constatant l'accomplissement des formalités ci-dessus prévues et cet acte ainsi enregistré constitue une preuve concluante de l'accomplissement de ces formalités. Le registrateur est tenu d'accepter le dépôt des documents et d'enregistrer la déclaration notariée ci-dessus mentionnée.

Le fait ( ) qu'une rue, ruelle, voie ou place publique est décrite et enregistrée au registre prévu au premier alinéa ou est décrite dans les documents et résolutions prévus à l'article 37, fait preuve *prima facie* que cette rue, ruelle, voie ou place publique est ouverte au public depuis plus de (cinq) ans.

La (ville) ne peut se prévaloir des dispositions du présent article à l'égard de terrains sur lesquels elle a prélevé quelques taxes au cours des (trois) années précédentes.

(Le présent article s'applique aussi aux rues, ruelles et voies privées mais seulement dans les cas où elles apparaissent au plan officiel comme telles et que leurs propriétaires ont été, à cause de leur caractère, exemptés de taxes municipales foncières durant au moins trois exercices.

Quant aux rues, ruelles, voies publiques et parcs dont la ville est propriétaire mais dont les titres comportent une restriction dans l'usage futur qu'elle veut en faire, la ville peut se libérer de ces restrictions par la procédure qui suit:

a) par la publication d'un avis à cet effet dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglise publiés à Montréal;

b) en payant l'indemnité fixée par la cour dans les cas où dans les douze mois de la publication de ces avis le donateur ou ses ayants droit ou successeurs ont exercé leurs recours; si ces recours ne sont pas exercés dans ce délai de douze mois, la ville est libérée. »

La ville de Montréal a approuvé par résolution de son comité exécutif, en date du 16 décembre 1969, la description suivante, montrant certains terrains situés dans le quadrilatère borné par les rues Lyall, Notre-Dame, Jetté, Arcand et le cimetière de l'est, préparé pour poursuivre la procédure établie par l'article 77, chapitre 87 (15-16 Elizabeth II) de la loi modifiant la charte de la Ville;

Les appelés, ou tout ayant droit des appelés à la substitution créée par William Satchell Leney dans son testament du 23 octobre 1831 doivent faire reconnaître leurs droits éventuels ou actuels sur toute partie d'immeuble décrit ci-dessus et qui a été acquise, ou acquise et revendue, par la ville de Montréal, et ce, devant la Cour Supérieure du district de Montréal en mettant en cause cette dernière Ville.

Le soussigné déclare que la description des lots mentionnés ci-dessus, approuvée par le comité exécutif, a été déposée aux archives du service des travaux publics et qu'une copie de la description ci-dessus mentionnée dûment certifiée le 14 janvier 1969 par monsieur André Drolet, arpenteur-géomètre, a été déposée le 22 janvier 1969 sous le numéro 2114299, au bureau d'enregistrement de Montréal.

the year following the last publication in the *Québec Official Gazette* of the notice above provided for.

At the expiry of such delays, the city shall cause to be registered against every piece of land concerned a notarial declaration establishing the fulfilment of the formalities provided for above and the deed so registered shall constitute conclusive proof of the fulfilment of such formalities. The registrar must accept the deposit of the documents and register the above mentioned notarial declaration.

The fact that ( ) a street, lane, highway or public square has been described and recorded in the register contemplated in the first paragraph, or is described in the documents and resolutions contemplated in article 37, shall be *prima facie* proof that such street, lane, highway or public square has been open to the public for over (five) years.

The city cannot avail itself of the provisions of this article with respect to land on which it has collected any taxes during the (three) preceding years.

(This article shall also apply to streets, lanes and private highways but only in cases where they appear on the plan of the official plan as such and their owners were, on account of their nature, exempted from municipal real estate taxes during at least three fiscal years.

As regards the streets, lanes, public highways and parks owned by the city but whose titles contain a restriction on the future use it wishes to make thereof, the city may free itself from such restrictions by the following procedure:

(*a*) by the publication of a notice to that effect in a French language daily newspaper and in an English language daily newspaper published in Montreal;

(*b*) by paying the indemnity fixed by the court in cases where within twelve months from the publication of such notices the donor or his assigns or successors have exercised their recourses; if such recourses are not exercised within such delay of twelve months, the city shall be liberated."

The City of Montreal, under a resolution of its Executive Committee and dated December 16, 1968, has approved the following description showing certain parcels of land located in the quadrilateral bounded by Lyall, Notre-Dame, Jetté and Arcand Streets and the "Cimetière de l'Est", prepared in accordance with the procedure established under Section 77, Chapter 87 (15-16 Elizabeth II) of the Act amending the Charter of the City;

The substitutes, or any representative of the substitutes of the substitution created by William Satchell Leney in his will dated the 23rd of October 1831, must seek the ratification of their actual or eventual rights on any immovable portion above-mentioned whether it was acquired or acquired and resold by the City of Montreal, by proceeding before the Superior Court of the district of Montreal, with said city as "mis-en-cause".

The undersigned declares that the description of the above-mentioned lots, as approved by the Executive Committee, has been filed in the records of the Public Works Department and that copy of the above-mentioned description duly certified on January 14, 1969 by Mr. André Drolet, land-surveyor, was deposited at the Montreal Registry Office on January 22, 1969 under Number 2114299.

Le présent avis est le deuxième que le soussigné doit publier en vertu du paragraphe 3 de l'article 36 de la charte de la Ville.

Le greffier de la ville,
ROBERT BOUCHARD, C.R.

Hôtel de Ville,
Montréal, le 17 mai 1969. 27953-7-2-o

Ville Vanier

Tirage d'obligations
(Anciennement Ville de Québec-Ouest)

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement no 289, de la ville de Québec-Ouest, maintenant ville Vanier, ont été tirées au sort:

Dénominations de $500: 93, 110, 119, 123, 125, 126, 185, 223, 225, 237, 255, 265, 280, 291, 304, 308, 310, 332, 338, 346, 361, 377, 379, 413.

Dénominations de $100: 10, 51, 52, 66, 113, 145, 164, 167, 186, 188, 190, 195, 198, 202, 228, 235, 239, 257, 273, 328, 334, 335, 433, 482, 485, 499, 500, 505, 521, 533, 545, 549, 558, 565.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er juillet 1969, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Québec, le 7 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
29272-o ROGER GAUVIN.

Ville de Cowansville

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le conseil municipal de Cowansville a adopté, lors d'une assemblée spéciale tenue au lieu ordinaire des séances du conseil, le vendredi 9 mai 1969, un programme de rénovation concernant le territoire délimité par:

Zone 1. au nord par le boulevard Dieppe, à l'extrême est par la rue James, au sud par le C.P.R. et à l'extrême ouest par la rue Willard;

Zone 2. le lac artificiel, la rue Sanborn, la moitié de la rue Elm, s'étendant aux bâtiments de chaque côté de ces deux rues.

Les principaux travaux à exécuter consistent:

1° Construction d'une nouvelle rue au nord-est de la zone 1 et à la limite sud de la même zone, ainsi que deux nouvelles rues de chaque côté de la rue Sud;

2° Construction d'habitations subventionnées;

3° Construction de parcs de stationnement dans les deux (2) zones;

4° Amélioration de plusieurs intersections de rues;

5° Construction de la rue Sanborn;

6° Aménagement de parcs et d'une promenade;

7° Aménagement d'un accès et d'un terrain pour fin d'habitation pour les personnes âgées;

8° Fermeture des rues Principale et Caroline;

9° Construction des égouts collecteurs et des aqueducs;

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptées en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation », sont les suivantes:

1° Amendement au règlement No 455 concernant l'édification et l'occupation des terrains;

2° Le code national de bâtiment;

3° Code de logement;

The present notice is the second which the undersigned must publish in accordance with paragraph 3 of Section 36 of the City Charter.

ROBERT BOUCHARD, Q.C.,
City Clerk.

City Hall,
Montreal, May 17, 1969. 27953-7-2-o

Town of Vanier

Drawing of bonds
(Formerly Town of Québec-West)

The following bonds, issued under by-law No. 289 of the Town of Québec-West, now the Town of Vanier, have been drawn by lots:

Denominations of $500: 93, 110, 119, 123, 125, 126, 185, 223, 225, 237, 255, 265, 280, 291, 304, 308, 310, 332, 338, 346, 361, 377, 379, 413.

Denominations of $100: 10, 51, 52, 66, 113, 145, 164, 167, 186, 188, 190, 195, 198, 202, 228, 235, 239, 257, 273, 328, 334, 335, 433, 482, 485, 499, 500, 505, 521, 533, 545, 549, 558, 565.

The said bonds will be redeemable on July 1, 1969, the date on which they shall cease to bear interest.

Québec, May 7, 1969.

ROGER GAUVIN,
29272 *Secretary-Treasurer.*

Town of Cowansville

In conformity with articles 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55) public notice is hereby given that the council of Cowansville at a special meeting held in the Town Hall on Friday May 9th, 1969, adopted a renewal program concerning the territory bounded by:

Zone 1. Dieppe Boulevard to the north, James Street to the far east, C.P.R. to the south and by Willard Street to the for west;

Zone 2. The artificial lake and Sanborn Street, half of Elm Street extending to buildings on each side of these two streets.

The main works to be carried out are:

1. Construction of a new street at the north-east of Zone 1 and to the south limit of this same zone as well as two new streets on each side of South street.

2. Construction of lodgings for persons of low income;

3. Construction of parking lots in both zones;

4. Improvement of several street corners;

5. Construction of Sanborn Street;

6. Laying out of parks and one promenade;

7. Laying out of an access road and lot for construction of a home for the aged;

8. Closing down of Main and Caroline Streets;

9. Construction of sewer and water works;

The new by-laws and amendments to existing by-laws adopted by virtue of this program and coming into force as provided for by article 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time when the territory in which they are to apply is declared a "renewal zone" are:

1. Amendments to by-law No. 455 concerning construction and occupation of land;

2. The National Building Code;

3. The Housing Code;

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au 220, Place Municipale, Cowansville, aux heures normales d'ouverture des bureaux;

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du programme de rénovation au prix unitaire de $25.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme à la Société d'habitation du Québec, 1995 Boulevard Charest, ouest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 28e jour de juin 1969.

Donné à Cowansville, ce 9e jour de mai 1969.

Le greffier,
JEAN LEDUC.

29316-o

The documents forming this program may be consulted by all interested parties at 220 Place Municipale, during the normal business hours.

Furthermore, interested persons may obtain at the above address one or several copies of the renewal program for the price of $25 per copy.

Finally, those interested may submit in writing to the Québec Housing Corporation at 1995 Charest Boulevard West, Ste-Foy, Québec 10, P.Q. their objections to the renewal program, and this not later that the 28th day of June 1969.

Given at Cowansville, this 9th day of May 1969.

JEAN LEDUC,
Clerk.

29316-o

Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec

Avis est par les présentes donné que la « Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec » a adopté les règlements 11 et 12 permettant l'admission de certaines personnes comme membres de la corporation à son assemblée générale annuelle du 9 mai 1969, en vertu de l'article 8 de la loi constituant la Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec, bill 180, sanctionné le 5 juillet 1968, et qu'à l'expiration des trente (30) jours suivant la présente publication, lesdits règlements seront soumis pour approbation au lieutenant-gouverneur en conseil.

Règlement numéro 11

permettant aux assistants ou adjoints des greffiers, trésoriers, secrétaires-trésoriers, gérants, ingéniers et directeurs de services tel que stipulé aux règlements numéros 2 et 3.

Article 1

Tous les assistants ou adjoints de greffiers, trésoriers, secrétaires-trésoriers, gérants, ingénieurs, directeurs de loisirs et directeurs de services, tel que stipulé aux règlements numéros 2 et 3 de la Corporation ddes Officiers Municipaux Agréés du Québec, sont admissibles comme membres de la C.O.M.A.Q. en vertu des dispositions de l'article 9 de la loi organique de la Corporation qui stipule:

« Pour devenir membre de la Corporation, une personne doit établir, à la satisfaction du conseil d'administration de la corporation:

a) qu'elle est majeure;

b) qu'elle est secrétaire-trésorier, greffier, trésorier ou gérant d'une corporation municipale de cité ou de ville ou qu'elle est un officier municipal dont la fonction est reconnue par un règlement à cet effet, adopté par la corporation et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil;

c) qu'elle détient un diplôme d'une université reconnue par le conseil d'administration;

d) qu'elle a acquitté la cotisation exigible pour l'année en cours;

e) qu'elle réside ou travaille habituellement dans le Québec;

f) qu'elle remplit toutes les conditions requises par les règlements pour son admission. »

Article 2

Et de plus, elles devront posséder un an d'expérience à l'emploi d'une cité ou d'une ville jugée satisfaisante par le conseil d'administration de la corporation.

Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec

Notice is hereby given that the "Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec" has adopted by-laws 11 and 12 permitting the admission of certain persons as members of the corporation at its annual general meeting held on May 9, 1969, pursuant to section 8 of the Act to incorporate the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec, bill 180, assented to on July 5, 1968, and that from and after thirty (30) days following publication of these presents, the said by-laws will be submitted for approval to the Lieutenant-Governor in Council.

By-law number 11

permitting assistant or associate clerks, treasurers, secretary-treasurers, managers, engineers and directors of service as stipulated in by-law numbers 2 and 3.

Section 1

All assistant or associate clerks, treasurers, secretary-treasurers, managers, engineers, directors of recreation and directors of service, as stipulated in by-laws numbers 2 and 3 of the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec, are admissible as members of the C.C.M.O.Q. pursuant to the provisions of section 9 of the Act incorporating the Corporation which stipulates:

"To become a member of the Corporation, a person must show to the satisfaction of the board of directors of the Corporation:

(*a*) that he is of the age of majority;

(*b*) that he is a secretary-treasurer, clerk, treasurer or manager of a city or town municipal corporation, or that he is a municipal officer whose office is recognized by a by-law to that effect made by the corporation and approved by the Lieutenant-Governor in Council;

(*c*) that he holds a degree from a university recognized by the board of directors;

(*d*) that he has paid the contribution exigible for the current year;

(*e*) that he usually resides or works in the Province of Québec;

(*f*) that he fulfills all the conditions required by the by-laws for his admission."

Section 2

And moreover, they must have one-year's experience working for a city or town deemed satisfactory by the board of directors of the Corporation.

Règlement numéro 12
permettant l'admission de certains membres

Attendu que le paragraphe « *a* » de l'article 11 de la loi organique stipule ce qui suit:

11. « Par exception, toute personne qui ne possède pas les exigences académiques prévues au paragraphe « *c* » de l'article 9 mais qui remplit toutes les autres conditions requises par cet article, peut devenir membre de la corporation au cours des douze mois qui suivent la sanction de la présente loi, pourvu qu'elle remplisse la condition suivante:

A) qu'elle possède cinq (5) années d'expérience pertinente jugée satisfaisante par le conseil d'administration; »

À ces causes, il est, par le présent règlement, statué comme suit:

Article 1

Il est référé au préambule du présent règlement pour valoir comme s'il était ici récité au long.

Article 2

Tous les assistants ou adjoints auxquels il est référé à l'article 1 du règlement numéro 11 peuvent devenir membres de la corporation aux conditions suivantes:

a) qu'ils possèdent cinq (5) années d'expérience pertinente jugée satisfaisante par le conseil d'administration;

b) qu'ils subissent, avec succès, devant un bureau d'examinateurs nommé à cette fin par le conseil d'administration, un examen conforme aux exigences dudit conseil;

c) qu'ils remplissent les autres conditions mentionnées dans les règlements de la corporation.

Copie certifiée des règlements numéros 11 et 12 de la Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec, adoptés par les administrateurs à une assemblée du conseil d'administration tenue le 26e jour d'avril 1969 et régulièrement approuvés à l'unanimité le 9 mai 1969, par les membres présents, à l'assemblée générale annuelle.

Signé à Québec, ce 13e jour de mai 1969.

Le secrétaire,
JACQUES SIMONEAU.

29336-o

By-law number 12
Permitting the admission of certain members

Whereas paragraph "*a*" of section 11 of the Act incorporating the Corporation stipulates that:

11. "However, any person who does not have the academic requirements contemplated in paragraph "*c*" of section 9 but who fulfills all the other conditions required by the said sections, may become a member of the corporation during the twelve months following the sanctioning of this act, provided that he meet the following condition:

(A) that he have five (5) years of pertinent experience deemed satisfactory by the board of directors;"

THEREFORE, by this by-law, the following is enacted:

Section 1

Is referred to the preamble of this by-law and is the equivalent to its repetition here at length.

Section 2

All the assistants or associates referred to in section 1 of by-law number 11 may become members of the Corporation on the following conditions:

(*a*) that they have five (5) years of pertinent experience deemed satisfactory by the board of directors;

(*b*) that they submit successfully to an exam which conforms to the requirements of the said board, before a board of examiners appointed for such purpose by the board of directors;

(*c*) that they fulfill the other conditions mentioned in the by-laws of the corporation.

Certified copy of by-laws numbers 11 and 12 of the Corporation of Chartered Municipal Officers of Québec, adopted by the directors at a meeting of the board of directors held on the 26th day of April, 1969, and unanimously approved in the regular manner on May 9, 1969 by the members present at the annual general meeting.

Signed at Québec, this 13th day of May, 1969.

JACQUES SIMONEAU,
Secretary.

29336

Compagnie autorisée à faire des affaires

Eaton Yale & Towne Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Eaton Yale & Towne Inc. », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est « C.T. Corporation System (Canada), Ltd. », de 81, rue St-Pierre, bureau 42, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à bureau 42, 81, rue St-Pierre, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

29183 23-69 — 1482-50

Company Licensed to do Business

Eaton Yale & Towne Inc

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Eaton Yale & Towne Inc.", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is "C.T. Corporation System (Canada), Ltd.", of 81 rue St-Pierre, Room 42, Québec.

The principal office of the company in the Province is at Room 42, 81 rue St-Pierre, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29183-o 23-69 — 1482/50

Association coopérative

Magasin Co-Op L'Unité de la Vernière

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la demande du syndicat coopératif « L'Unité » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Magasin Co-Op L'Unité de la Vernière ».

Québec, le 2 mai 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,

29223-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Cooperative Association

Magasin Co-Op L'Unité de la Vernière

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the request of the cooperative syndicate "L'Unité" to cease to be governed by the Québec Cooperative Syndicates Act, and to become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Magasin Co-Op L'Unité de la Vernière".

Québec, May 2, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

29223

Lettres patentes

Marton's Stores Inc.

Dans l'avis de lettres patentes publié dans la *Gazette officielle du Québec* numéro 19 du 11 mai 1968, nous aurions dû lire dans la version française: « Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies » au lieu de « troisième partie de la Loi des compagnies ».

29267-o

Letters Patent

Marton's Stores Inc.

In the notice of letters patent published in the *Québec Official Gazette* number 19, dated May 11, 1968, one should have read in the French version: "Notice is hereby given pursuant to Part I of the Companies Act" instead of "Part III of the Companies Act".

29267

Demande à la Législature

Ville de Brossard

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Brossard » s'adressera à la Législature de la Province à sa présente session aux fins d'être autorisée à détenir, utiliser ou céder à toutes fins quelconques les immeubles acquis pour fins industrielles le 29 décembre 1967, en suite à ses règlements numéros 308 et 316, par acte passé devant Me Jean Boucher, notaire, sous le numéro 8239 de ses minutes et enregistré à Laprairie sous le numéro 83641; et aux fins de pourvoir au remploi du produit de toute utilisation ou cession.

Le procureur de la pétitionnaire,

29343-20-4-o GASTON POULIOT, C.R.

Application to Legislature

Town of Brossard

Public notice is hereby given that the "Town of Brossard" will apply to the Legislature of the Province at its present session for the passing of an Act to empower it to hold, use or cede for any purpose whatever, a certain piece of land purchased for industrial purposes on November 29, 1967, in virtue of its by-laws 308 and 316, by deed executed before Jean Boucher, notary, under number 8239 of his munutes and registered at Laprairie under number 83641; and to determine the use that shall be made of the proceeds as the case may be.

GASTON POULIOT, Q.C.,

29343-20-4-o *Attorney for Petitioner.*

Soumissions

Cité de Beaconsfield
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Pierre Lebeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 303, Boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 2 juin 1969, pour l'achat de $740,000 d'obligations de la cité de Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou

Tenders

City of Beaconsfield
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Pierre Lebeau, Secretary-Treasurer, City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, county of Robert Baldwin, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, June 2, 1969, for the purchase of an issue of $740,000 of bonds for the city of Beaconsfield, county of Robert Baldwin, dated June 1, 1969, and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7% nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire

des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 170 — $368,000 — renouvellement d'emprunt; 336 — $250,000 — aqueduc, égouts et voirie; 342 — $122,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $740,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$17,000
1er juin 1971	18,000
1er juin 1972	18,000
1er juin 1973	26,000
1er juin 1974	29,000
1er juin 1975	32,000
1er juin 1976	34,000
1er juin 1977	38,000
1er juin 1978	43,000
1er juin 1979	49,000
1er juin 1980	51,000
1er juin 1981	56,000
1er juin 1982	57,000
1er juin 1983	60,000
1er juin 1984	61,000
1er juin 1985	26,000
1er juin 1986	28,000
1er juin 1987	30,000
1er juin 1988	33,000
1er juin 1989	34,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $34,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beaconsfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $34,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $34,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws Nos. 170 — $368,000 — loan renewal; 336 — $250,000 — aqueduct, sewers, and roads; 342 — $122,000 — roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $740,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$17,000
June 1, 1971	18,000
June 1, 1972	18,000
June 1, 1973	26,000
June 1, 1974	29,000
June 1, 1975	32,000
June 1, 1976	34,000
June 1, 1977	38,000
June 1, 1978	43,000
June 1, 1979	49,000
June 1, 1980	51,000
June 1, 1981	56,000
June 1, 1982	57,000
June 1, 1983	60,000
June 1, 1984	61,000
June 1, 1985	26,000
June 1, 1986	28,000
June 1, 1987	30,000
June 1, 1988	33,000
June 1, 1989	34,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders shall be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being for 20-year fixed-term bonds or 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided however, that the latter part be for an amount not less than $34,000, and, if higher than the latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beaconsfield.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term, for an amount equal to $34,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $34,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 juin 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 303, Boulevard Beaconsfield, Beaconsfield, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beaconsfield (Comté de Robert Baldwin), ce 8 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
PIERRE LEBEAU.

Hôtel de Ville,
303, Boulevard Beaconsfield,
Beaconfield (Robert Baldwin), P.Q.,
Téléphone: 697-4660, code 514. 29296-o

Ville de Berthierville
Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné René Bayeur, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 588, rue Montcalm, Berthierville, comté de Berthier, P.Q., jusqu'à 5 heures du soir, mardi, le 3 juin 1969, pour l'achat de $413,000 d'obligations de la ville de Berthierville, comté de Berthier, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 257 — $306,000 — renouvellement d'emprunt; 258 — $65,000 — renouvellement d'emprunt; 259 — $3,000 — renouvellement d'emprunt; 264 — $39,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $413,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$ 11,000
1er juin 1971	13,000
1er juin 1972	13,000
1er juin 1973	15,000
1er juin 1974	15,000
1er juin 1975	16,000
1er juin 1976	17,000
1er juin 1977	17,000
1er juin 1978	18,000
1er juin 1979	18,000
1er juin 1980	12,000
1er juin 1981	12,000
1er juin 1982	12,000
1er juin 1983	12,000
1er juin 1984	12,000
1er juin 1985	12,000
1er juin 1986	12,000
1er juin 1987	12,000
1er juin 1988	12,000
1er juin 1989	152,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans

bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 2, 1969, at 8:30 o'clock p.m., in the City Hall, 303 Beaconsfield Boulevard, Beaconsfield, county of Robert Baldwin, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beaconsfield (County of Robert Baldwin), May 8, 1969.

PIERRE LEBEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
303 Beaconfield Boulevard,
Beaconsfield (Robert Baldwin), P.Q.,
Telephone: 697-4660, code 514. 29296

Town of Berthierville
County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, René Bayeur, Secretary-Treasurer, Town Hall, 588 Montcalm Street, Berthierville, county of Berthier, P.Q., until 5:00 o'clock p.m., Tuesday, June 3, 1969, for the purchase of an issue of $413,000 of bonds for the Town of Berthierville, county of Berthier, dated June 1, 1969, and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws Nos. 257 — $306,000 — loan renewal; 258 — $65,000 — loan renewal; 259 — $3,000 — loan renewal; 264 — $39,000 — loan renewal.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $413,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$ 11,000
June 1, 1971	13,000
June 1, 1972	13,000
June 1, 1973	15,000
June 1, 1974	15,000
June 1, 1975	16,000
June 1, 1976	17,000
June 1, 1977	17,000
June 1, 1978	18,000
June 1, 1979	18,000
June 1, 1980	12,000
June 1, 1981	12,000
June 1, 1982	12,000
June 1, 1983	12,000
June 1, 1984	12,000
June 1, 1985	12,000
June 1, 1986	12,000
June 1, 1987	12,000
June 1, 1988	12,000
June 1, 1989	152,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be

ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $18,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1989 au montant de $152,000 comprend un solde de $140,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1990	$ 13,000
1er juin 1991	13,000
1er juin 1992	13,000
1er juin 1993	13,000
1er juin 1994	13,000
1er juin 1995	13,000
1er juin 1996	13,000
1er juin 1997	13,000
1er juin 1998	18,000
1er juin 1999	18,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Berthierville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $152,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $152,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 3 juin 1969, à 5 heures du soir, Hôtel de Ville, 588, rue Montcalm, Berthierville, comté de Berthier, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Berthierville (Comté de Berthier), ce 9 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
RENÉ BAYEUR.

Hôtel de Ville, 588, rue Montcalm,
Berthierville, Comté de Berthier, P.Q.
Téléphone: 836-3786, code 514. 29297-o

received and considered for 10-year serial bonds with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds, with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than $18,000, and, if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1989 maturity in the amount of $152,000, comprises a balance of $140,000, renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1990	$ 13,000
June 1, 1991	13,000
June 1, 1992	13,000
June 1, 1993	13,000
June 1, 1994	13,000
June 1, 1995	13,000
June 1, 1996	13,000
June 1, 1997	13,000
June 1, 1998	18,000
June 1, 1999	18,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Berthierville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than $152,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than $152,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, June 3, 1969, at 5:00 o'clock p.m., in the Town Hall, 588 Montcalm Street, Berthierville, county of Berthier, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Berthierville (County of Berthier), May 9, 1969.

RENÉ BAYEUR,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 588 Montcalm Street,
Berthierville, County of Berthier, P.Q.
Telephone: 836-3786, code 514. 29297

Paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard
Comté de Nicolet

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Paul Lehouillier, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7.30 heures du soir, Bureau de la Corporation, Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École Centrale, Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, P.Q., mardi, le 3 juin 1969, pour l'achat de $91,000 d'obligations de la paroisse de Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 1-68 — $91,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $91,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$ 4,000
1er juin 1971	4,000
1er juin 1972	3,500
1er juin 1973	3,000
1er juin 1974	2,500
1er juin 1975	2,000
1er juin 1976	1,500
1er juin 1977	1,500
1er juin 1978	1,000
1er juin 1979	1,000
1er juin 1980	500
1er juin 1981	500
1er juin 1982	500
1er juin 1983	500
1er juin 1984	1,000
1er juin 1985	1,000
1er juin 1986	1,000
1er juin 1987	1,000
1er juin 1988	1,000
1er juin 1989	60,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $5,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Parish of Sainte-Cécile-de-Lévrard
County of Nicolet

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Paul Lehouillier, Secretary-Treasurer, until 7.30 o'clock, p.m., at the Office of the Corporation, Sainte-Cécile-de-Lévrard, county of Nicolet, P.Q., and after until 8:00 o'clock p.m., at the Central School Hall, Sainte-Cécile-de-Lévrard, county of Nicolet, P.Q., Tuesday, June 3, 1969, for the purchase of an issue of $91,000 of bonds for the parish of Sainte-Cécile-de-Lévrard, county of Nicolet, dated June 1, 1969 and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law No. 1-68 — $91,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $91,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$ 4,000
June 1, 1971	4,000
June 1, 1972	3,500
June 1, 1973	3,000
June 1, 1974	2,500
June 1, 1975	2,000
June 1, 1976	1,500
June 1, 1977	1,500
June 1, 1978	1,000
June 1, 1979	1,000
June 1, 1980	500
June 1, 1981	500
June 1, 1982	500
June 1, 1983	500
June 1, 1984	1,000
June 1, 1985	1,000
June 1, 1986	1,000
June 1, 1987	1,000
June 1, 1988	1,000
June 1, 1989	60,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term bonds or 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part, and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $5,500, and if greater than the latter amount, said part should include one or several entire annual amortizations only, taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

L'échéance du 1er juin 1989 au montant de $60,000 comprend un solde de $59,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er juin 1990	$ 1,500
1er juin 1991	1,500
1er juin 1992	1,500
1er juin 1993	1,500
1er juin 1994	1,500
1er juin 1995	2,000
1er juin 1996	2,000
1er juin 1997	2,000
1er juin 1998	2,500
1er juin 1999	2,500
1er juin 2000	3,000
1er juin 2001	3,000
1er juin 2002	3,000
1er juin 2003	3,500
1er juin 2004	4,000
1er juin 2005	4,000
1er juin 2006	4,500
1er juin 2007	5,000
1er juin 2008	5,000
1er juin 2009	5,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Gentilly.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $60,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $60,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 3 juin 1969, à 8 heures du soir, Salle de l'École Centrale, Sainte-Cécile-de-Lévrard, comté de Nicolet, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Cécile-de-Lévrard (Comté de Nicolet), ce 29 avril 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-PAUL LEHOUILLER.

Bureau de la Corporation,
Sainte-Cécile-de-Lévrard,
Comté de Nicolet, P.Q.,
Téléphone: 263-2958, code 819. 29217-o

The June 1, 1989 maturity in the amount of $60,000 includes a balance of $59,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
June 1, 1990	$ 1,500
June 1, 1991	1,500
June 1, 1992	1,500
June 1, 1993	1,500
June 1, 1994	1,500
June 1, 1995	2,000
June 1, 1996	2,000
June 1, 1997	2,000
June 1, 1998	2,500
June 1, 1999	2,500
June 1, 2000	3,000
June 1, 2001	3,000
June 1, 2002	3,000
June 1, 2003	3,500
June 1, 2004	4,000
June 1, 2005	4,000
June 1, 2006	4,500
June 1, 2007	5,000
June 1, 2008	5,000
June 1, 2009	5,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Gentilly.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $60,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $60,000, the bonds so issued will be redeemable, by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Eqch tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, June 3, 1969, at 8:00 o'clock p.m., at Central School Hall, Sainte-Cécile-de-Lévrard, county of Nicolet, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Cécile-de-Lévrard (County of Nicolet), April 29, 1969.

JEAN-PAUL LEHOUILLIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
Sainte-Cécile-de-Lévrard,
County of Nicolet, P.Q.,
Telephone: 263-2958, code 819. 29217

Paroisse de Saint-Eustache
Comté de Deux-Montagnes

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le

Parish of Saint-Eustache
County of Two Mountains

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Guy Prud'homme,

soussigné Guy Prud'homme, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures du soir, Bureau de la Corporation, 149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., et par après jusqu'à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q., lundi, le 2 juin 1969, pour l'achat de $320,000 d'obligations de la paroisse de Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlements Nos: 334 — $250,000 — aqueduc, égouts; 335 — $70,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $320,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$ 2,000
1er juin 1971	2,000
1er juin 1972	2,000
1er juin 1973	2,500
1er juin 1974	2,500
1er juin 1975	2,500
1er juin 1976	2,500
1er juin 1977	3,000
1er juin 1978	2,500
1er juin 1979	2,500
1er juin 1980	2,500
1er juin 1981	3,500
1er juin 1982	3,000
1er juin 1983	4,000
1er juin 1984	4,000
1er juin 1985	4,500
1er juin 1986	4,500
1er juin 1987	5,000
1er juin 1988	5,000
1er juin 1989	260,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $23,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er juin 1989 au montant de $260,000 comprend un solde de $254,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Secretary-Treasurer, until 5:00 o'clock in the afternoon, Office of the Corporation, 149 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache, county of Two Mountains, P. Q. and afterwards until 8:00 o'clock in the evening, at the Saint-Eustache Parish Hall, Saint-Louis Street, Saint-Eustache, county of Two Mountains, Québec, Monday, June 2, 1969, for the purchase of an issue of $320,000 of bonds for the parish of Saint-Eustache, county of Two Mountains, dated June 1, 1969 and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1989 inclusively, with interest at a rate of not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount so issued at each different rate must cover one or several entire annual amortizations, such as shown on the tables of redemption in this notice.

By-laws numbers 334 — $250,000 — aqueduct, sewers; 335 — $70,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $320,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$ 2,000
June 1, 1971	2,000
June 1, 1972	2,000
June 1, 1973	2,500
June 1, 1974	2,500
June 1, 1975	2,500
June 1, 1976	2,500
June 1, 1977	3,000
June 1, 1978	2,500
June 1, 1979	2,500
June 1, 1980	2,500
June 1, 1981	3,500
June 1, 1982	3,000
June 1, 1983	4,000
June 1, 1984	4,000
June 1, 1985	4,500
June 1, 1986	4,500
June 1, 1987	5,000
June 1, 1988	5,000
June 1, 1989	260,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance being 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being 10-year short-term bonds for one part, and 20-year fixed-term bonds for the other part, provided however that the latter part be for an amount of not less than $23,000, and if greater than the latter amount, said part should include one only or several entire annual amortizations taking into account the tables of redemption appearing in this notice, starting with the last years of maturity of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall include one only of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The June 1, 1989 maturity in the amount of $260,000 includes a balance of $254,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Année	Capital
1er juin 1990	$ 5,500
1er juin 1991	6,000
1er juin 1992	6,500
1er juin 1993	7,000
1er juin 1994	8,000
1er juin 1995	8,000
1er juin 1996	9,000
1er juin 1997	10,500
1er juin 1998	11,000
1er juin 1999	11,500
1er juin 2000	11,500
1er juin 2001	13,500
1er juin 2002	13,500
1er juin 2003	15,000
1er juin 2004	16,000
1er juin 2005	17,500
1er juin 2006	19,000
1er juin 2007	20,500
1er juin 2008	21,500
1er juin 2009	23,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Eustache.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de $260,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $260,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 2 juin 1969, à 8 heures du soir, Salle paroissiale de Saint-Eustache, rue Saint-Louis, Saint-Eustache, comté de Deux-Montagnes, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Saint-Eustache (Comté de Deux-Montagnes), ce 1er mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
GUY PRUD'HOMME.

Bureau de la Corporation,
149, rue Saint-Eustache, Saint-Eustache,
Comté de Deux-Montagnes, P.Q.
Téléphone: 473-2452, code 514. 29218-o

Year	Capital
June 1, 1990	$ 5,500
June 1, 1991	6,000
June 1, 1992	6,500
June 1, 1993	7,000
June 1, 1994	8,000
June 1, 1995	8,000
June 1, 1996	9,000
June 1, 1997	10,500
June 1, 1998	11,000
June 1, 1999	11,500
June 1, 2000	11,500
June 1, 2001	13,500
June 1, 2002	13,500
June 1, 2003	15,000
June 1, 2004	16,000
June 1, 2005	17,500
June 1, 2006	19,000
June 1, 2007	20,500
June 1, 2008	21,500
June 1, 2009	23,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Eustache.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation when issued serially, or serially and as 20-year fixed-term bonds, for an amount equal to or less than $260,000. However, should they be issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $260,000, the bonds so issued will be redeemable, by anticipation, at par, on June 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 2, 1969, at 8 o'clock in the evening, at the Saint-Estache Parish Hall, Saint-Louis Street, Saint-Estache, County of Two Mountains, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Saint-Eustache (County of Two Mountains), May 1st, 1969.

GUY PRUD'HOMME,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
149 Saint-Eustache Street, Saint-Eustache,
County of Two Mountains, P. Q.
Telephone 473-2452, code 514. 29218

Ville de Duberger
Comté de St-Sauveur

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-Henri Gauvin, greffier, Hôtel de ville, 67, Boulevard Central-Nord, Duberger, Québec 8, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 2 juin 1969, pour l'achat de $377,000 d'obligations de la ville de Duberger, comté de St-Sauveur, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur

Town of Duberger
County of St-Sauveur

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Paul-Henri Gauvin, clerk, Town Hall, 67 Central-North Boulevard, Duberger, Québec 8, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, June 2, 1969, for the purchase of an issue of $377,000 of bonds for the Town of Duberger, county of St-Sauveur, dated June 1, 1969 and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable

à 7%, ni supérieur à 8%, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements nos: 229 (237) — $204,000 — fins industriels; 313 — $8,000 — frais de financement; 327 — $65,000 — aqueduc, égouts et voirie; 328 — $25,000 — frais de financement; 338 — $75,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $377,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$12,000
1er juin 1971	13,000
1er juin 1972	14,000
1er juin 1973	15,000
1er juin 1974	17,000
1er juin 1975	17,000
1er juin 1976	19,000
1er juin 1977	20,000
1er juin 1978	21,000
1er juin 1979	23,000
1er juin 1980	24,000
1er juin 1981	26,000
1er juin 1982	27,000
1er juin 1983	29,000
1er juin 1984	30,000
1er juin 1985	12,000
1er juin 1986	13,000
1er juin 1987	14,000
1er juin 1988	15,000
1er juin 1989	16,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $16,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à $16,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $16,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er juin de chaque année pour le montant

semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 229 — (237) — $204,000 — industrial purposes; 313 — $8,000 — financing costs; 327 — $65,000 — aqueduct, sewers and roads; 328 — $25,000 — financing costs; 338 — $75,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $377,000 — 20 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$12,000
June 1, 1971	13,000
June 1, 1972	14,000
June 1, 1973	15,000
June 1, 1974	17,000
June 1, 1975	17,000
June 1, 1976	19,000
June 1, 1977	20,000
June 1, 1978	21,000
June 1, 1979	23,000
June 1, 1980	24,000
June 1, 1981	26,000
June 1, 1982	27,000
June 1, 1983	29,000
June 1, 1984	30,000
June 1, 1985	12,000
June 1, 1986	13,000
June 1, 1987	14,000
Juue 1, 1988	15,000
June 1, 1989	16,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for a amount not less than $16,000 and if higher than this latter amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall include only one of the terms, save in the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Québec.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec at the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term bonds for an amount equal to $16,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $16,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on June 1st of each year for the annual amount required to

annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 2 juin 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 67, Boulevard Central-Nord, Duberger, Québec 8, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Duberger (Comté de St-Sauveur), ce 8 mai 1969.

Le greffier,
PAUL-HENRI GAUVIN.

Hôtel de ville, 67, Boulevard Central-Nord,
Duberger, Québec 8, P.Q.,
Téléphone: 681-6007, code 418. 29298-o

amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 2, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., Town Hall, 67 Central-North Boulevard, Duberger, Québec 8, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Duberger (County of St-Sauveur), May 8, 1969.

PAUL-HENRI GAUVIN,
Clerk.

Town Hall, 67 Central-North Boulevard,
Duberger, Québec 8, P.Q.,
Telephone: 681-6007, code 418. 29298

Ville d'Estérel
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée Mademoiselle Lyse Yergeau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, boulevard Estérel, Estérel, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 10.30 heures a.m., lundi, le 2 juin 1969, pour l'achat de $137,500 d'obligations de la ville d'Estérel, comté de Terrebonne, datées du 1er juin 1969 et remboursables par séries du 1er juin 1970 au 1er juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7%, ni supérieur à 8% payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlement No 55-A — $137,500 renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er juin 1969.

Tableau d'amortissement — $137,500 — 10 ans

Année	*Capital*
1er juin 1970	$11,500
1er juin 1971	12,000
1er juin 1972	12,500
1er juin 1973	13,000
1er juin 1974	13,500
1er juin 1975	14,000
1er juin 1976	14,500
1er juin 1977	15,000
1er juin 1978	15,500
1er juin 1979	16,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle.

Town of Estérel
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Miss Lyse Yergeau, Secretary-Treasurer, Town Hall, Estérel Boulevard, Estérel, county of Terrebonne, P.Q., until 10.30 o'clock, a.m., Monday, June 2, 1969, for the purchase of an issue of $137,500 of bonds for the town of Estérel, county of Terrebonne, dated June 1, 1969 and redeemable serially from June 1, 1970 to June 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7%, nor more than 8%, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law No. 55-A — $137,500 — renewal of a loan.

For adjudication only, interest shall be calculated as from June 1, 1969.

Table of redemption — $137,500 — 10 years

Year	*Capital*
June 1, 1970	$11,500
June 1, 1971	12,000
June 1, 1972	12,500
June 1, 1973	13,000
June 1, 1974	13,500
June 1, 1975	14,000
June 1, 1976	14,500
June 1, 1977	15,000
June 1, 1978	15,500
June 1, 1979	16,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 2 juin 1969, à 10.30 heures a.m., Hôtel de ville, boulevard Estérel, Estérel, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Estérel (Comté de Terrebonne) ce 8 mai 1969.

Le secrétaire-trésorier,
LYSE YERGEAU.

Hôtel de ville,
boulevard Estérel, Estérel, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 228-2501, code 514. 29299-o

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, June 2, 1969, at 10.30 o'clock, a.m., at the Town Hall, Estérel Boulevard, Estérel, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Estérel (County of Terrebonne), May 8, 1969.

LYSE YERGEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
Estérel Boulevard, Estérel, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 228-2501, code 514. 29299

Ministère des Affaires municipales

Canada,
Province de Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes qui y correspondent;

ATTENDU que le conseil de la cité d'Outremont, par sa requête en date du 7 mars 1969, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en y remplaçant l'article 2 du chapitre 114 des lois de 1921 et l'article 7 du chapitre 112 des lois de 1959-1960, par les dispositions correspondantes de la Loi des cités et villes;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1410, en date du 7 mai 1969, Nous accordons la requête du conseil de la cité d'Outremont, en date du 7 mars 1969, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, que les dispositions ci-haut men-

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province of Québec. HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193), decrees that the Lieutenant-Governor in Council, upon request of the Council of a municipal corporation governed by the said Act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing therein certain provisions by those of the Cities and Towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the council of the city of Outremont, by its petition dated March 7, 1969, asks that letters patent be issued in its favour, in order to amend its charter by replacing therein section 2 of chapter 114 of the acts of 1921 and section 7 of chapter 112 of the acts of 1959-1960, by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1410, dated May 7, 1969, We grant the request of the council of the city of Outremont, dated March 7, 1969, and We declare and order, by these letters patent which will come into force from and after the date of their publication in the *Québec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the

tionnées de la charte de la cité d'Outremont soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispositions de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quatorzième jour de mai en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire adjoint de la province,
LUCIEN DARVEAU.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le sous-ministre des Affaires municipales,
29342-o RICHARD BEAULIEU.

charter of the city of Outremont be replaced by the corresponding provisions of the Cities and Towns Act, the whole in conformity with the provisions of section 2 of the said Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193).

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this fourteenth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will come into force from and after this publication.

RICHARD BEAULIEU,
29342 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias
Canada — Province de Québec
District d'Abitibi

Cour Supérieure, No 10,050. { GASTON MORISSETTE, autrefois de Despinassy, maintenant de Cacouna, district de Kamouraska, saisissant *vs* LIGUORI GAGNON, résidant à Barraute, district d'Abitibi, saisi.

Le lot connu et désigné aux plan et livre du renvoi du cadastre officiel pour le village de Barraute, sous le numéro huit (8) du bloc sept (7).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice à Amos, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1969, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du Shérif, LAVAL GOULET.
Amos, le 7 mai 1969. 29327-o

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Provinciale, No 4446. { ROSAIRE & JACQUES BEAUDOIN, avocats, pratiquant à St-Joseph de Beauce, sous la raison sociale de « Beaudoin & Beaudoin », avocats, demandeurs, *vs* HORMI-

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias
Canada — Province of Québec
District of Abitibi

Superior Court, No. 10,050. { GASTON MORISSETTE, formerly of Despinassy, now of Cacouna, district of Kamouraska, seizing-creditor, *vs* LIGUORI GAGNON, residing at Barraute, district of Abitibi, seized.

The lot known and designated on the plan and in the book of reference for the official cadastre for the village of Barraute, under number eight (8) of block seven (7).

To be sold in the registry office, in the Court House at Amos, on the TWENTY-SIXTH day of JUNE, 1969, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon.

LAVAL GOULET,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Amos, May 7, 1969. 29327

BEAUCE

Canada — Province of Québec
District of Beauce

Provincial Court, No. 4446. { ROSAIRE & JACQUES BEAUDOIN, advocates, practising at St-Joseph de Beauce, under the style of "Beaudoin & Beaudoin", advocates, plaintiffs, *vs* HORMIDAS NA-

DAS NADEAU, St-Léon de Standon, Dorchester, présentement à la prison de St-Joseph, défendeur.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

« Un emplacement au village de Standon pris et détaché du lot numéro deux cent quatre-vingt-quinze (P. 295) du cadastre pour la paroisse de St-Léon de Standon, mesurant cinquante pieds de front sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds, mesure précise, borné en front au chemin public, d'un côté à Valère Brochu, de l'autre à Donat Tanguay et en arrière à Joseph Gosselin, avec bâtisses; tel que le tout se trouve actuellement, avec les servitudes actives et passives. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Dorchester, à Ste-Hénédine, comté de Dorchester, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le député-shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
Ville St-Joseph de Beauce, le 7 mai 1969.

29328-o

DEAU, St-Léon de Standon, Dorchester, presently in St-Joseph prison, defendant.

To be sold, the immovable hereinafter described:

"An immovable in the village of Standon, taken and detached from lot number two hundred and ninety-five (P. 295) in the cadastre for the parish of St-Léon de Standon, measuring fifty feet in front by a depth of one hundred and twenty-five feet, exact measure, bounded in front by the public road, on one side by Valère Brochu, on the other side by Donat Tanguay, and in the rear by Joseph Gosselin, with buildings; the whole as it is presently to be found, with all the active and passive servitudes."

To be sold in the registry office of the division of Dorchester, at Ste-Hénédine, county of Dorchester, on the TWENTY-FOURTH day of JUNE, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy Sheriff.

Sheriff's Office,
Town of St-Joseph de Beauce, May 7, 1969.

29328

CHICOUTIMI

District de Chicoutimi

Cour Supérieure, No 40,478. SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, ayant sa place d'affaires à Québec, C.P. 70, Ste-Foy, district de Québec, demanderesse *vs* JEAN-PAUL VAILLANCOURT, de 742, rue Gendron, à Chicoutimi, district de Chicoutimi, défendeur.

Un immeuble situé en la cité de Chicoutimi, connu et désigné comme étant un terrain ou emplacement formé du lot numéro un-B cent quarante-cinq (Mo 1-B-145), du quatorzième rang sud-ouest, du chemin Sydenham, du canton de Chicoutimi, au cadastre officiel de la paroisse de Chicoutimi, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

Sujet à une servitude consentie par M. Armand Blanchette en faveur de la Compagnie Électrique du Saguenay, relativement à une ligne de transmission et de distribution d'énergie électrique, tel qu'il appert d'un acte reçu devant le notaire Raymond Lacroix, le 5 novembre 1959, sous le numéro 775 de ses minutes, et enregistré à Chicoutimi, le 6 novembre de la même année, sous le numéro 157,272.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, à Chicoutimi, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JUIN 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
RENÉ DELISLE.

Bureau du shérif,
Chicoutimi, le 8 mai 1969.

29329-o

CHICOUTIMI

District of Chicoutimi

Superior Court, No. 40,478. CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, having its place of business in Québec, P.O. Box 70, St. Foy, district of Québec, plaintiff, *vs* JEAN-PAUL VAILLANCOURT, 742 Gendron Street, at Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant.

An immovable situated in the city of Chicoutimi, known and designated as being a piece of land or emplacement formed of lot number one-B one hundred and forty-five (No. 1-B-145), of the fourteenth range southwest, from Sydenham Road, township of Chicoutimi, on the official cadastre of the parish of Chicoutimi, with a building constructed thereon, circumstances and dependencies.

Subject to a servitude granted by Mr. Armand Blanchette in favor of "Compagnie Électrique du Saguenay", relating to a transmission line and the distribution of electrical energy, such as referred to in a deed received before Raymond Lacroix, notary, on November 5, 1959, under number 775 of his minutes, and registered at Chicoutimi, on November 6 of the same year, under number 157,272.

To be sold at the Sheriff's Office, at the Court House, in Chicoutimi, on the NINETEENTH day of the month of JUNE, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, May 8, 1969.

29329

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 762-006. MUTUAL LIFE COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA, demanderesse, *vs* JACQUES ALLARD, défendeur.

La description de la propriété qui suit appartient au défendeur Jacques Allard (*animo domini*):

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal. No. 762-006. THE MUTUAL LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* JACQUES ALLARD, defendant.

The description of the following property is in the possession of the defendant Jacques Allard (*animo domini*).

« Ce certain emplacement faisant front sur l'avenue Braebrook, à l'angle de l'avenue Hermiston, dans la cité de Pointe-Claire, dans la province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro deux cent quarante et un du lot originaire numéro cent dix (110-241) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-Claire, mesurant quatre-vingt-dix-neuf pieds et quatre-vingt-quatorze centièmes de pied (99.94′) de largeur en front et à l'arrière sur soixante et un pieds (61′) de profondeur des deux côtés, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec la maison d'habitation y érigée portant le numéro civique 191 de ladite avenue Braebrook. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, (bureau 129, Vieux Palais de Justice), à Montréal, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de JUIN 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 5 mai 1969. 29330

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 757-884. BERTRAND & BOUTHILLIER INC., demandeurs, *vs* CONRAD OUELLET, défendeur.

« Un immeuble sis en la Cité de Jacques-Cartier, rue Chatham, comprenant:

Deux lots de terre désignés sous les numéros soixante-quatorze et soixante-quinze de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent vingt-neuf (129-74 et 75) au cadastre officiel de la paroisse St-Antoine de Longueuil.

Et une maison genre bungalow portant numéro civique 2520 de ladite Avenue Chatham, circonstances et dépendances.

Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 208, chemin Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 5 mai 1969. 29331-o

Fieri Facias De Terris

District de Montréal

Cour Provinciale, No. 864 575. BERNARD NANTEL *et al* demandeurs, *vs* JACQUES VERHELST, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Bossuet, dans le quartier Mercier de la Cité de Montréal, composé du lot numéro cent huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (26-108) aux plan et livre de renvoi officiels de la Paroisse de Longue Pointe, ledit lot étant de figure irrégulière et mesurant vingt-deux pieds et dix-sept centièmes (22.17′) de largeur en avant, dans sa ligne sud-est, cent six pieds et soixante-quatre centièmes de pied de largeur (106.64′) en arrière, dans sa ligne nord-ouest, sur une profondeur de quatre-vingts pieds (80′) dans sa ligne nord-est, et cent seize pieds et trente-quatre centièmes de pied (116.34′) dans sa ligne sud-ouest. Toutes les mesures ci-dessus sont anglaises, plu ou moins.

Avec les bâtisses dessus érigées, en particulier, une maison portant le numéro civique 3286 rue

"That certain emplacement fronting on Braebrook Avenue, at the corner of Hermiston Avenue, in the city of Pointe Claire, in the Province of Québec, known and designated as subdivision number two hundred and forty-one of the original lot number one hundred and ten (110-241) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe Claire, measuring ninety-nine feet and ninety-four hundredths of a foot (99.94′) in width in front and in rear by sixty-one feet (61′) in depth on both sides, English measure and more or less.

With the dwelling house thereon erected bearing civic No. 191 of the said Braebrook Avenue."

To be sold at the Protonotary's office (room 129, Old Court House) in Montreal on the NINETEENTH day of the month of JUNE 1969, at TWO o'clock on the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 5, 1969. 29330-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 757-884. BERTRAND & BOUTHILLIER INC., plaintiffs, *vs* CONRAD OUELLET, defendant.

"An immovable situated in the City of Jacques-Cartier, Chatham Street, including:

Two lots of land designated under numbers seventy-four and seventy-five of the official subdivision of original lot number one hundred and twenty-nine (129-74 and 75) on the official cadastre of the parish of St-Antoine de Longueuil.

A bungalow kind of a house bearing civic number 2520 of said Chatham Avenue, circumstances and dependencies.

Such as the whole is presently found with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the said immovable."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, 208 Chambly Road, at Longueuil, on the NINETEENTH day of JUNE, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 5, 1969. 29331

Fieri Facias de Terris

District of Montreal

Provincial Court, No. 864 575. BERNARD NANTEL *et al*, plaintiffs, *vs* JACQUES VERHELST, defendant.

An emplacement fronting on Bossuet St. in Mercier Ward in the City of Montreal, composed of lot number one hundred and eight of the official subdivision of original lot number twenty-six (26108) on the official plan and in the book of reference of the Parish of Longue Pointe, the said lot being of irregular shape and measuring twenty-two and seventeen-hundredths feet (22.17′) in width in front on the southeast line, one hundred and six and sixty-four hundredths feet (106.64′) in the rear on its northwest line, by a depth of eighty feet (80′) on its northeast line, and one hundred and sixteen and thirty-four hundredths feet (116.34′) on its southwest line. All the above measures are English and approximate.

With the buildings erected thereon, and particularly a house bearing civic number 3286

Bossuet et dépendances, dont le mur nord-est est mitoyen avec la propriété voisine.

Avec et sujet à une servitude réciproque de droit de vue sur et contre la propriété ci-haut décrite et contre la propriété voisine, étant le lot 26.109 créée et établie aux termes d'un acte de servitude à Montréal, sous le no. 1360958.

Tel que le tout se trouve actuellement, avec tous les droits inhérents audit immeuble et toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes y constituées, sans exception ni réserve.

Avec et sujet à une servitude de droit de vue créée et établie par les présentes, sur et contre le lot ci-haut décrit en faveur du lot voisin connu et désigné comme étant le lot numéro cent sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt-six (26-107) des susdits plan et livre de renvoi officiels, afin de laisser subsister les ouvertures qui pourraient faire partie de toutes bâtisses érigées sur ledit lot 26.107 et qui seraient à une distance de la ligne de division entre les deux propriétés moindre que celle prévue par la loi, tant et aussi longtemps que les bâtisses érigées sur ledit lot subsisteront.

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre No. 129, (Vieux Palais de Justice) à Montréal, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 5 mai 1969. 29332-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Bedford

Montréal, No 763 520. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* FORMCRETE LTD., défenderesse.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Foster, en la cité de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent six dudit lot originaire numéro deux cent vingt et un (221-506), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant soixante pieds de largeur sur cent douze pieds de profondeur.

Avec le bungalow en voie de construction dessus érigé.

Sujet à la servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada *et al*, enregistrée à Laval, sous le numéro 142241.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je me souviens, en la cité de Laval, le VINGTIÈME jour du mois de JUIN 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, 9 mai 1969. 29338

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 763 522. { SOCIÉTÉ CENTRALE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT, demanderesse, *vs* FORMCRETE LTD., défenderesse.

« Un certain emplacement ayant front sur la rue Foster, en la cité de Laval, province de Québec, connu et désigné comme étant la subdivision numéro cinq cent sept dudit lot originaire

Bossuet St. and dependencies, the northeast wall of which is common with the neighboring property.

With and subject to a mutual servitude of right of view on and against the above-described property and against the neighboring property, being lot 26.109, created and established in the terms of a deed of servitude in Montreal, under No. 1360958.

The whole as it is presently to be found with all the rights inherent in the said immovable and all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent attached thereto, without exception nor reservation.

With and subject to a right of view hereby created and established on and against the above-described lot in favour of the neighboring lot, known and designated as being lot number one hundred and seven of the official subdivision of original lot number twenty-six (26-107) on the aforementioned official plan and book of reference in order to allow to stand the openings which may form part of any buildings erected on said lot 26.107, and which would be at a lesser distance from the division line between the two properties than that provided for by law, for as long as the buildings erected on the said lot shall remain.

To be sold in the office of the Prothonotary, Room 129, (Old Court House) in Montreal, on the TWENTIETH day of the month of JUNE, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 5, 1969. 29332

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Bedford

Montreal. No. 763 520. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* FORMCRETE LTD., defendant.

"A certain emplacement fronting on Foster Street, in the city of Laval, Province of Québec, known and designated as being subdivision number five hundred and six of the said original lot number two hundred and twenty-one (221-506), on the official plan and book of reference of the parish of Ste-Rose, measuring sixty feet in width by one hundred and twelve feet in depth.

With the bungalow in the course of construction, thereon erected.

Subject to the servitude in favour on the Bell Telephone Co. of Canada *et al*, registered at Laval, under number 142241.

As the said property now subsists, with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve."

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155, Boulevard Je me souviens, in the city of Laval, on the TWENTIETH day of the month of JUNE 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 9, 1969. 29338-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, No 763 522. { CENTRAL MORTGAGE AND HOUSING CORPORATION, plaintiff, *vs* FORMCRETE LTD., defendant.

"A certain emplacement fronting on Foster Street, in the city of Laval, Province of Québec, known and designated as being subdivision number five hundred and seven of the said

numéro deux cent vingt et un (221-507) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Rose, mesurant soixante pieds de largeur sur cent douze pieds de profondeur.

Avec le bungalow en voie de construction, dessus érigé.

Sujet à la servitude en faveur de la Compagnie de Téléphone Bell du Canada *et al*, enregistrée à Laval, sous le numéro 142241.

Ainsi que ladite propriété subsiste présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans aucune exception ou réserve. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je-me-Souviens, dans la cité de Laval, le VINGTIÈME (20e) jour du mois de JUIN 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du shérif,
Montréal, 9 mai 1969. 29339

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montreal

Montréal, No 763 876. JACQUES PELLETIER, contracteur, de St-Basile-Le-Grand, district de Montréal, demandeur, *vs* CHARLES E. GRAND'MAISON, des mêmes lieux, défendeur.

Un emplacement situé en la municipalité de la paroisse de St-Basile-le-Grand et ayant front sur le Boulevard des Ormes, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-cent cinquante-six (No 456-17) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Bruno, division d'enregistrement de Chambly; mesurant, ledit emplacement, soixante-dix pieds (70′) en front, le long de la ligne sud-est, étant le long du Boulevard des Ormes; soixante-dix pieds et soixante-dix-sept centièmes de pied (70.77′) le long de la ligne nord-ouest, par cent pieds (100′) le long de la ligne sud-ouest, et quatre-vingt-treize pieds et vingt-sept centièmes de pied (93.27′) le long de la ligne nord-est;

Toutes les dimensions ci-dessus sont à la mesure anglaise.

Avec une maison y érigée, portant le numéro civique 29, Boul. des Ormes.

Tel que le tout se trouve présentement, avec tous droits et servitudes y attachés, et plus spécialement, une servitude en faveur de l'Hydro-Québec, reçue sous seing privé et enregistrée au susdit-bureau d'enregistrement, sous le No 297344, le 24 avril 1968.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 208, Chemin Chambly, à Longueuil, le DIX-NEUVIÈME jour de JUIN 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 9 mai, 1969. 29340-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 761 642. THE ROYAL TRUST COMPANY, demandeur, *vs* JACQUES LÉON LANDRY, défendeur, et PAUL RAINVILLE, mis-en-cause.

La propriété immobilière suivante, appartenant au défendeur, à titre de propriétaire *animo domini:*

« Une parcelle de terrain faisant front sur la rue Tait, dans la cité de Saint-Laurent, connue comme étant la subdivision cent quatre-vingt-

original lot number two hundred and twenty-one (221-507) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Rose, measuring sixty feet in width by one hundred and twelve feet in depth.

With the bungalow in the course of construction, thereon erected.

Subject to the Service in favour of the Bell Telephone Co. of Canada *et al.*, registered at Laval under the number 142241.

As the said property now subsists with all its rights members and appurtenances, without exception or reserve."

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155, Boulevard Je-Me-Souviens, in the city of Laval, on the TWENTIETH (20th) day of the month of JUNE, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 9, 1969. 29339-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 763 876. JACQUES PELLETIER, contractor of St-Basile-Le-Grand, district of Montreal, plaintiff, *vs* CHARLES E. GRAND'MAISON, of the same place, defendant.

An emplacement situated in the municipality of the parish of St-Basile-le-Grand and fronting on des Ormes Boulevard, known and designated as being lot number seventeen of the official subdivision of original lot number four hundred and fifty-six (No. 456-17) on the official plan and book of reference of the parish of St-Bruno, registration division of Chambly; measuring, the said emplacement, seventy feet (70′) in front, along the southeast line, being along des Ormes Boulevard; seventy feet and seventy-seven hundredths of a foot (70.77′) along the northwest line, by one hundred feet (100′) along the southwest line, and ninety-three feet and twenty-seven hundredths of a foot (93.27′) along the northeast line;

All the dimensions hereabove are English measure.

With a house erected thereon, bearing civic number 29 des Ormes Boulevard.

Such as the whole is presently found, with all rights and servitudes attached thereto, and particularly, a servitude in favor of Hydro Québec, received under a private seal and registered at the aforesaid registry office, under No. 297344, on April 24, 1968.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, 208 Chambly Road, at Longueuil, on the NINETEENTH day of JUNE, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 9, 1969. 29340

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 761 642. THE ROYAL TRUST COMPANY, plaintiff; *vs* JACQUES LÉON LANDRY, defendant, and PAUL RAINVILLE, mis-en-cause.

The following immovable property owned by the defendant, as owner *animo domini:*

"A parcel of land fronting on Tait Street in the city of St-Laurent, known as subdivision one hundred and ninety-five of lot four hundred

quinze du lot quatre cent soixante-quinze (475-195) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent.

Avec la bâtisse y érigée portant le numéro civique 575 de la rue Tait.

Sujette à une servitude de drainage en faveur de la cité de Saint-Laurent, en vertu d'un acte de servitude passé en faveur par Mlle Louise Laurin devant M. Laurin, notaire, le dix-huitième jour de février dix-neuf cent cinquante-deux, enregistré au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Montréal, sous le numéro 938701. »

Pour être vendue au bureau du protonotaire, au Vieux Palais de Justice (bureau 129), dans la ville de Montréal, le DIX-HUITIÈME (18e) jour du mois de JUIN 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, le 9 mai 1969. 29341

and seventy-five (475-195) on the official plan and book of reference for the parish of St-Laurent.

With the building thereon erected bearing civic number 575 Tait Street.

Subject to a servitude with respect to drainage in favour of the city of St-Laurent in virtue of a deed of servitude executed in its favour by Miss Louise Laurin before M. Laurin, notary, on the eighteenth day of February nineteen hundred and fifty-two registered in the registry office for the registration division of Montreal under the number 938701."

To be sold at the office of the Prothonotary, room 129, at the old Court House, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH (18th) day of the month of JUNE, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST. MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, May 9, 1969. 29341-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Provinciale, No 5915. } LES HUILES CARTIER LTÉE, corps politique et incorporé ayant un bureau et une place d'affaires à 831, avenue Lévis, en les cité et district de Québec, *vs* JOSEPH LAMARRE, domiciliée à 750 des Vosges, Ste-Foy, district de Québec.

« Lot 28, subdivision 11, du cadastre officiel de Ste-Foy, avec bâtisses dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 mai 1969. 29334-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 154-931. } ERNEST JENKINS, domicilié au numéro 34, de la 3ème rue à Val St-Michel, comté de Chauveau, *contre* DAME SIMONE FILTEAU, épouse commune en biens de Charles Aimé Lagacé, marchande publique du consentement de ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse à valider la procédure, tous deux domiciliés au numéro 139, de la rue St-Joseph, Beauport.

Lot 814-5 du cadastre de Beauport; de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 814-6, au sud-est par le Boulevard Rochette, au sud-ouest par le lot 815, au nord-ouest par le lot 814 n.s.; mesurant quatre-vingts (80′) pieds de largeur, quatre-vingt-deux pieds et deux dixièmes (82.2′) au sud-ouest, quatre-vingt-huit (88′) pieds au nord-est. Contenant en superficie six mille huit cent huit pieds carrés, m.a.

Lot 814-6 du cadastre de Beauport; de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 814-7, au sud-est par le Boulevard Rochette, au sud-ouest par le lot 814-5, au nord-ouest par le lot 814 n.s.; mesurant quatre-vingts (80′) pieds de largeur, quatre-vingt-huit (88′) pieds au sud-ouest, quatre-vingt-quinze pieds et huit dixièmes (95.8′) au nord-est. Contenant en superficie sept mille trois cent cinquante-deux pieds carrés m.a.

Lot 814-7 du cadastre de Beauport; de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 814 n.s.; au sud-est par le Boulevard Rochette, au sud-

QUÉBEC

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit: Provincial Court, No. 5915. } LES HUILES CARTIER LTÉE, body politic and corporate, having an office and a place of business at 831 Lévis Ave., in the city and district of Québec, *vs* JOSEPH LAMARRE, domiciled at 750 des Vosges, St. Foy, district of Québec.

"Lot 28, subdivision 11 of the official cadastre of St. Foy, with the building constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold in the Québec Registry Office, in Québec, on the TWENTIETH day of JUNE next at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Québec, May 13, 1969. 29334

Fieri Facias de Terris

Québec, to wit, Superior Court, No. 154-931. } ERNEST JENKINS, domiciled at number 34, on 3rd Street, at Val Saint-Michel, county of Chauveau, *versus* DAME SIMONE FILTEAU, wife common as to property of Charles Aimé Lagacé, woman engaged in business by assent of the latter personally as well as to authorize his wife to give legal force to procedure, both domiciled at number 139, Saint-Joseph Street, Beauport.

Lot 814-5 on the cadastre of Beauport; of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 814-6, on the southeast by Rochette Boulevard, on the southwest by lot 815, on the northwest by lot 814 n.s.; measuring eighty feet (80′) in width, eighty-two feet and two tenths (82.2′) on the southwest, eighty-eight feet (88′) on the northeast. Having area of six thousand eight hundred and eight square feet, E.M.

Lot 814-6 on the cadastre of Beauport; of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 814-7, on the southeast by Rochette Boulevard, on the southwest by lot 814-5, on the northwest by lot 814 n.s.; measuring eighty feet (80′) in width, eighty-eight feet (88′) on the southwest, ninety-five feet and eight tenths (95.8′) on the northeast. Having an area of seven thousand three hundred and fifty-two square feet, E.M.

Lot 814-7 on the cadastre of Beauport; of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 814 n.s.; on the southeast by Rochette Boulevard,

ouest par le lot 814-6, au nord-ouest par le lot 814 n.s.; mesurant quatre-vingt-dix (90′) pieds de largeur, cent treize pieds et deux dixièmes (113.2′) au nord-est, quatre-vingt-quinze pieds et huit-dixièmes (95.8′) au sud-ouest. Contenant en superficie neuf mille quatre cent cinq pieds carrés, m.a.

Lot 814-16 du cadastre de Beauport; de figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot 813, au sud-est par le lot 814-15, au sud-ouest par le lot 814-35 rue, au nord-ouest par le lot 814-17; mesurant soixante-cinq (65′) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95′) pieds de profondeur. Contenant en superficie six mille cent soixante-quinze pieds carrés, m.a.

Lot 814-17 du cadastre de Beauport; de figure rectangulaire, borné au nord-est par le lot 813, au sud-est par le lot 814-16, au sud-ouest par les lots 814-35, rue 814-23 rue, au nord-ouest par le lot 814-18; mesurant soixante-cinq (65′) pieds de largeur par quatre-vingt-quinze (95′) pieds de profondeur. Contenant en superficie six mille cent soixante-quinze pieds carrés, m.a.

Lot 814-18 du cadastre de Beauport; de figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 813, a usud-est pr le lot 814-17, au sud-ouest par le lot 814-23 rue, à l'ouest par le lot 814-19; mesurant cent trente (130′) pieds au nord-est, quatre-vingt-quinze (95′) pieds au sud-est, trente (30′) pieds au sud-ouest, cent trente-sept pieds et neuf dixièmes (137.9′) à l'ouest. Contenant en superficie sept mille six cents pieds carrés, m.a.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le VINGTIÈME jour de JUIN prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
RAYMOND HAINS.

Bureau du Shérif,
Québec, le 13 mai 1969. 29335-o

on the southwest by lot 814-6, on the northwest by lot 814 n.s.; measuring ninety feet (90′) in width, one hundred and thirteen feet and two tenths (113.2′) on the northeast, ninety-five feet and eight tenths (95.8′) on the southwest. Having an area of nine thousand four hundred and five square feet, E.M.

Lot 814-16 on the cadastre of Beauport; of rectangular figure, bounded on the northeast by lot 813, on the southeast by lot 814-15, on the southwest by lot 814-35 Street, on the northwest by lot 814-17; measuring sixty-five feet (65′) in width by ninety-five feet (95′) in depth. Having an area of six thousand one hundred and seventy-five square feet, E.M.

Lot 814-17 on the cadastre of Beauport; of rectangular figure, bounded on the northeast by lot 813, on the southeast by lot 814-16, on the southwest by lots 814-35, Street 814-23 Street, on the northwest by lot 814-18; measuring sixty-five feet (65′) in width by ninety-five feet (95′) in depth. Having an area of six thousand one hundred and seventy-five square feet, E.M.

Lot 814-18 on the cadastre of Beauport; of an irregular figure, bounded on the northeast by lot 813, on the southeast by lot 814-17, on the southwest by lot 814-23 Street, on the west by lot 814-19; measuring one hundred and thirty feet (130′) on the northeast, ninety-five feet (95′) on the southeast, thirty feet (30′) on the southwest, one hundred and thirty-seven feet and nine tenths (137.9′) on the west. Having an area of seven thousand six hundred square feet, E.M.

To be sold at the Québec Registry Office, at Québec, on the TWENTIETH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

RAYMOND HAINS,
Associate Sheriff.

Sheriff's office,
Québec, May 13, 1969. 29335

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 761 374. JULES DUBOIS, demandeur, *vs* WILLIAM KLEIN, domicilié au numéro 5902 de la rue Westbury, à Montréal, dans le district de Montréal, SYLMER INVESTMENT CORP., HELINIA INC., SYLCANNIA INC., MAURISTA INVESTMENT CORP., LEO CULA ROSENBLATT et SAMUEL CULA ROSENBLATT., tous de Montréal, district de Montréal, défendeurs.

L'immeuble ci-après désigné et en la possession des défendeurs ci-haut mentionnés.

« Une terre située à Ste-Thérèse de Blainville, comté de Terrebonne, connue et désignée comme faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix-neuf (ptie 99), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, étant plus particulièrement décrite comme suit: partant du point « A » tel que marqué sur le plan ci-après mentionné, ledit point « A » étant situé à l'intersection du chemin public Grande Côte et de la ligne de division entre le lot cent un et le lot quatre-vingt-dix-neuf, et se dirigeant en ligne droite vers le nord-est, sur une distance de 278 pieds, jusqu'au point marqué « B » sur ledit plan; du point « B » tournant à angle droit et se dirigeant en ligne droite vers le nord-ouest, sur une distance de 500 pieds jusqu'à un point marqué « C » sur ledit plan; du point « C » tournant à angle droit et se dirigeant en ligne droite vers le

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Superior Court, No. 761 374. JULES DUBOIS, plaintiff, *vs*, WILLIAM KLEIN, domiciled at number 5902 Westbury St., in Montreal, in the district of Montreal, SYLMER INVESTMENT CORP., HELINIA INC., SYLCANNIA INC., MAURISTA INVESTMENT CORP., LEO CULA ROSENBLATT and SAMUEL CULA ROSENBLATT, all of Montreal, district of Montreal, defendants.

The immovable hereinafter designated and in the possession of the above-mentioned defendants:

"A farm situated in Ste-Thérèse de Blainville, county of Terrebonne, known and designated as forming part of lot number ninety-nine (P. 99), on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, more fully described as follows: starting at point "A" as marked on the aforementioned plan, said point "A" being situated at the intersection of Grande Côte public road and the division line between lot one hundred and one and lot ninety-nine, and going in a straight line towards the northeast to a distance of 278 feet to the point marked "B" on the said plan; from point "B" turning at a right angle and going in a straight line towards the northwest to a distance of 500 feet to a point marked "C" on the said plan; from point "C" turning at a right angle and going in a straight line towards the northeast to a distance of 225

nord-est, sur une distance de 225 pieds, jusqu'à un point marqué « D » sur ledit plan; du point « D » tournant à angle droit et se dirigeant en ligne droite vers le sud-est, sur une distance de 500 pieds, jusqu'à un point marqué « E » sur ledit plan; du point « E » tournant à angle droit et se dirigeant en ligne droite, vers le nord-est, sur une distance de 125 pieds, jusqu'à un point marqué « F » sur ledit plan; du point « F » tournant à angle droit et se dirigeant en ligne droite vers le nord-ouest, sur une distance de 6,617 pieds, jusqu'au point marqué « G » sur ledit plan; du point « G » se dirigeant vers le sud-ouest, le long du chemin de la Rivière Cachée, sur une distance d'environ 820 pieds jusqu'à un point marqué « H » sur ledit plan; du point « H » se dirigeant en ligne droite sur une distance de 7,324 pieds jusqu'au point de départ soit le point « A », tel que marqué sur ledit plan.

Ladite partie du lot présentement décrite étant bornée comme suit; au sud-est partie par le chemin Grande Côte et partie par partie dudit lot quatre-vingt-dix-neuf, demeurant la propriété du vendeur; en arrière, au nord-ouest, par le chemin Rivière Cachée, d'un côté au nord-est, par partie du lot quatre-vingt-dix-huit (ptie 98) desdits plan et livre de renvoi officiels et d'autre côté, au sud-ouest par partie du lot cent un et partie du lot cent soixante-deux, desdits plan et livre de renvoi officiels.

Toutes les mesures ci-dessus sont mesures anglaises plus ou moins.

Le tout ainsi qu'il appert à un plan préparé par M. Harold W. Towle, arpenteur-géomètre en date du dix-sept septembre mil neuf cent cinquante-huit, lequel plan demeure annexé à la présente, après avoir été reconnus véritable pour les parties et signé « ne varieteur » par elles et le notaire soussigné.

Tous les droits, titres, prétentions et intérêts que le vendeur a ou peut avoir sur une partie du lot neuf cent cinquante-deux, desdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant environ six cents pieds (600′) de longueur sur environ soixante-six pieds (66′) de largeur, et comprise dans les bornes suivantes, savoir: au nord-est par la ligne de division entre les lots quatre-vingt-dix-neuf et quatre-vingt-dix-huit; au sud-ouest par la ligne de division entre le lot quatre-vingt-dix-neuf et le lot cent un; au sud-est et au nord-ouest par partie dudit lot quatre-vingt-dix-neuf desdits plan et livre de renvoi officiels.

Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audits immeubles, et notamment les servitudes en faveur de The Shawinigan Water & Power Co., suivant des actes enregistrés à Terrebonne, sous les nos 107918, 124276, 126230, 172083, 207804, 206210, 123149.

L'acquéreur ou ses ayants droit auront droit d'installer un tuyau servant, à égouter le surplus d'eau provenant de l'immeuble présentement vendu, dans le fossé se trouvant dans la ligne est de l'immeuble présentement vendu pour égouter dans la rivière, mais sans aucune responsabilité quelconque de la part du vendeur et sans causer de dommages à ce dernier. La présente clause créant une servitude en faveur de l'immeuble présentement vendu contre partie dudit lot 99, paroisse Ste-Thérèse de Blainville, située au sud du chemin public et demeurant la propriété du vendeur.

feet to the point marked "D" on the said plan; from point "D", turning at a right angle and going in a straight line towards the southeast to a distance of 500 feet to a point marked "E" on the said plan; from point "E", turning at a right angle and going in a straight line towards the northeast to a distance of 125 feet to a point marked "F" on the said plan; from point "F", turning at a right angle and going in a straight line towards the northwest to a distance of 6,617 feet, to a point marked "G" on the said plan; from point "G" going towards the southwest along the Rivière Cachée Road, to an approximate distance of 820 feet to a point marked "H" on the said plan; from point "H" going in a straight line to a distance of 7,324 feet to the starting point, that is, point "A", as marked on the said plan.

The said part of the lot presently described is bounded as follows: on the southeast partly by Grande Côte Road and partly by part of said lot ninety-nine which remains the property of the vendor; in the rear, on the northwest, by Rivière Cachée Road, on one side, on the northeast, by part of lot ninety-eight (P. 98) on the said official plan and in the said book of reference, and on the other side, on the southwest, by part of lot one hundred and sixty-two on the said official plan and in the said book of reference.

All the above measures are English measure and approximate.

The whole as it appears on a plan drawn up by Mr. Harold W. Towle, land-surveyor, dated the seventeenth day of September, one thousand nine hundred and fifty-eight, which plan remains annexed to the minutes of these presents, after having been recognized as true by the parties, and signed "ne varieteur" by the same and by the undersigned notary.

All the rights, deeds, claims and interests which the vendor has or may have on a part of lot nine hundred and fifty-two, on the said official plan and in the said book of reference of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, measuring approximately six hundred feet (600′) in length by approximately sixty-six feet (66′) in width, and bounded as follows, to wit: on the northeast by the division line between lots ninety-nine and ninety-eight, on the southwest by the division line between lot ninety-nine and one hundred and one, on the southeast and on the northwest by part of said lot ninety-nine on the said official plan and in the said book of reference.

The whole as it is presently to be found, with the active and passive servitudes, apparent or unapparent, attached to the said immovables, and notably the servitudes in favour of "The Shawinigan Water & Power Co.", according to deeds registered in Terrebonne under Nos. 107918, 124276, 126230, 172083, 207804, 206210, 123149.

The purchaser or his dependents shall have the right to install a pipe to drain the surplus water from the immovable hereby sold into the ditch situated on the east line of the said immovable to drain into the river, but without any responsibility whatsoever on the part of the vendor, and without causing any damage to the latter. This clause creates a servitude in favour of the immovable hereby sold against part of said lot 99, parish of Sainte-Thérèse de Blainville, situated to the south of the public road and remaining the property of the vendor.

Sauf à déduire les parties dudit immeuble qui ont été expropriées par le ministère de la Voirie de la province de Québec, pour les fins de la construction d'un chemin de raccordement entre la route provinciale No 8 à St-Eustache et l'autoroute Montréal-Laurentide, au chemin de la Côte Cachée à Ste-Thérèse et qui affecte l'immeuble plus haut décrit en partie de la façon suivante: par une ligne bornée au nord mesurant 826.60′ par le chemin de la Côte Cachée; au nord-est dans une ligne mesurant 1,097.9′ par une partie du lot numéro 98; au sud-est, dans une ligne mesurant 592.9′ par une partie du lot numéro 99, au sud-ouest par une ligne mesurant 468.65 pieds par une partie du lot No 101, à l'ouest dans une ligne mesurant 456.98′; au sud-ouest dans une ligne mesurant 125′; au sud-ouest dans une autre ligne mesurant 477.62′; au sud-ouest dans une autre ligne mesurant 127.68; au sud dans une ligne mesurant 130.39′; au sud dans une autre ligne mesurant 132.52′ par une partie du lot No 99, au sud-ouest dans une ligne mesurant 15.4′; par une partie du lot No 101 contenant en superficie 557,458.26 pieds mesure anglaise, soit 15.148 arpents, mesure française.

Sauf à déduire la partie expropriée par l'office des Autoroutes suivant les enregistrements numéros 297359, 297360, 301309, et la vente enregistrée sous le numéro 318681 en faveur de l'Hydro-Québec:

Sujet également à la servitude de passage accordée à la corporation de Ste-Thérèse Ouest par le demandeur suivant l'acte enregistré sous le numéro 291143:

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne à 190 rue Parent, St-Jérôme, MERCREDI, le DIX-HUITIÈME jour de JUIN mil neuf cent soixante-neuf à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
Bureau du shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
St-Jérôme, le 7 mai 1969. 29333-o

Save and to be withdrawn are the parts of the said immovable which were expropriated by the Department of Roads of the Province of Québec to construct a road linking Provincial Highway No. 8 at St-Eustache and the Montreal-Laurentian Autoroute with Côte Cachée Road at Ste-Thérèse and which affects the above-described immovable in part in the following way: by a line bounded on the north, measuring 826.60′ by Côte Cachée Road, on the northeast, on a line measuring 1,097.9′, by a part of lot number 98; on the southeast, on a line measuring 592.9′, by a part of lot 99; on the southwest, by a line measuring 468.65′ by a part of lot No. 101; on the west, on a line measuring 456.98′; on the southwest on a line measuring 125′; on the southwest, on another line measuring 477.62′; on the southwest, on another line measuring 127.68′; on the south, on a line measuring 130.39′; on the south on another line measuring 132.52′, by a part of lot No. 99; on the southwest, on a line measuring 15.4′ by a part of lot No. 101, having an area of 557,458.26 feet, English measure, that is, 15.148 arpents, French measure.

Save and to be withdrawn is the part expropriated by the Autoroutes Bureau according to registrations numbers 297359, 297360, 301309, and the sale registered under number 318681 in favour of Hydro-Québec.

Also subject to the servitude of right of way granted to the corporation of Ste-Thérèse West by the plaintiff according to the deed registered under number 291143.

To be sold in the Registry Office of the County of Terrebonne, at 190 Parent St., St-Jérôme, on WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of JUNE, one thousand nine hundred and sixty-nine, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Sheriff's Office, *Interim Sheriff.*
St-Jérôme, May 7, 1969. 29333

INDEX No 20

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1297 — Arrimage des chargements de bois de pulpe circulant sur les chemins publics de la province.... 2848
1297 — Arrangement of loads of pulpwood on trucks travelling on the Province's public roads.... 2848
1326 — Vente du logopède et de la perdrix européenne.... 2847
1326 — Sale of ptarmigans and European partridges.... 2847
1406 — Réserve de chasse et de pêche de la Chute Saint-Philippe.... 2847
1406 — Fish and Game Reserve of Chute Saint-Philippe.... 2847

ASSOCIATION coopérative — ***COOPERATIVE Association***

Magasin Co-op l'Unité de la Vernière (*ch.*).... 2869

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Chevaliers de Colomb de La Tuque, Conseil No 1887 (*Règl.*).... 2864
Cowansville, ville-town (*Programme de rénovation-RenewalProgram*).... 2866
Corporation des Officiers Municipaux Agréés du Québec (*Règl. 11 et 12*).... 2867
Corporation of Chartered Municipal Officiers of Québec (*By-laws 11 and 12*).... 2867
Knights of Columbus of La Tuque, Council No. 1887 (*By-laws*).... 2864
Montréal, ville-city (*Rues-Ruelles-Street-Lanes*).... 2864
Northern and Central Gas Corporation Limited (*Dem.-Appl.*).... 2863
Vanier, ville-town (*Tirage d'obligations-Drawing of Bonds*).... 2866

CHANGEMENT DE NOM — Loi du / ***CHANGE OF NAME — Act***

Abramovici, Lazar (*Dem.-Appl.*) 2844
Albert, Jean-Paul (*Dem.-Appl.*) 2844
Ayotte, Raymond (*Dem.-Appl.*) 2843
Ayoub, Peter (*Acc.-Grant.*) 2844
Dubeau, Nelson Raymond (*Dem.-Appl.*) 2843
Fox, Marcel Robert (*Acc.-Grant.*) 2844
Ivanier, Paul (*Acc.-Grant.*) 2844
Kosowatsky, Alex (*Dem.-Appl.*) 2845
Mackenzie, Robert Gordon (*Acc.-Grant.*) 2844
Picard, Marie Jeannine (*Acc.-Grant.*) 2945
Rabinovitch, Frank (*Dem.-Appl.*) 2843
Rafal, Ella Phyllis Rosengarten (*Acc.-Grant.*) 2845
Rotenstein, Leonard Charles (*Dem.-Appl.*) 2844
Roy, Joseph Charles Anthime Fernand (*Acc.-Grant.*) 2845

CAISSES d'épargne et de crédit / ***SAVINGS and credit unions***

Caisse d'Économie des Employés de la « Brasserie Dow du Québec » (Québec) (*Liquidation*) 2846
Caisse d'épargne et d'entraide économique de Drummondville (La) (*Formation*) 2846
"Dow Brewery (Québec)" Employees Credit Union (Québec) (*Winding up*) 2846

COMPAGNIES / ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des Autorisée à faire des affaires / ***Notice relative to the Act of Lisensed to do business***

Eaton Yale & Town Inc. 2868

Chartes — demandes d'abandon de / ***Charters — Application for Surrender of***

A.N.K.A. Investment Ltd 2822
Andalou Haute Coiffure 2822
Ary Ltd. 2823
Autosport ltée 2826
Beaver Development Inc. 2823
Boire & Frères inc. 2823
Boyer ltée 2826
Brcic (Mario) inc. 2826
Canadian Air Pumps Limited 2824
Canadian Stockholders Investment Corporation 2822
Cie de Gestion Rouberville limitée (La) 2826
Club Optimiste St-Adelphe St-Stanislas inc. 2826
Compagnie de Téléphone de Risborough (La) 2826
Daigneault & Frère inc. 2824
Domaines du Lac à la Truite inc. 2825
Facella Investment Co. 2824
Golden (J.) Co. 2822
Gerson Development Corp. 2827
Gordon Manufacturing Co. Ltd. 2824
Goyer Avenue Luncheonette Ltd. 2827
Great Britain and Canada Investment Corporation 2823
Hôpital Ste-Claire inc. 2827
Hurlbut Company Limited 2823
Imera Construction Ltd. 2824
Independant Hungarian Protestant Church in Montreal 2825
Léger (O.U.) inc 2823
Manchester Development Ltd 2827
Mister Steers Chuck Wagon Inc. 2828
National Intercom Ltd. 2827
Philips (George) Corporation 2826
Placements Adjutor Amyot ltée 2824
Poissant limitée 2825
Power-Magic Company Ltd 2828
Robinson (N.) Construction & Equipment Co. Ltd. 2828
St. Jovite Realties & Construction Inc. . 2827
Salon Funéraire La Sarre inc. 2828
Servitor Inc 2825
Tiber Investments Limited 2825
Trout Lake Estates Inc. 2825

Dissoutes / ***Dissolved***

À La Gravure inc 2809
Association Professionnelle des Imprimeurs d'Hebdos du Québec 2809
Canex Realty Limited 2809
Carolou Creations Inc 2809
Centrale Audio-Visuelle inc. (La) 2809
Centre Médical de Rouyn inc. 2809
Champlain Gas Appliances Inc. 2810
Chronique de Magog inc. (La) 2810
City Refuse Service Inc 2810
Clinique Linton inc. 2810
Cohen (A.) Holdings Inc 2810
Corporation du Cinquantenaire (Amos) inc. 2811
Electrical Industries Inc. 2811
Elmhurst Dairy Limited 2811
Entreprises Ano ltée (Les) 2811
Entreprises Talbot ltée (Les) 2811
Établissements Galvanart ltée 2811
Fonds Maskoutains inc. (Les) 2812
Galahad Apartments Inc 2812
Halpern (B.) Investments Ltd 2812
Huron-British Footwear Ltd. 2812
Index Secret inc. 2812
Joncas Limited 2812
Kaplan (Baris) Inc 2813
Linton Clinic Inc. 2810
Manmar Realty Inc 2813
Monart Corporation 2813
Mountain Village Incorporated 2813
Nagley Associates Inc. 2813
90 Bates Road, Ltd. 2815
Norris Realties Limited 2813
Pal Construction & Equipment inc. 2814
Peinture Québec inc. (La) 2814
Presses Lithographiques de Québec inc. (Les) 2814
Québec Lithographic Press Inc. 2814

Dissoutes *Dissolved* (*suite*) (*continued*)

Québec Paint Inc. (The) 2814
Rada Investments Inc 2814
Refugee Aid Society (Montreal Lakeshore) Inc. 2814
Rouyn Medical Centre Inc 2809
Shapiro (Eli) Trading Corp. 2814
Société d'Aide aux Réfugiés (Bord du Lac Montréal) inc. 2814
Service de Rebuts Cité inc. 2810
Sollec Trading Co 2815
Stotland Holdings Ltd 2815
Tantari inc 2815
Triman Enterprises Ltd. 2815
Victor (Jack) Incorporated 2815

Divers *Miscellaneous*

Acme Pontiac-Buick incorporée (*Nom-Name ch.*) 2828
Affiliated Factors Corp. (*Dir.*) 2829
Alsco Montreal Inc. (*Dir.*) 2833
Bagel King Inc. (*Nom-Name ch.*) 2835
Bernal Laboratories Ltd. (*Dir.*) 2829
Boot-in Ltd. (*Nom-Name ch.*) 2831
Breuvages Crépin inc. (Les) (*Nom ch.*) 2828
Café Tropicana inc. (*Dir.*) 2834
Conseil de Bien-Être du Québec (*Règl.-By-laws*) 2831
Consolidated Plywood Corporation (*Dir.*) 2829
Crépin Beverages Inc. (The) (*Name ch.*) 2828
Deshaies (Arthur) & fils inc. (*Dir.*) 2832
Développements Parc Québécois inc. (Les) (*Dir.*) 2834
Dixon (R. L.) Ltd. (*Nom-Name ch.*) ... 2829
Dominion Ready Mix Inc. (*Dir.*) 2832
Dynamic Welding Co. Ltd. (*Dir.*) 2829
English-Speaking Union of the Commonwealth (Montreal Branch) (The) (*Règl.-By-law*) 2832
Fortin Delage & Associés inc. (*Nom-Name ch.*) 2835
Foyer Lajemmerais (*Règl.-By-laws*) 2831
Gival inc. (*Nom-Name ch.*) 2834
Heather Curling Club Inc. (*Règl.-By-laws*) 2832
Herlicon Metals & Plastics Inc. (*Dir.*) 2834
Hôpital Général de Sorel (L') (*Règl.-By-law*) 2832
Jack's Dress Company (*Nom-Name ch.*) 2829
Jean-Pierre Coiffure inc. (*Nom-Name ch.*) 2830
Lingerie Lambton inc. (*Dir.*) 2832
Lutfy Ltd. (*Name ch.*) 2830
Lutfy ltée (*Nom ch.*) 2830
M.F. Paint Inc. (*Name ch.*) 2835
Mark Hot inc. (*Dir.*) 2833
Marso inc. (*Nom-Name ch.*) 2834
Metro Caravan Ltd. (*Dir.*) 2829
Métro Caravane ltée (*Dir.*) 2829
Montpetit (Roch) inc. (*Nom-Name ch.*) 2832
Montrad Ltd. (*Nom-Name ch.*) 2830
Morgan Insurance Service Ltd. (*Dir.*) .. 2829
Paramount Construction (Québec) Ltd. (*Dir.*) 2834
Peintures M. F. inc. (*Nom ch.*) 2835
Pouliot (Georges) inc. (*Dir.*) 2830
Presses libres limitée (Les) (*Nom-Name ch.*) 2830
Résidents du Lac des Piles inc. (Les) (*Règl.-By-laws*) 2834
Rotary Club of Westmount Welfare Fund (*Règl.-By-laws*) 2833
St-Gelais (Yvon) inc. (*Nom-Name ch.*) 2833
Salon de Gala Roger Deblois inc. (*Nom-Name ch.*) 2830
Services d'Assurance Morgan ltée (Les) (*Dir.*) 2829
Storozuk (S.) & fils ltée (*Nom ch.*) 2833
Storozuk (S.) & Son Ltd. (*Name ch.*) 2833
Traders Holdings Ltd. (*Dir.*) 2830
Troupe de l'Atelier inc. (La) (*Règl.-By-law*) 2833
United Church Montreal Homes for Elderly People (The) (*Dir.*) (*Règl.-By-laws*) 2831
Universal Silhouette Ltd. (*Dir.*) 2831
Urbatique inc. (*Nom-Name ch.*) 2834
Weshler Sales Promotions Ltd. (*Dir.*) .. 2833
Zorbas Restaurant Inc. (*Dir.*) 2831

Lettres patentes *Letters Patent*

Action Photo Service Inc. 2772
Aerodoo Holdings Ltd. 2772
Aerodoo Montreal Inc. 2773
Agenda téléphonique (Montréal) inc. 2773
Aidex Inc. 2773
Alaska Properties Inc. 2791
Algonquin Publishing Inc. 2786
Ameublement de bureau M. Edery ltée. 2774
Amusements Anclo inc. (Les) 2774
Anclo Amusements Inc. (Les) 2774
Association d'entraide des Amis de St-Ulric inc. (L') 2774
Association Moto-Neige Papineau inc. .. 2775
A. T. C. Corp. 2775
Ateliers roulants Bonaventure ltée (Les) 2775
Baillargeon (A. F.) Location de camions et remorques inc. 2776
Baillargeon (A. F.) Truck & Trailer Rental Inc. 2776
Bonaventure Shops-on-Wheels Ltd. 2775
Boutique Pop' In inc. (La) 2776
Boutique Week-End Inc. 2777
Brady (Norman A.), R. Riopelle & Associates Inc. 2777
Brady (Norman A.), R. Riopelle & associés inc. 2777
Brissette (M.) Auto Parts Inc. 2777
Bumble Bee inc. 2778
Campbell (David) & Associates Ltd. ... 2783
Château Bonavista (Québec) Ltd. 2778
Clinique de Physiatrie de Laval inc. 2778
Club de Hockey National de Rosemont inc. (Le) 2779
Club Le Concorde 2779
Compagnie Canit investissements ltée. . 2779
Compagnie des Fenêtres du Saguenay inc. (La) 2780
Comptoir du beigne Jérômien ltée (Le). 2780
Construction Des-Cot limitée 2780
Corporation des Marchands de meubles du Québec (La) 2781
Corporation du Cimetière, Catholique de Chicoutimi (La) 2816
Côté (Pierre) ltée 2781
Création Loufra inc. (La) 2782
Darbourg inc. 2782
Data Script Inc. 2782
Dave's Transport Inc. 2783
Denis & Robert transport inc. 2783

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

D. L. M. Holdings Inc. 2784
Domar Construction Inc. 2784
Dynamic Signs Inc. 2784
Dyne Holdings Inc. 2785

Échafaudages à érection Rapide ltée 2803
École de conduite Métro inc. 2785
Écurie G. L. inc. 2785
Eden Holdings Ltd. 2786
Edery (M.) Office Furniture Ltd. 2774
Éditions Algonquin inc. (Les) 2786
Entreprises Fero ltée (Les) 2786
Entreprises Gay-Net inc. (Les) 2787
Entreprises Gerle inc. (Les) 2787
Entreprises Reno inc. 2787
Entreprises Vimont inc. (Les) 2788

Ferronnerie Oxford ltée 2801
Fil Drywall & Painting Inc. 2788

G. M. F. & Associates Inc. 2789
G. L. Stable Inc. 2785
Gagnon (Armand) transport tée. 2788
Giron Hydro-Electric Co. Ltd. 2789
Giron Hydro-Électrique Cie tée. 2789
G. M. F. & associés inc. 2780
Granits de Québec (1969) inc. (Les) 2780
Gunter (C. J.) & Sons Ltd. 2790
Gycard inc. 2790

Habitations Montvillage inc. 2791
Hahamovitch Kosher Imports Inc. 2791
Holiday Import Corp. 2792

Immeubles Alaska inc. 2792
Immeubles Rapido ltée 2792
Institut Capillaire de Québec ltée 2792
Institut des relations humaines inc. 2793
Institut for Human Relations Inc. 2793

Jay Enterprises Ltd. 2793
Jeune Chambre de la Rive Sud inc. 2794
Journal La Santé inc. 2794
Jules rénovation inc. 2794

Klub Rustik, inc. 2795
Koraen Group Inc 2795

Lachance (Paul-Eugène) inc. 2795
La Haye (Lionel) ltée 2796
Larouche (C. G. L.) ltée 2796
Laurentien Rodeo Inc. 2796
Léoneuf inc. 2797
Levesque (Albéric) ltée 2797
Levisco inc. 2797
Lofil inc. 2798

Marguerite, corsetière inc. 2795
M. D. Q. Investments Ltd. 2798
Metro Driving School Inc. 2799
Montreuil (Jean Marc) inc. 2798
Marton's Stores Inc. (*Correction*) 2869
Moulées Vigor ltée (Les) 2808

Nage Corporation 2798
National Tool Hardening Ltd. 2799
Nat Tepper inc. 2799
Normand (Jacques) inc. 2799

Optilite inc. 2800
Ordre Équestre du Saint Sépulcre de Jérusalem-Lieutenance de Montréal 2800
Oxford Hardware Ltd. 2801

Petit Séminaire de Québec (Le) 2801
Pierrel inc. 2801
Place d'Armes Securities Inc. 2808
Plastering (J. J.) Inc. 2802
Produits d'emballage & d'imprimerie Rawdon ltée (Les) 2803
Poitras (Yves) inc. 2802
Propriétés Triangle limitée (Les) 2807

Québec Furniture Retailers Corporation 2781
Québec Hair & Scalp Institute Ltd. 2792

Ra-Mon-Ra inc. 2802
Randi Mufflers Inc. 2802
Rapid Erection Scaffords Ltd. 2803
Rawdon Paper Products & Printing Ltd. 2803
Red Star Investments Ltd. 2804
Renaud (Arthur) inc. 2804
Reno Enterprises Inc. 2787
Rodeo Laurentien inc. 2796
Restaurant Le Gondolier inc. 2804
Rialto Provisions Inc. 2805

Sabot inc. (Le) 2805
St-Félicien Jobbing Inc. 2805
St. Lambert Printing Service Inc. 2806
St. Jerome Donut Shop Ltd. 2780
Sewmaco Products Co. Ltd. 2806
Société d'Administration immobilière Le Gardeur inc. (La) 2806

Toyota Auto Club de Québec inc. 2807
Triangle Properties Limited 2807

Usinor limitée 2807

Valeurs Mobilières Place d'Armes inc. 2808
Vigor Feeds Ltd. 2808
Vitrerie Orford inc. 2808

Sièges sociaux — ***Head Offices***

A. & B. System Service Inc. 2835
A. & B. Système Service inc. 2835
Angel Construction Ltd. 2837
Arkitex Inc. 2836
Atelier France-Québec inc. 2837
Au Carrousel St Jean inc. 2837

Cameo Realty Inc. 2838
Champoux (Gaston) limitée 2838
Cie de découpoirs en lame d'acier de la cité inc. 2838
City Steel Rule Dies Co. Inc. 2838
Club d'Investissement Orford inc. 2836
Coastal Shipping Ltd. 2839
Composite Development Ltd. 2836
Construction Boulevard Léger ltée 2835
Construction Norcen inc. 2836
Cudex Inc 2836

Drew Brown Shipping and Trading Limited 2839

Entreprises du Nord-Ouest Québécois limitée 2840
Entreprises Napierville inc. (Les) 2837

Gauthier (Jean-Paul) inc. 2838
Goldmark Optical Supplies Ltd. 2840
Gosselin Express Ltd. 2838
Gosselin Express ltée 2838

Immeubles Roussin ltée (Les) 2837

Magasin 2 pour 1 inc. 2840
Messagerie Cotière ltée 2839
Mines Molybia, limitée (Les) 2839
Molybia Mines, Limited 2839

Norcen Construction Inc. 2836
North-West Québec Enterprises Limited 2840

Servicentre Harnois inc. 2839

Taverne L'Étrier inc. 2839
Textiles Mondor inc. (Les) 2837

2 for 1 Store Inc. 2840

DEMANDES *APPLICATIONS*
à la Législature *to Legislature*

Baldwin-Cartier Shool Commission... 2843
Brossard, ville-town..... 2869
Commission scolaire Baldwin-Cartier 2840
Contrecoeur, c.s.-s.c..... 2842
Gagnon, ville-town..... 2843
St-Gabriel, ville-town..... 2842
Sisters of Charity at Ottawa..... 2842
Soeurs de la Charité d'Ottawa (Les)... 2842
Verdun cité-city..... 2842

EXAMEN *EXAMINATION*
des Agronomes *Agronomists*

Province, (*Pratique-Practice*)..... 2840

LIQUIDATION *WINDING*
avis de *up Notices*

Caisse d'Économie des Employés de la « Brasserie Dow du Québec » (Québec)..... 2846
"Dow Brewery (Québec)" Employees Credit Union (Québec)..... 2846

MINISTÈRES *DEPARTMENTS*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Outremont, cité-city (*L.P.*) (*Mod.-Amend.*)..... 2879

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Charlevoix, c.s.r.-r.s.b. (*Acc.-Grant.*)... 2859
Berthier-Dautraie (*Acc.-Grant.*)..... 2854
Cowansville, (*Acc.-Grant.*)..... 2855
Chelsea (Prot.) (*Acc.-Grant.*)..... 2859
Des Cascades (*Acc.-Grant.*)..... 2855
Des Chenaux (*Acc.-Grant.*)..... 2860
Harricana (*Acc.-Grant.*)..... 2855
East Angus, ville-town (Cath.) (*Acc.-Grant.*)..... 2860
Laurentienne (*Acc.-Grant.*)..... 2856
La Vallière (*Acc.-Grant.*)..... 2861
Lévis (*Acc.-Grant.*)..... 2856
Maniwaki (*Acc.-Grant.*)..... 2857
Monseigneur Matte (*Acc.-Grant.*)..... 2857
Montcalm, (*Acc.-Grant.*)..... 2861
Saint-Germain, village (*Acc.-Grant.*)... 2858
Saint-Mathias (*Acc.-Grant.*)..... 2857
Stanstead County (Prot.) (*Acc.-Grant.*). 2862
Tracadièche (*Acc.-Grant.*)..... 2858
Val D'Accueil (*Acc.-Grant.*)..... 2858
Vaudreuil (*Acc.-Grant.*)..... 2862

Terres et Forêts *Lands and Forests*

Cadastre: *Cadastre:*

Cadillac, canton-township..... 2845
Como, village..... 2845
Lachine, par..... 2846
St-Ambroise de la Jeune Lorette, par.. 2846

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Divers..... 2850
Président d'élection..... 2850
Miscellaneous..... 2850
Returning officer..... 2850

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Delson à la paroisse de Saint-Constant, comté de Laprairie..... 2853
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la cité de Drummondville au village de Saint-Germain-de-Grantham, comté de Drummond.... 2852
Extension de la juridiction de la Cour municipale de la ville de Terrebonne à la paroisse de Saint-Joachim, comté de L'Assomption..... 2854
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Delson to the parish of Saint-Constant, county of Laprairie..... 2853
Extension of the jurisdiction to the Municipal Court of the city of Drummondville to the village of Saint-Germain-de-Grantham, county of Drummond..... 2854
Extension of the jurisdiction of the Municipal Court of the town of Terrebonne to the parish of Saint-Joachim, county of L'Assomption..... 2852

SOUMISSIONS *TENDERS*

Beaconsfield, cité-city..... 2869
Berthierville, ville-town..... 2871
Duberger, ville-town..... 2876
Estérel, ville-town..... 2878
Ste-Cécile-de-Lévrard, par..... 2873
St-Eustache, par..... 2874

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*

Association des camionneurs artisans des comtés de Jean-Talon, Limoilou, Louis-Hébert et St-Sauveur (*Nom-Name ch.*)..... 2851
Association des enseignants de Longueuil-Jacques-Cartier (*Nom-Name ch.*)..... 2851
Association des responsables de service d'Éducation Physique du Québec (L') (*Const.-Inc.*)..... 2851
Syndicat des détaillants d'essence Sunoco du Québec inc. (Le) (*Const.Inc.*) 2850
Syndicat indépendant des infirmières principales des unités sanitaires de la province de Québec (Le) (*Const-Inc.*). 2851

VENTES *SALES*

SHÉRIFS *SHERIFFS*

Abitibi *Abitibi*

Morissette *vs* Gagnon..... 2880

Beauce *Beauce*

Beaudoin *vs* Nadeau..... 2880

Chicoutimi *Chicoutimi*

Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Vaillancourt..... 2881
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Vaillancourt..... 2881

Montréal *Montreal*

Berthillier (Bertrand) inc. *vs* Ouellet... 2882
Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Formcrete Ltd..... 2883
Central Mortgage and Housing Corporation *vs* Formcrete Ltd..... 2883

Montréal *Montreal*

(*suite*) (*continued*)

Mutual Life Assurance Company of Canada *vs* Allard..... 2881
Nantel *et al vs* Verhelst..... 2882
Pelletier *vs* Grand'Maison..... 2884
Royal Trust Company *vs* Rainville.... 2884
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Formcrete..... 2883
Société centrale d'hypothèques et de logement *vs* Formcrete..... 2883

Québec *Québec*

Huiles Cartier ltée (Les) *vs* Lamarre... 2885
Jenkins *vs* Dame Simone Filteau..... 2885

Terrebonne *Terrebonne*

Dubois *vs* Klein *et al*..... 2886

Taxes *Taxes*

Iles de la Madeleine, comté..... 2816
Magdalen Islands, county..... 2816
Mégantic, comté-county..... 2818